

Strasbourg, 5 novembre 2025



C198-COP(2025)12
Original en anglais

CONFÉRENCE DES PARTIES

Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE n° 198)

Étude de suivi thématique¹ de la Conférence des Parties à la STCE n° 198 sur l'article 25 §2 - 3 ("Biens confisqués")

¹ Examinée et adoptée par la Conférence des Parties à la STCE n° 198 lors de leur 10e réunion, Strasbourg, 30-31 octobre 2018. Amendée à la suite de la ratification de la Convention par Monaco en 2020, la Lituanie en 2021, l'Estonie en 2023, le Maroc en 2024, l'acceptation par le Royaume des Pays-Bas de la Convention pour Aruba, la ratification par le Royaume-Uni de la Convention pour Jersey et l'extension de la Convention à l'île de Man en 2025, et de la procédure de suivi sélectionnée par la Suède (2020) et la Fédération de Russie (2021).

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 25.....	4
METHODOLOGIE	6
SYNTHESE	6
MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE.....	8
RECOMMANDATIONS ET SUIVI	9
ANALYSE PAR PAYS.....	11
Albanie.....	11
Arménie	11
Aruba	12
Autriche.....	13
Azerbaïdjan.....	14
Belgique.....	15
Bosnie-Herzégovine	15
Bulgarie.....	16
Croatie	17
Chypre	17
Danemark	18
Estonie.....	19
France.....	20
Géorgie	20
Allemagne.....	21
Grèce	22
Hongrie	23
Italie	24
Île de Man	24
Jersey	25
Lettonie	26
Lituanie	27
Malte	28
Royaume du Maroc	29
Monaco	30
Monténégro.....	31
Pays-Bas	32
Pologne.....	32
Portugal	33
République de Moldova	34
Roumanie	35
Fédération de Russie.....	36
Saint-Marin	37
Serbie	38
République slovaque	39
Slovénie	39
Espagne.....	40
Suède	41
Macédoine du Nord	42
Türkiye	42
Ukraine	43
Royaume-Uni.....	43

ANNEXE I.A – RÉSUMÉ DES RÉPONSES DES ÉTATS (ARTICLE 25.2)	45
ANNEXE I.B – RÉSUMÉ DES RÉPONSES DES ÉTATS (ARTICLE 25.3)	49
ANNEXE II – TEXTE DU QUESTIONNAIRE.....	52
ANNEXE III – RÈGLES DE PROCÉDURE: 19 <i>B/S</i>	55
ANNEXE IV.A – RÉPONSES DES ÉTATS: ARTICLE 25.2	56
ANNEX IV.B – RÉPONSES DES ÉTATS: ARTICLE 25(3)	102

INTRODUCTION

1. Lors de sa 9^e réunion, tenue à Strasbourg les 21 et 22 novembre 2017, la Conférence des Parties (ci-après : « la CdP ») a décidé d'engager un suivi thématique transversal pour une durée initiale de deux ans. Lors de la 11^{ème} réunion (qui s'est tenue en octobre 2019), la CdP a décidé de prolonger l'application d'une surveillance horizontale pour les cinq prochaines années (jusqu'en 2024). Par la suite, lors de sa 16^e réunion plénière (2024), la CdP a décidé de prolonger de cinq ans (c'est-à-dire jusqu'en 2029) l'application de la règle 19bis des règles de procédure, qui servent de base à la conduite des examens horizontaux. Ce nouveau mécanisme de suivi porte sur la manière dont l'ensemble des États Parties a mis en œuvre certaines dispositions de la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme (STCE n° 198, ci-après : « la Convention »). À cette fin, la CdP a ajouté à ses Règles de procédure la règle 19 bis.

2. La CdP réunie en plénière a décidé que le premier rapport de suivi thématique traiterait des articles 11 ainsi que 25.2 et 25.3 de la Convention.

3. Un questionnaire (qu'on trouvera en annexe II à ce document) a été diffusé en janvier 2018 ; les États parties étaient invités à y répondre pour fin mars 2018. Les réponses ont été analysées par les rapporteurs (Mme Ana Boskovic et M. Azer Abbasov) avec l'appui du Secrétariat. Conformément aux Règles de procédure de la CdP, un expert scientifique a participé à ce processus. Le projet d'analyse a été diffusé auprès des États parties pour observations et compléments d'information. On trouvera au chapitre « Synthèse » du présent rapport les principaux constats issus des réponses au questionnaire.

4. Ce rapport cherche à établir dans quelle mesure les États de la CdP prennent en compte la possibilité de partager des biens, en particulier en vue d'indemniser les victimes ou de restituer les biens à leur propriétaire légitime, ainsi que celle de conclure des accords à ce sujet. Compte tenu de l'hétérogénéité des réponses au questionnaire, il n'est pas facile d'en tirer une conclusion générale applicable à tous les États de la CdP. Toutefois, la partie « Synthèse » de ce rapport présente plusieurs remarques et recommandations générales.

5. Pour commencer, ce rapport précise le champ d'application de l'article 25 de la Convention (« Biens confisqués », ci-après : « l'article 25 ») et la méthodologie employée pour l'étude. Il présente ensuite des conclusions sur les dispositions législatives et sur leur mise en œuvre effective et propose des recommandations. Les réponses des États parties sont analysées individuellement et des recommandations sont formulées pour chacun de ces États. Les réponses sont annexées au présent rapport, ainsi qu'un tableau les résumant et les extraits pertinents des Règles de procédure telles que modifiées en 2017.

CHAMP D'APPLICATION DE L'ARTICLE 25

6. L'article 25 est consacré au partage des biens confisqués entre les États parties. Il prévoit en particulier, « à titre prioritaire », le partage des biens en vue d'indemniser les victimes ou de restituer les biens à leurs propriétaires légitimes (paragraphe 2), et d'envisager « spécialement » la conclusion d'accords ou d'arrangements avec d'autres Parties pour faciliter le partage des biens (paragraphe 3). La disposition est libellée comme suit :

(2) « Lorsqu'une Partie agit à la demande d'une autre Partie en application des articles 23 et 24 de cette Convention, elle doit, dans la mesure où son droit interne le lui permet et si la demande lui en est faite, envisager à titre prioritaire de restituer les biens confisqués à la Partie requérante, afin que cette dernière puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leur propriétaire légitime.

(3) *Lorsqu'une Partie agit à la demande d'une autre Partie en application des articles 23 et 24 de cette Convention, elle peut envisager spécialement de conclure des accords ou arrangements prévoyant de partager ces biens avec d'autres Parties, systématiquement ou au cas par cas, conformément à son droit interne ou à ses procédures administratives ».*

7. Le paragraphe 1 de l'article 25 et sa note explicative affirment que les avoirs confisqués en application de la Convention sont dévolus à la Partie sur le territoire de laquelle se trouvaient lesdits avoirs. Il appartient à cette Partie de déterminer si elle est disposée à partager (en tout ou en partie) lesdits produits avec une autre Partie. En particulier, le paragraphe 1 établit que la Partie requise dispose des biens confisqués conformément à son droit interne et à ses procédures administratives.

8. On trouve une première indication sur le mode de répartition des biens confisqués au paragraphe 2, qui demande d'envisager à titre prioritaire de restituer les biens confisqués à la Partie requérante à des fins d'indemnisation des victimes ou de restitution des biens à leur propriétaire légitime. Ce paragraphe vise donc à renforcer la coopération entre les États parties. En outre, il peut constituer une incitation (pécuniaire) supplémentaire à l'échange d'informations entre les États parties. Le paragraphe 2 demande aux États parties de mettre en place, au minimum, des mesures obligeant les autorités compétentes à envisager, à titre prioritaire, de restituer les biens confisqués à leurs propriétaires légitimes ou d'indemniser les victimes de l'infraction. Il est important de noter que les avoirs ne sont pas versés directement aux victimes, mais à la Partie requérante, qui doit elle-même avoir mis en place les dispositions et procédures nécessaires pour s'assurer que les avoirs « rapatriés » reviennent aux victimes.

9. L'article 25, paragraphes 2 et 3 n'impose pas aux États parties de mettre en place des accords-cadres avec d'autres États parties : il prévoit la possibilité de conclure des accords ou des arrangements soit au cas par cas, soit de façon systématique. Le paragraphe 3 prévoit spécifiquement la possibilité pour les Parties de conclure des accords ou arrangements aux fins du partage des biens confisqués avec d'autres Parties lorsqu'une demande est formulée en application des articles 23 et 24 de la Convention. Bien que les États parties ne soient pas tenus de conclure des accords ou des arrangements sur le partage des biens, l'article 25.3 les incite à étudier de près cette possibilité. Les auteurs de la Convention ont considéré qu'il pouvait être avantageux de conclure un accord dans ce domaine. En effet, le partage de biens confisqués porte souvent sur des sommes importantes et un accord fournit un fondement plus solide que la conclusion d'un arrangement ponctuel.

10. Il faut noter que l'article 25, paragraphes 2 et 3 doit aussi être envisagé dans le contexte de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil de l'UE sur la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation, qui régit le partage des biens entre les États membres de l'UE. Aux termes de cette décision-cadre, si le montant recouvré en application d'une décision de confiscation étrangère est inférieur à 10 000 euros ou à l'équivalent de ce montant, le montant revient à l'État d'exécution. Dans tous les autres cas, 50 % du montant recouvré en application de la décision de confiscation sont transférés par l'État d'exécution à l'État d'émission.

11. Le présent rapport évalue la mise en œuvre effective de l'article 25, paragraphes 2 et 3, à travers une combinaison de facteurs, dont l'examen de la manière dont la disposition a été transposée dans la législation interne et celui d'études de cas et de statistiques afférentes. En matière de coopération internationale sur la saisie et la confiscation, les États parties peuvent décider d'appliquer des mesures législatives ou autres (comme des protocoles d'accord avec des États de la CdP). Ils peuvent aussi habiliter, dans leur législation interne, les juges ou d'autres autorités compétentes à transférer les biens confisqués vers l'État requérant et à négocier/conclure des accords au cas par cas ou de façon systématique. Les États parties étaient

également invités à illustrer leurs réponses par des études de cas, c'est-à-dire à citer un ou plusieurs exemples de partage de biens, de restitution des biens à leurs propriétaires légitimes ou d'indemnisation des victimes.

METHODOLOGIE

12. Dans son « Questionnaire pour le suivi transversal de la mise en œuvre par les États parties de l'article 11 et de l'article 25.2 et 25.3 de la STCE n° 198 », la CdP posait au sujet de l'article 25.2 la question suivante :

Quand elles agissent à la demande d'une autre Partie en application des articles 23 et 24 de la STCE n° 198, vos autorités doivent-elles, dans la mesure où le droit interne le leur permet et si la demande leur en est faite, envisager à titre prioritaire de restituer les biens confisqués à la Partie requérante, afin que cette dernière puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leurs propriétaires légitimes ?

13. S'agissant de l'article 25.3, le questionnaire posait la question suivante :

Existe-t-il des accords ou arrangements prévoyant le partage des biens confisqués avec d'autres Parties, systématiquement ou au cas par cas ?

14. Les délégations étaient invitées à fournir les dispositions nationales pertinentes, extraites par exemple de leur code pénal, de leur code de procédure pénale ou d'autres lois. Il leur était également demandé de fournir à l'appui de leur réponse une liste d'accords signés ou d'arrangements mis en place, des exemples de cas concrets et/ou des données statistiques. Les États parties étaient aussi encouragés à communiquer toute autre information pertinente démontrant la mise en œuvre de cette disposition de la Convention.

15. La présente étude horizontale comprend des informations sur l'ensemble des 42 États de la CdP. Dix pays ont à la fois fait l'objet d'une évaluation individuelle de la part de la CdP et répondu au questionnaire². Concernant ces pays, le présent rapport utilise non seulement les réponses apportées au questionnaire, mais aussi les données issues de l'évaluation individuelle ou du rapport de progrès subséquent.

SYNTHESE

16. L'évaluation de la mise en œuvre et de la transposition de l'article 25 permet d'aboutir à plusieurs constats généraux. Fondés sur les dispositions internes pertinentes et sur les compléments d'information fournis (statistiques, pratiques étatiques courantes, exemples), ces constats visent à contribuer à une meilleure compréhension de l'article 25. On trouvera des conclusions par pays dans les analyses consacrées à chaque État partie.

Article 25 (2)

Le questionnaire demandait si l'État partie concerné avait mis en place des mesures législatives ou autres pour envisager à titre prioritaire le partage des biens aux fins de l'indemnisation des victimes ou de la restitution des biens à leurs propriétaires légitimes. Sur les 42 rapports soumis par les États, six États parties (Danemark, France, Hongrie, République de Moldova, Roumanie et République slovaque) ont été jugés pleinement conformes à la disposition de l'article 25(2), qui prévoit que la priorité doit être accordée à l'indemnisation des victimes et à la restitution des biens à leur propriétaire légitime. Dix-sept autres États parties ont indiqué qu'ils prévoyaient le partage

² Les pays qui ont à la fois fait l'objet d'une évaluation individuelle de la part de la CdP et répondu au questionnaire sont les suivants : Albanie, Arménie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Malte, Monténégro, Pologne, République de Moldova et Roumanie.

des avoirs ; toutefois, il n'a pas été précisé si la priorité était accordée à l'indemnisation des victimes ou à la restitution des biens à leur propriétaire légitime. Il convient de noter que ce chiffre comprend les deux États parties qui se sont directement appuyés sur la Convention comme base juridique (Géorgie, Slovaquie), ainsi que les deux États parties qui n'ont pas fait explicitement référence à des dispositions législatives nationales (Pays-Bas, Macédoine du Nord). En outre, sur ces 17 États parties, deux États parties (Arménie et Belgique) mentionnent une « approche négative » : il n'est pas interdit, en droit interne, d'envisager à titre prioritaire les fins établies à l'article 25.2, si bien que les juges sont en principe habilités à décider du partage des biens dans le cadre de leurs fonctions. Deux États membres de l'UE (Bulgarie et Pologne) n'accordent la priorité à ces fins que dans le cadre de l'UE ; leur législation en la matière ne s'étend donc pas à tous les États de la CdP.

17. Huit États parties ont indiqué que leur législation accordait la priorité à l'indemnisation des victimes, mais n'ont pas précisé si une priorité similaire était accordée à la restitution des biens à leur propriétaire légitime (Grèce, Île de Man, Lettonie, Monaco, Monténégro, Serbie, Ukraine et Royaume-Uni). À l'inverse, six États parties ont indiqué que la priorité était accordée au propriétaire légitime, sans préciser si les victimes bénéficiaient d'un traitement équivalent (Albanie, Italie, Lituanie, Malte, Espagne et Turquie). Enfin, cinq États parties n'ont pas adopté de telles mesures dans leur législation (Arménie, Aruba, Azerbaïdjan, Estonie et Pologne).

18. Il ressort des réponses des pays que les dispositions exactes transposant l'article 25.2 en droit interne diffèrent considérablement au niveau procédural. Par exemple, la Lettonie requiert un jugement confirmant le statut de victime avant que les biens puissent être partagés. D'autres États parties (par exemple, Monténégro et Türkiye) traitent les demandes d'indemnisation lorsqu'elles sont soumises par les victimes elles-mêmes, et non par la Partie requérante. En Roumanie, les avoirs ne peuvent être partagés aux fins prévues à l'article 25.2 que sur demande et après conclusion d'un accord sur le sujet.

Article 25 (3)

19. Point à relever, l'analyse des réponses au questionnaire montre que sur les 42 États parties, seuls onze (soit 16,19 % : Autriche, Belgique³, Chypre, Espagne, France, Lettonie, Maroc, Monaco, Portugal, Suède et Ukraine) disposent d'arrangements législatifs ou autres spécialement consacrés au partage des biens confisqués avec d'autres États parties. 32 États parties (dont les neuf mentionnés ci-dessus) affirment que leurs autorités peuvent en principe conclure des accords et l'illustrent en citant la disposition juridique applicable ou les autres mesures adoptées⁴.

20. Sept États parties (soit 15,66 %) expliquent soit que le droit interne prévoit le partage des avoirs confisqués (Fédération de Russie, Moldova et Serbie), soit qu'aucune disposition juridique n'a été adoptée en vertu de l'article 25.3 (Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Danemark et Macédoine du Nord). Aucun de ces sept États ne précise si les autorités sont en mesure de conclure des accords ou des arrangements sur le partage des biens confisqués avec d'autres États parties.

21. Treize États parties (Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Danemark, Macédoine du Nord, Fédération de Russie, Moldova, Monténégro, République slovaque, Royaume-Uni, Serbie, soit 30,95 % des États parties) répondent ne pas disposer d'accords ou d'arrangements à ce sujet en vertu de la Convention. Certaines des réponses au questionnaire ne disent rien de la disposition juridique relative au partage des biens. D'autres

³ Il faut noter que la Belgique n'a pas conclu d'accords en vertu de la Convention.

⁴ Dans le tableau à l'annexe I.B, ces pays sont signalés comme ayant mis en place un arrangement lorsque soit la législation, soit des mesures permettent aux autorités de partager des biens à travers des accords.

États parties ayant répondu par la négative sont en fait membres de l'UE et disposent donc de la base juridique nécessaire pour partager les biens, énoncée dans la décision du Conseil de l'UE sur ce sujet⁵, mais n'ont pas approfondi ce point dans leur réponse au questionnaire⁶. La République slovaque explique que ses autorités n'ont pas compétence pour conclure des accords sur le partage des biens, cette compétence relevant uniquement de l'Union européenne. La Lituanie et l'Estonie ont indiqué qu'avec les États non membres de l'UE, un accord de partage des avoirs peut être signé sur la base des conventions internationales pertinentes (par exemple, la CNUCC).

MISE EN ŒUVRE EFFECTIVE

Article 25 (2)

22. Dans l'ensemble, les dispositions de l'article 25.2 ont été transposées, à des degrés divers, en droit interne dans la grande majorité des États parties. Cependant, les États ne sont souvent pas en mesure de démontrer la mise en œuvre effective de cette disposition dans la pratique. De nombreux États parties répondent ne pas pouvoir mesurer la mise en œuvre faute de tenir des statistiques sur le sujet, mais le plus souvent, aucune étude de cas ne vient compenser cette absence de statistiques. Certains États parties (Arménie, Malte, Monténégro et Roumanie) indiquent ne pas avoir reçu à ce jour de demande de partage de biens confisqués en vue d'indemniser la victime ou de restituer les biens à leur propriétaire légitime ; ils ne sont donc pas en mesure de démontrer l'application de la disposition dans la pratique. D'autres États parties répondent simplement ne pas avoir encore pris de mesure concrète. Seuls quatorze États parties (Albanie, Chypre, France, Hongrie, Italie, Ile de Man, Jersey, Lettonie, Monaco, République de Moldova, Saint-Marin, Slovénie, Suède et Türkiye, soit 33,33 % des États parties) fournissent un exemple de cas montrant la mise en œuvre effective de la disposition.

Article 25 (3)

23. En général, de nombreux États parties prévoient la possibilité de conclure des accords ou des arrangements spécialement consacrés au partage des biens avec d'autres Parties, mais le plus souvent au cas par cas ou de façon ponctuelle et non nécessairement sur la base de l'article 25.3. Les exemples fournis confirment ce constat. Seuls six États (Autriche, Monaco, Espagne, Fédération de Russie, Portugal et Slovénie, soit 14,29 % des États parties) mentionnent des accords formels (ou des négociations en cours devant aboutir à de tels accords) avec des pays non Parties à la Convention (comme la Suisse ou les États-Unis). Ils ne précisent cependant pas si de tels accords sont également conclus avec des États de la CdP.

24. La plupart des États membres de l'UE évoquent les obligations liées à la transposition du droit de l'UE en droit interne. La décision-cadre du Conseil 2006/783/JAI est particulièrement pertinente à cet égard, puisqu'elle concerne l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation. Cette décision ne s'applique cependant qu'aux États membres de l'UE. À cet égard, la Convention offre aux États membres de l'UE ayant adhéré à la Convention la possibilité de conclure des accords ou des arrangements sur le partage des biens en dehors du cadre de l'UE.

⁵ Voir la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A32006F0783>).

⁶ Bien que plusieurs États membres de l'UE n'aient pas précisé dans leur réponse s'ils disposaient d'une base juridique leur permettant de conclure des accords sur le partage des biens, leur appartenance à l'UE peut laisser penser qu'ils ont dûment transposé les règles européennes établissant des exigences comparables dans le cadre de l'UE.

RECOMMANDATIONS ET SUIVI

25. Plusieurs recommandations générales peuvent être formulées sur la base des constats résumés ci-dessus. Les États parties sont invités à donner suite à ces recommandations d'action et à en assurer la bonne mise en œuvre. On trouvera plus loin, dans les analyses individuelles, des recommandations propres à chaque pays ; il convient de tenir compte à la fois des recommandations générales et des recommandations par pays au moment d'adopter des mesures législatives ou autres pour continuer à mettre en œuvre les dispositions de la Convention. Lors de futures réunions plénières et sur décision de la CdP, les États parties devraient être priés d'informer la CdP des évolutions et des mesures adoptées sur les questions soulevées dans cette étude.

26. Afin de promouvoir une approche harmonisée du partage des biens confisqués, il est recommandé aux États parties s'agissant de l'article 25.2, s'ils ne l'ont pas encore fait :

- de veiller à ce que leurs autorités soient capables, dans les limites du droit interne et si la demande leur en est faite, d'envisager à titre prioritaire de restituer les biens confisqués à la Partie requérante afin que cette dernière puisse indemniser les victimes ou restituer ces biens à leur propriétaire légitime (comme le requiert l'article 25.2) ;
- de modifier leur législation interne de manière à mettre en place des mesures législatives et un cadre institutionnel garantissant que cette disposition de la Convention puisse être effectivement appliquée ;
- d'intégrer à leur législation interne des dispositions permettant de considérer en priorité le retour des biens confisqués à la Partie requérante, à la fois pour l'indemnisation des victimes et la restitution des biens à leur propriétaire légitime.

27. Afin d'assurer une mise en œuvre et une application réussies de l'article 25.2, les États parties sont invités à envisager, en vertu de cet article :

- d'intégrer à leurs programmes de formation des magistrats et des autres autorités concernées un renforcement des capacités institutionnelles, afin que les dispositions de l'article 25 (paragraphe 2 et 3) de la Convention⁷ soient mieux comprises et mises en pratique ;
- de tenir des statistiques sur la mise en œuvre effective de ces dispositions.

28. S'agissant de l'article 25.3, il est également recommandé aux États parties, s'ils ne l'ont pas encore fait :

- de prévoir la possibilité de conclure des accords ou des arrangements sur le partage des biens en insérant spécifiquement des dispositions en ce sens dans leur droit interne ;
- de négocier et de conclure avec d'autres États de la CdP des accords sur le partage des biens, conformément à leur droit interne ou à leurs procédures administratives, au cas par cas ou systématiquement, afin d'appliquer effectivement cette disposition de la Convention ;
- d'étendre la possibilité de conclure des accords sur le partage des biens (qui peuvent être limités aux États de la CdP membres de l'UE) à tous les États de la CdP⁸.

⁷ Comme relevé, cette recommandation d'action s'applique aussi bien au paragraphe 2 qu'au paragraphe 3 de l'article 25.

⁸ Pour autant, cela ne signifie pas que les États parties non membres de l'UE devraient se voir appliquer les mêmes conditions que les États membres de l'UE.

29. Les États parties sont vivement encouragés à mettre en œuvre à la fois les recommandations générales ci-dessus et les recommandations propres à leur pays. Les mesures législatives nécessaires pourraient être mises en œuvre en modifiant soit le code pénal, soit le code de procédure pénale. Les mesures non législatives pourraient consister à sensibiliser ou à former les autorités à la possibilité d'ordonner l'indemnisation des victimes ou la restitution des biens à leur propriétaire légitime, ou à conclure des accords aux fins du partage des biens confisqués.

30. Un mécanisme de suivi des recommandations issues de la présente analyse a été mis en place, sur décision de la CdP réunie en plénière.

ANALYSE PAR PAYS

Albanie

Article 25.2

1. L'Albanie a été évaluée par la CdP en 2011. Tout en notant l'absence d'antécédents concernant l'article 25.2, les rapporteurs ont considéré que le pays respectait cette disposition. De fait, en vertu de l'article 23 de la loi relative aux relations avec les autorités étrangères en matière de compétence pénale, les autorités albanaises envoient les objets saisis à l'autorité judiciaire étrangère qui en fait la demande pour que cette dernière les confisque ou les restitue à leur propriétaire légitime. Cette disposition est appuyée par l'article 217 du Code pénal albanais.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités albanaises rappellent l'article 23 susmentionné sur la confiscation des biens. Elles affirment aussi que dans certains cas, des biens saisis ont été envoyés aux autorités étrangères requérantes pour qu'elles les restituent à leurs propriétaires légitimes. Les biens concernés étaient des véhicules motorisés et d'autres objets de valeur.

Article 25.3

3. Dans le rapport d'évaluation par la CdP en 2011, les rapporteurs notaient que l'Albanie n'avait pas conclu d'accords ou d'arrangements internationaux concernant particulièrement le partage des biens confisqués avec d'autres Parties.

4. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités albanaises indiquent aussi qu'aucun accord ou arrangement n'a été conclu dans ce domaine.

Conclusion/Recommandation

5. La législation albanaise est conforme à l'article 25.2, mais non à l'article 25.3, puisqu'il n'existe ni disposition législative ni autre mesure montrant que cette disposition a été transposée. Il est donc recommandé aux autorités albanaises d'envisager la conclusion d'accords ou d'arrangements sur le partage des avoirs avec d'autres États parties, systématiquement ou au cas par cas, conformément au droit interne ou aux procédures administratives du pays, ainsi que de veiller (à travers des mesures juridiques ou autres) à ce que l'indemnisation des victimes constitue un motif légitime de partage des biens.

Arménie

Article 25.2

1. L'Arménie a été évaluée par la CdP en 2016. Les rapporteurs ont conclu que le pays ne se conformait pas à l'article 25.2, la législation arménienne ne comportant aucune disposition spécifique sur la restitution des biens confisqués. Le pays a cependant affirmé avoir mis en place des mesures non législatives. Toutefois, les rapporteurs ont recommandé à l'Arménie de veiller à l'adoption de mesures et mécanismes effectifs permettant d'envisager à titre prioritaire la possibilité de restituer les biens confisqués à la partie requérante afin que cette dernière puisse indemniser les victimes de l'infraction pénale ou restituer ces biens à leur propriétaire légitime.

2. Il ressort du questionnaire que la situation reste inchangée. Le cadre juridique interne régissant la confiscation et la saisie d'avoirs est défini par les articles 55 et 103.1 du Code pénal et par l'article 232 du Code de procédure pénale, mais à ce jour, il n'a été inséré dans le système juridique arménien ni dispositions juridiques ni procédures administratives sur le partage des avoirs confisqués avec des tiers. Les autorités arméniennes réaffirment qu'il n'existe pas de disposition y faisant obstacle, et qu'elles pourraient donc exécuter des ordonnances de confiscation à la demande d'une autre Partie ; cependant, compte tenu de l'absence de telles demandes, aucun exemple pratique ne vient confirmer cette possibilité de mise en œuvre.

Article 25.3

3. Le rapport d'évaluation par la CdP de 2016 notait qu'il n'existait aucun accord ou arrangement prévoyant d'envisager particulièrement le partage des biens confisqués avec d'autres pays, systématiquement ou au cas par cas. Cependant, le droit interne n'interdisait pas aux autorités de partager des avoirs de façon ponctuelle et ne restreignait pas leur capacité à le faire.

4. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités arméniennes confirment l'absence d'accords ou d'arrangements spécifiques sur ce sujet. Elles réitèrent également que le partage des biens confisqués avec d'autres Parties et la priorité accordée à la restitution des biens confisqués à la Partie requérante revêtent un caractère ponctuel. Le parquet général de la République d'Arménie est en charge de l'étude des demandes en ce sens.

Conclusion/Recommandation

5. Les autorités arméniennes sont en mesure de conclure des accords ponctuels sur le partage des biens confisqués, mais n'envisagent pas à titre prioritaire la restitution des biens confisqués à la Partie requérante pour que cette dernière indemnise les victimes ou restitue les biens à leurs propriétaires légitimes. Il est donc recommandé aux autorités d'adopter des mesures législatives ou autres pour traiter la question de la restitution des avoirs confisqués avec des tiers aux fins d'indemnisation des victimes ou de restitution de ces biens à leur propriétaire légitime.

Aruba

Article 25, paragraphe 2

1. Il ressort clairement des réponses au questionnaire de 2024 qu'aucune mesure législative n'a été mise en place à Aruba lui permettant d'envisager à titre prioritaire de restituer les biens confisqués à la Partie requérante afin que cette dernière puisse indemniser les victimes.

Article 25, paragraphe 3

2. Les autorités ont indiqué que l'article 579ca du Code de procédure pénale d'Aruba prévoyait la possibilité de partager les avoirs confisqués avec d'autres États. Cependant, cette disposition ne traite pas nécessairement de la capacité des autorités à conclure des accords sur le partage des avoirs.

3. Dans leurs réponses au questionnaire, les autorités ont indiqué que les avoirs peuvent être partagés au cas par cas ou sur la base d'un accord. En pratique, dès lors que les autorités reçoivent une demande de la part d'un État étranger, une décision est prise et un accord est

conclu sur le partage des avoirs, soit à parts égales (50/50), soit en fonction de la nature de la demande (par exemple lorsque la situation implique une restitution).

4. Les autorités ont indiqué que des modifications législatives récentes permettent d'appliquer à Aruba l'accord conclu entre les Pays-Bas et les États-Unis. Cet accord prévoit la possibilité de partager les avoirs lorsque la partie requérante a prêté son concours à une enquête ou à une procédure de saisie. Bien que cette disposition facilite dans une certaine mesure le partage des avoirs, elle a une portée plus limitée que celle que requiert l'article 25, paragraphe 3.

Effectivité de la mise en œuvre

5. Les autorités n'ont pas fourni d'exemples de cas ni de statistiques concernant la mise en œuvre effective de l'article 25 (2) et (3).

Conclusion / Recommandation

6. Étant donné qu'il n'existe pas de disposition juridique explicite transposant l'article 25 en droit interne, les autorités devraient ajouter à leur cadre juridique le principe du partage des avoirs en vue d'indemniser les victimes et de restituer les biens à leur propriétaire légitime. Les autorités compétentes devraient également être habilitées à négocier et à conclure des accords tout en portant une attention spéciale au partage des avoirs.

Autriche

Article 25.2

1. Les autorités autrichiennes ont indiqué que la loi fédérale sur la coopération judiciaire en matière pénale avec les États membres de l'Union européenne (EU-JZG) fournit un cadre pour l'application de l'art.25, paragraphe 2. En outre, mention a été faite de la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil de l'UE sur la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation, qui régit le partage des biens entre les États membres de l'UE. La décision-cadre prévoit également le partage des biens confisqués dont la valeur dépasse 10 000 EUR.

2. Concernant les pays tiers (non-membres de l'UE), le chapitre III de la loi fédérale du 4 décembre 1979 sur l'extradition et l'entraide judiciaire en matière pénale s'applique à l'exécution des décisions judiciaires étrangères en matière pénale. Il en ressort des réponses fournies au questionnaire que le tribunal régional dans le ressort duquel se trouvent les avoirs ou les biens est compétent pour décider de l'exécution d'une décision de confiscation rendue par une autorité judiciaire étrangère à la demande de l'autorité étrangère compétente. Il a également été avancé que, dans de tels cas, il serait fait référence à l'article 25 de la Convention. Cependant, il n'est pas clair si le cadre susmentionné requiert que la priorité soit accordée à la restitution des biens confisqués aux victimes ou aux propriétaires légitimes. Conformément à l'article 64, paragraphe 7, de la loi sur l'extradition et l'assistance judiciaire, les biens confisqués sont attribués au Gouvernement Fédéral. Toutefois, sur la base d'un accord bilatéral, ces avoirs confisqués peuvent être partagés avec l'État requérant. Cependant, il demeure incertain si de tels arrangements prévoyant de donner la priorité aux victimes ou propriétaires légitimes ont été signés.

Article 25.3

3. Les autorités autrichiennes ont indiqué avoir conclu des accords ou arrangements prévoyant d'envisager particulièrement le partage des biens confisqués sur une base régulière ou au cas par cas avec d'autres Etats parties à la Convention.

4. Trois études de cas ont été fournies, dont aucun ne concerne des Etats parties à la CdP 198 (Irlande, Etats-Unis, Liechtenstein). Les documents fournis présentent de manière détaillée des cas de partage des avoirs sur la base d'un accord.

Conclusions/Recommandation

5. L'Autriche ne dispose pas d'un cadre approprié pour l'application des exigences de l'article 25, paragraphe 2. Quant à l'article 25, paragraphe 3, l'Autriche peut signer des accords de partage des avoirs, y compris avec des Etats parties à la CdP. Par conséquent, il est recommandé au pays d'introduire des mesures législatives ou autres permettant la mise en œuvre de l'article 25, paragraphe 2 et de renforcer son cadre de partage des avoirs en signant des accords avec les Etats parties à la CdP.

Azerbaïdjan

Article 25.2

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités azerbaïdjanaises expliquent que le système juridique du pays ne comporte pas de disposition habilitant les autorités à envisager à titre prioritaire la restitution des biens confisqués à la Partie requérante aux fins indiquées à l'article 25.2. Les autorités signalent cependant que cette question devrait être traitée en 2019, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action national 2017-2019 sur la lutte contre le financement du terrorisme et la légalisation des fonds ou autres biens d'origine criminelle (adopté en novembre 2016), en particulier le point 2.6 de ce Plan : « Adopter des mesures pour améliorer la législation sur la confiscation et le recouvrement des fonds ou autres biens d'origine criminelle ».

Article 25.3

2. Actuellement en Azerbaïdjan, aucun accord ou arrangement n'est en place pour conférer une importance spéciale au partage des biens confisqués avec d'autres Parties en vertu de l'article 25.3. Concernant l'article 25.2, la question devrait être traitée via la mise en œuvre du Plan d'action national. Il n'est fourni d'information ni sur les mesures exactes adoptées au regard du point 2.6, ni sur l'éventuelle ouverture de négociations en vue d'accords ou d'arrangements.

Conclusion/Recommandation

3. Étant donné l'absence de disposition juridique explicite ou de jurisprudence offrant à l'État la possibilité de partager des biens confisqués ou de conclure des accords spéciaux sur le partage de ces biens, il est recommandé d'adopter des mesures législatives ou autres permettant l'application de l'article 25, paragraphes 2 et 3 dans la pratique. Les autorités sont invitées, par la suite, à sensibiliser les autorités judiciaires aux procédures de partage des avoirs et à la conclusion d'accords spéciaux.

Belgique

Article 25.2

1. Dans le rapport d'évaluation par la CdP de 2016, les rapporteurs ont noté l'absence de dispositions juridiques et d'éléments montrant que les autorités belges donnaient priorité au partage des biens confisqués avec les Parties requérantes pour que ces dernières puissent indemniser les victimes de l'infraction ou restituer les biens à leur propriétaire légitime. Cependant, les autorités considéraient que la loi du 20 mai 1997 sur la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation couvrait les questions soulevées à l'article 25.2. Cette disposition s'appliquait au cas par cas, bien que des doutes entourent sa mise en œuvre effective.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités belges affirment que rien dans le système juridique belge n'interdit de partager les produits de la confiscation en vue d'indemniser les victimes de l'infraction : sur demande de l'État étranger, la confiscation peut avoir lieu, sur la base de la loi susmentionnée. Sur décision de justice, les avoirs confisqués peuvent être restitués en totalité ou en partie à la Partie requérante afin qu'elle puisse indemniser les victimes de l'infraction. Il n'est pas fourni d'information sur la restitution des biens à leurs propriétaires légitimes.

Article 25.3

3. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités belges indiquent qu'il n'existe ni accord ni arrangement prévoyant d'envisager particulièrement le partage des avoirs, en dehors de la législation transposant les conventions du Conseil de l'Europe n° 141 et 198. D'autres accords, ne résultant pas nécessairement des conventions du CdE, ont été conclus avec les États-Unis d'Amérique (1988), le Canada (1996) et la Chine (2016). Le partage des avoirs dépend principalement du fond des demandes, toutes étant examinées à égalité, plutôt que de leur origine (d'un État appartenant ou non à la CdP).

Conclusion/Recommandation

4. La législation belge ne se conforme que partiellement à l'article 25 ; en effet, la loi ne comporte pas de principe prévoyant la restitution des biens à leurs propriétaires légitimes et aucun cadre n'est en place pour permettre la conclusion d'accords internationaux sur le partage des biens confisqués. Les autorités sont vivement encouragées à adopter des mesures législatives ou autres pour veiller à ce que les propriétaires légitimes entrent dans le champ d'application de la législation interne transposant l'article 25.2, ainsi qu'à mettre en place un cadre pour la conclusion d'accords ponctuels ou systématiques destinés au partage des biens confisqués avec les États de la CdP.

Bosnie-Herzégovine

Article 25.2

1. Les autorités ont indiqué que la cour de Bosnie-Herzégovine avait pris des initiatives sur le partage des avoirs avec le Monténégro sur la base de la Convention, ainsi que de l'article 20 de la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale. Ce dernier prévoit la possibilité de saisir des avoirs sur la base de demandes d'États tiers et de restituer ces avoirs à l'autorité judiciaire étrangère autorisée, mais sans faire référence aux victimes ou au propriétaire légitime.

Article 25.3

2. Bien que la législation ne contienne aucune mesure spécifique concernant la négociation d'accords sur le partage des avoirs, les autorités ont indiqué qu'il n'y avait en principe aucun obstacle à la négociation et à la conclusion de tels accords, conformément à la loi sur la conclusion et l'application des accords internationaux.

Conclusion/Recommandation

3. Il est recommandé de réexaminer la législation en vigueur ou d'adopter d'autres mesures qui autoriseraient explicitement la restitution des biens confisqués à la Partie requérante aux fins d'indemnisation de la victime ou de la restitution de ces marchandises au propriétaire légitime. Les autorités sont invitées à envisager d'adopter une référence spécifique à la négociation d'accords sur le partage des avoirs. Les autorités sont invitées, par la suite, à sensibiliser les autorités judiciaires et les autres autorités pertinentes aux procédures de partage des avoirs et à la conclusion d'accords spéciaux.

Bulgarie

Article 25.2

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités bulgares expliquent qu'il peut être accordé une attention prioritaire à la restitution des biens confisqués à la demande d'une tierce partie. En dehors de la transposition générale en droit bulgare des dispositions des accords internationaux signés par le pays, les autorités bulgares ne fournissent d'information ni sur la base juridique ni sur la mise en œuvre effective de l'article 25.2

Article 25.3

2. Les autorités affirment que les possibilités de partage des avoirs avec le pays requérant peuvent être étudiées au cas par cas. En outre, la Bulgarie a adopté une loi réglementant en particulier les conditions et les procédures de reconnaissance, d'exécution et de transmission de décisions de confiscation et de saisie imposant des sanctions financières, mais cette coopération n'a lieu qu'avec les autres États membres de l'UE.

3. La Bulgarie n'a encore jamais reçu de demande de partage d'avoirs d'un État de la CdP non membre de l'UE.

Conclusion/Recommandation

4. Le degré de conformité de la Bulgarie avec l'article 25.2 reste inconnu, étant donné que la disposition juridique transposant les accords pertinents en droit interne n'est pas fournie et qu'il n'existe aucune législation visant spécifiquement à respecter l'article 25.2. La Bulgarie respecte l'article 25.3. Il est recommandé d'adopter des mesures spécifiques, législatives ou autres, pour accorder une attention spéciale au partage des avoirs avec les Parties requérantes en vue d'indemniser les victimes ou de restituer les biens à leur propriétaire légitime, ainsi que de veiller à ce que toutes les dispositions législatives pertinentes fondées sur la Convention s'appliquent à tous les États de la CdP, indépendamment de leur appartenance ou non à l'UE. En outre, les autorités sont encouragées à accorder une attention spéciale à la conclusion d'accords sur le partage des avoirs.

Croatie

Article 25.2

1. La Croatie a été évaluée par la CdP en 2013. Un rapport de progrès a été publié en 2016 ; les rapporteurs ont conclu que la Croatie ne respectait pas l'article 25.2. Les autorités croates ont pu montrer l'existence d'un système effectif de coopération concernant les biens confisqués, régi par les articles 28 et 29 de la loi sur l'entraide judiciaire. Les rapporteurs ont recommandé aux autorités croates de clarifier l'étendue de l'entraide judiciaire et de s'assurer d'être en mesure de coopérer afin de donner plein effet à l'article 25.2. Au moment de la publication du rapport de progrès, il n'avait pas été donné suite à ces recommandations.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités croates se concentrent sur les États de la CdP non membres de l'UE. Elles expliquent que la loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale, mentionnée ci-dessus, n'a pas été modifiée. En revanche, le droit interne octroie aux victimes une indemnisation pécuniaire. En particulier, le Code pénal prévoit le versement à la partie lésée des dommages et intérêts, ainsi que d'éventuels produits de la confiscation, à l'issue de la procédure. Lorsqu'aucune procédure n'est ouverte, les autorités croates peuvent donner à la partie lésée l'instruction d'engager des poursuites au civil dans la Partie requérante ; après la décision définitive, les autorités croates peuvent passer par l'entraide judiciaire en matière civile pour indemniser les victimes. Il n'est pas fourni d'information sur la restitution des biens à leur propriétaire légitime.

3. La Croatie ne tient pas de statistiques sur la mise en œuvre pratique de ces dispositions.

Article 25.3

4. Dans le rapport d'évaluation par la CdP de 2013, les rapporteurs ont noté que les autorités croates n'avaient pas conclu d'accords prévoyant d'envisager spécialement le partage des biens confisqués avec la Partie requérante. Il n'est pas fait mention de cet article dans le rapport de progrès de 2016. Dans sa réponse au questionnaire, la Croatie confirme qu'aucun arrangement n'est en place pour accorder une attention particulière au partage des biens confisqués avec d'autres Parties. Il n'existe pas, notamment, de disposition législative transposant la disposition concernée de la Convention en droit interne.

Conclusion/Recommandation

5. La législation interne ne donne pas la priorité à la Partie requérante de prévoir directement l'indemnisation des victimes de l'infraction, ni la restitution des biens à leurs propriétaires légitimes. On ignore toujours si les autorités sont habilitées à conclure des accords spécifiques sur le partage des biens confisqués. Il est donc recommandé aux autorités croates d'adopter les mesures législatives ou autres nécessaires pour envisager spécifiquement à titre prioritaire la restitution des biens en vue d'indemniser les victimes ou de les restituer à leur propriétaire légitime pour tous les États de la CdP, ainsi que de prévoir la possibilité d'accorder une attention spéciale à la conclusion d'accords sur le partage des avoirs.

Chypre

Article 25.2

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités chypriotes indiquent que l'article 25.2 est couvert par la loi sur la prévention et la répression du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, article 39.3, qui dispose que « lorsque la demande étrangère porte sur la confiscation de biens ou de produits du crime, ces derniers peuvent, sur application de ladite demande, être répartis entre les autorités compétentes du pays étranger et la République de Chypre ». Les autorités chypriotes soulignent aussi l'importance du transfert des biens confisqués au pays requérant en vue de les restituer aux victimes de l'infraction, sans nécessité de partager les avoirs concernés, bien qu'il s'agisse davantage d'une pratique que d'une obligation légale.

2. Chypre n'est pas en mesure de fournir des statistiques sur le sujet, mais les autorités relatent une affaire récente, lors de laquelle la totalité de la somme confisquée à Chypre a été restituée au Royaume-Uni afin que ce dernier indemnise les victimes de l'infraction.

Article 25.3

3. Chypre indique que la question du partage des biens confisqués est couverte par la loi LBC/FT, qui prévoit la remise des produits du crime ou des biens confisqués aux pays étrangers. En outre, la même loi met en œuvre la décision-cadre du Conseil 2006/783/JAI, et régit donc le partage des avoirs avec les États membres de l'UE. S'agissant d'États non membres de l'UE, les biens confisqués peuvent être partagés en vertu d'accords conclus au cas par cas avec les pays concernés. Les autorités chypriotes mentionnent le partage d'avoirs avec la Belgique, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni. Cette disposition a été effectivement mise en œuvre.

Conclusion/Recommandation

4. Chypre a mis en œuvre les dispositions de l'article 25.2 et 25.3 ; cependant, les autorités pourraient envisager de modifier la loi pour prévoir l'indemnisation des victimes et la restitution des biens à leurs propriétaires légitimes, plutôt que de ne se fonder que sur la pratique. Par ailleurs, il est recommandé aux autorités de garder trace de la mise en œuvre pratique de l'article 25.2 en tenant des statistiques.

Danemark

Article 25.2

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités danoises disent considérer que l'article 25.2 de la Convention est couvert par l'article 807d, paragraphes 1 et 2 de la loi sur l'administration de la justice. Cet article dispose que le tribunal peut envisager à titre prioritaire de restituer les biens confisqués à l'État partie requérant, afin que ce dernier puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leurs propriétaires légitimes. Conformément aux procédures danoises, les biens confisqués sont d'abord utilisés pour satisfaire aux demandes d'indemnisation de la partie lésée, puis pour d'autres fins, par exemple couvrir les frais de procédure.

2. Les autorités danoises ne fournissent pas d'information sur les pratiques et ne citent pas d'étude de cas.

Article 25.3

3. Les autorités danoises n'ont pas conclu d'accords ou d'arrangements, systématiques ou ponctuels, mettant en avant le partage des biens confisqués avec d'autres Parties à la Convention.

Conclusion/Recommandation

4. La législation danoise prévoit dûment qu'une attention particulière soit accordée au partage des biens confisqués aux fins énoncées à l'article 25.2, bien que ce point ne soit pas confirmé par la jurisprudence ou par des statistiques. L'article 25.3, en revanche, n'est pas mis en œuvre. Il est donc recommandé aux autorités d'entreprendre les réformes juridiques et institutionnelles nécessaires pour que les autorités concernées soient habilitées à négocier et à conclure des accords conformément à l'article 25.3, ainsi que de tenir des statistiques sur la mise en œuvre effective des paragraphes 2 et 3 de l'article 25 si tel n'est pas déjà le cas.

Estonie

Article 25.2

1. Les autorités estoniennes ont indiqué que, sauf accord contraire, tout bien confisqué est inscrit sur leur compte de recettes (article 487, paragraphe 2, du code pénal). Selon les autorités, cette disposition prévoit la possibilité de conclure un accord de partage des biens entre les Etats Parties. Néanmoins, d'après les informations fournies par les autorités, il peut être conclu que la législation ne prévoit aucune disposition spécifique exigeant de considérer en priorité la demande d'une autre Partie de restituer les biens confisqués afin d'indemniser les victimes de l'infraction ou de restituer ces biens à leur(s) propriétaire(s) légitime(s). Par conséquent, l'article 25, paragraphe 2, n'est pas transposé dans la législation estonienne.

Article 25.3

2. Étant donné que l'article 25, paragraphe 3, devrait également être considéré dans le contexte du règlement de l'UE 2018/1805, l'Estonie est en mesure d'appliquer ledit article avec les États membres de l'UE. En outre, les autorités ont indiqué que l'Estonie a signé des accords bilatéraux d'assistance mutuelle en matière pénale avec les États-Unis, l'Ukraine, la Chine et la Fédération de Russie, qui sont également utilisés à des fins de partage d'actifs. En outre, il a également été signalé que le bureau du procureur général peut prendre l'initiative d'accords de partage d'actifs sur la base de l'article 14 de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et de l'article 57 de la Convention des Nations unies contre la corruption. Les autorités n'ont toutefois pas indiqué avoir conclu d'accords ou d'arrangements spécifiques en matière de partage des avoirs avec une autre Partie requérante sur la base des articles 23 et 24 de la Convention.

Effectivité de la mise en œuvre

3. Aucune information n'a été fournie sur les accords de partage d'actifs conclus au cas par cas sur la base de la Convention de Varsovie.

Conclusions/Recommandations

4. L'Estonie ne dispose pas d'un cadre approprié pour l'application des exigences de l'article 25, paragraphe 2. En ce qui concerne l'article 25, paragraphe 3, le pays peut conclure des accords de partage d'actifs par le biais des mécanismes établis par le cadre de l'UE (c'est-à-dire le règlement de l'UE 2018/1805).

5. En conséquence, il est recommandé au pays d'introduire des mesures législatives ou autres qui permettraient la mise en œuvre de l'article 25(2), et de renforcer son cadre pour le partage

des avoirs en mettant en place des accords de partage des avoirs avec les Etats parties à la STCE n°198 (c'est-à-dire pour permettre la pleine application de l'article 25(3)).

France

Article 25.2

1. Les autorités françaises indiquent que l'article 713-40 du Code de procédure pénale couvre les dispositions de l'article 25.2 de la Convention. Aux termes de l'article 713-40, l'exécution d'une décision de confiscation émanant d'une juridiction étrangère entraîne transfert à l'État français de la propriété des biens confisqués, sauf s'il en est convenu autrement avec l'État requérant.

2. La loi n° 2012-409 fixe les montants à confisquer : les sommes d'argent recouvrées, déduction faite des frais d'exécution, sont dévolues à l'État français lorsque le montant est inférieur à 10 000 euros et partagées pour moitié entre l'État requérant et la France dans les autres cas. Cependant, cette loi ne s'applique qu'en cas d'absence d'accord entre la France et l'État requérant.

3. D'après les autorités françaises, la priorité va au partage des avoirs lorsqu'il y a des victimes à indemniser ou lorsque les avoirs confisqués doivent être restitués à leurs propriétaires légitimes. S'agissant des droits de la victime, il est possible de saisir des biens en vue de les restituer à la victime en l'absence d'indemnisation (article 131-21(3) du Code de procédure pénale).

4. Les autorités fournissent un tableau (reproduit en annexe IV à ce document) montrant les cas de partage de sommes recouvrées entre la France et un autre État. Les États concernés sont des États de la CdP tels que l'Italie, le Danemark, l'Espagne ou le Royaume-Uni, ainsi que des États n'appartenant pas à la CdP comme la Suisse et les États-Unis d'Amérique. L'Agence de recouvrement des avoirs (AGRASC) signale dix cas de partage des avoirs depuis sa création en 2010.

Article 25.3

5. Comme indiqué dans l'analyse de la mise en œuvre de l'article 25.2 par la France, des procédures sont en place à la fois en cas d'existence et d'absence d'accord sur le partage des avoirs. Il n'est pas démontré que les autorités ont usé de leur pouvoir de conclure des accords en vertu de l'article 25.3.

Conclusion/Recommandation

6. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 25 ont été transposés en droit français. Cependant, il n'est fourni aucune information montrant la mise en œuvre effective de l'article 25.3. Il est donc recommandé de veiller à ce que les autorités compétentes soient familiarisées avec les procédures de partage des biens et de conclusion d'accords, ainsi que d'encourager la conclusion de tels accords.

Géorgie

Article 25.2

1. La Géorgie⁹ étant Partie à la Convention, les autorités géorgiennes se disent directement tenues d'en appliquer les dispositions. En outre, l'article 25.2 est couvert par l'article 52 de la loi géorgienne sur la coopération internationale en matière pénale (juillet 2010), qui régit les procédures d'exécution des demandes d'entraide judiciaire. En particulier, les biens confisqués peuvent être, sur demande, envoyés à un État étranger s'ils présentent un intérêt particulier pour ce dernier.

2. Les autorités indiquent qu'il n'y a pas eu de cas de confiscation de biens sur demande d'un pays étranger.

Article 25.3

3. À la suite des informations fournies concernant l'article 25.2, les autorités indiquent que le droit interne prévoit la possibilité de partager des avoirs confisqués avec un pays étranger sur la base d'accords ponctuels conclus avec les autorités compétentes. Cette possibilité n'a pas encore été mise en pratique.

Conclusion/Recommandation

4. Les autorités géorgiennes sont en mesure de transférer des biens confisqués à un État requérant s'ils présentent un intérêt particulier pour ce dernier, ainsi que de conclure des accords ponctuels. Pour les fins énoncées à l'article 25.2, si cela n'est pas déjà prévue, il est recommandé aux autorités géorgiennes d'adopter des mesures législatives ou autres pour veiller à ce que le partage des biens confisqués soit spécialement envisagé en vue d'indemniser les victimes ou de restituer les biens à leur propriétaire légitime. En outre, il est recommandé de veiller à ce que les autorités compétentes soient familiarisées avec les procédures de partage des biens et de conclusion d'accords, ainsi que d'encourager la conclusion de tels accords.

Allemagne

Article 25.2

1. Les autorités affirment que l'article 25.2 est reflété par l'article 56 a) de loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (IRG), aux termes duquel, dans les conditions énumérées et sur demande, une indemnisation est accordée aux parties lésées par une infraction pénale sous-jacente à une décision étrangère de confiscation. Aux fins de l'indemnisation, la notion de « partie lésée » englobe à la fois les victimes et les propriétaires légitimes.

2. Étant donné que les autorités compétentes ne recueillent et ne conservent pas de données statistiques sur les affaires liées à ces dispositions, les autorités allemandes ne peuvent fournir ni statistiques ni études de cas montrant la mise en œuvre effective de l'article 25.2.

Article 25.3

3. Dans le cadre de l'entraide judiciaire, les autorités allemandes sont en mesure de partager les avoirs ou leur valeur équivalente avec les États requérants. L'autorité compétente peut conclure des accords ponctuels sur la liquidation, la restitution ou la répartition des avoirs. Des accords

⁹ Les autorités ont indiqué que des amendements avaient été adoptés concernant la loi sur la coopération internationale en matière pénale, entrée en vigueur le 6 août 2018. Ils ont introduit des mécanismes renforcés de coopération internationale en matière de confiscation des biens. Cependant, la Conférence des Parties n'a pas évalué ces amendements ni leur conformité à l'article 25.

similaires peuvent également être conclus pour les demandes formulées par l'Allemagne en vue de l'exécution d'une demande de confiscation dans un autre État.

4. La réponse de l'Allemagne au questionnaire ne s'appuie ni sur des exemples de cas ni sur des statistiques, et aucune statistique n'est recueillie ou conservée concernant les affaires liées à l'article 25.3.

Conclusion/Recommandation

5. On ignore si la législation allemande se conforme à l'article 25.2, car la notion de « partie lésée » qui y est utilisée ne différencie pas les victimes à indemniser et les propriétaires légitimes. En revanche, la législation est conforme à l'article 25.3. Il est donc recommandé aux autorités de veiller à ce que les victimes et les propriétaires légitimes soient dûment couverts par la législation pertinente. Les autorités devraient également agir davantage pour négocier des arrangements spécifiques. Il est également recommandé aux autorités d'envisager de tenir des statistiques sur la coopération internationale dans les domaines couverts par l'article 25, paragraphes 2 et 3, afin de démontrer la mise en œuvre effective de ces dispositions.

Grèce

Article 25.2

1. La Convention n'est entrée en vigueur en Grèce qu'en mars 2018. L'article 25.2 de la Convention a été transposé en droit interne de la manière suivante : les objets et les fonds saisis sont restitués à leurs propriétaires légitimes en vertu de l'article 373 du Code de procédure pénale grec. L'article 76 du Code pénal prévoit expressément la possibilité que les avoirs confisqués soient utilisés « dans l'intérêt général ou à des fins sociales, ou dans l'intérêt de la victime » ; l'indemnisation des victimes est donc prévue par la législation grecque. Les autorités judiciaires grecques sont habilitées à décider de l'exécution de demandes de confiscation conformément à l'article cité du Code pénal, en vertu de cet article ainsi que des dispositions générales du Code de procédure pénale sur l'entraide judiciaire. Les avoirs non monétaires, sauf s'il s'agit d'objets appartenant au patrimoine culturel grec, sont soit dévolus à l'État grec soit vendus ou transférés à un État requérant.

2. Les autorités ne sont pas en mesure de fournir des statistiques ou des exemples de cas concernant la mise en œuvre de l'article 25.2.

Article 25.3

3. En dehors de leur ratification des conventions pertinentes du Conseil de l'Europe et de leur appartenance au Groupe Egmont et au Réseau Carin, les autorités n'indiquent aucune mesure adoptée pour appliquer l'article 25.3 en pratique, comme la transposition de la disposition dans la législation interne ou l'habilitation des autorités à conclure des accords visant spécifiquement l'objectif énoncé à l'article 25.3, à l'exception de l'incorporation de la décision-cadre de l'UE sur le partage des avoirs. L'Agence grecque de recouvrement des avoirs est l'entité nationale désignée pour traiter les demandes de ses homologues étrangers et échanger avec eux. Cependant, les autorités précisent que le recouvrement des sommes correspondant à des objets et avoirs issus d'activités criminelles a lieu dans le contexte de l'entraide judiciaire, en vertu du Code de procédure pénale et des instruments internationaux pertinents. De ce fait, les autorités chargées de donner suite aux demandes pertinentes bénéficient d'une grande marge

d'appréciation, conformément à l'esprit des conventions internationales et au principe de réciprocité.

Conclusion/Recommandation

4. Les autorités grecques respectent l'article 25.2, mais des progrès restent à accomplir concernant l'article 25.3. Il est recommandé à la Grèce d'adopter des mesures pratiques pour familiariser les juges et les procureurs avec les procédures de mise en œuvre de l'article 25.2. Les autorités devraient envisager d'intégrer au droit interne une disposition spécifique relative à l'article 25.3, qui habiliterait spécialement certaines autorités à négocier et à conclure des accords ou des arrangements systématiques ou ponctuels sur le partage des biens, compétence qui s'appliquerait à tous les États de la CdP, et pas seulement aux États membres de l'UE.

Hongrie

Article 25.2

1. Le Bureau du procureur général hongrois indique que la législation interne prévoit d'accorder la priorité à l'indemnisation des victimes. Sur le recouvrement des avoirs, le système juridique prévoit deux possibilités : les produits saisis sont soit utilisés à des fins d'indemnisation, soit confisqués. Les deux mesures s'excluent, en vertu de l'article 74.5 du Code pénal hongrois : « Les demandes de confiscation de biens ne peuvent porter sur des avoirs destinés à couvrir des dommages et intérêts octroyés au cours de la procédure pénale ». Par conséquent, pour indemniser les victimes dans une affaire pénale internationale, les autorités hongroises appliquent la saisie comme mesure coercitive, puis transfèrent les biens à la Partie requérante ; il s'agit de la même procédure que pour les affaires nationales. D'après les autorités, cette solution facilite mieux l'indemnisation des victimes et la restitution des biens que les autres procédures de partage des avoirs, comme la reconnaissance d'un jugement/d'une demande de confiscation venant de l'étranger.

2. Les autorités fournissent également une étude de cas : un État étranger a présenté une demande d'entraide judiciaire tout d'abord pour faire saisir, puis pour confisquer et rapatrier des fonds issus d'une fraude en vue d'indemniser les victimes. La Hongrie a donné suite à ces demandes en rapatriant tous les fonds saisis vers l'autorité judiciaire requérante, mais sans confisquer les biens, et n'a donc pas eu besoin de conclure un accord sur le partage des biens.

Article 25.3

3. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités hongroises indiquent que la Hongrie et un autre État (membre de l'UE ou non) peuvent conclure un accord au cas par cas pour partager des fonds confisqués et, ce faisant, s'écarter du modèle (établi par l'UE) du partage à 50-50 %. En vertu de l'article 5.1 de la loi L de 2005 sur les procédures applicables aux traités internationaux, le Premier ministre autorise l'ouverture de négociations en vue d'un traité international et désigne la personne chargée de ces négociations, sur proposition du Premier ministre et du ministre responsable de la politique étrangère. Cependant, aucun accord ou arrangement n'a été conclu entre la Hongrie et d'autres États sur le partage de biens confisqués. Le Bureau du procureur général, en particulier, relève l'absence de « connaissances pratiques substantielles sur les éventuelles difficultés ».

4. Dans les affaires pénales sans victimes, les autorités hongroises sont compétentes pour accepter des demandes de confiscation et pour confisquer les produits du crime sur la base d'une

demande d'entraide judiciaire soumise par une partie requérante. S'agissant d'États membres de l'UE, le droit hongrois prévoit le partage des biens conformément aux décisions du Conseil de l'UE.

Conclusion/Recommandation

5. La Hongrie a adopté des mesures pour permettre à ses autorités judiciaires de partager des biens en vue d'indemniser les victimes/de restituer les biens à leurs propriétaires légitimes, et habilité les autorités compétentes à conclure des accords spécifiques sur le partage des biens. Il est recommandé aux autorités d'envisager la tenue de statistiques sur la mise en œuvre effective des paragraphes 2 et 3 de l'article 25.

Italie

Article 25.2

1. La protection des droits des « propriétaires légitimes » constitue un principe général du système juridique italien, à condition que lesdits propriétaires n'aient pas participé à l'infraction. Cependant, ce principe général ne s'étend pas aux « victimes ». Les propriétaires légitimes peuvent demander que les biens confisqués leur soient restitués, même après une décision de confiscation définitive. L'article 740 *bis* (« Transfert à un État étranger de biens confisqués ») et *ter* (« Décision de transfert ») constitue la base juridique de l'application de l'article 25.2 en droit italien, mais ne prévoit pas l'indemnisation des victimes.

2. L'Italie fournit plusieurs études de cas concernant la restitution de biens confisqués à des Parties requérantes. Il convient de relever que cette pratique a été instaurée par l'État italien avant même la ratification de la STCE n° 198 par le pays et son entrée en vigueur.

Article 25.3

3. L'Italie a conclu plusieurs accords sur le partage des biens, mais uniquement comme Partie requérante. Ces accords n'ont pas été négociés en vertu de l'article 25.3 de la STCE n° 198. Cependant, la législation italienne prévoit bien la possibilité d'envisager le partage de biens confisqués au cas par cas. La loi ne comporte pas de règle spécifique sur les accords ou arrangements avec d'autres États concernant la répartition des biens confisqués, et il ressort de la questionnaire que les autorités italiennes n'aient pas encore développé de pratique établie sur la mise en œuvre effective de l'article 25.3.

Conclusion/Recommandation

4. L'Italie a adopté des mesures mettant l'accent sur le partage des biens confisqués en vue de les restituer à leur propriétaire légitime, mais la législation ne couvre pas l'indemnisation des victimes. En outre, bien que les autorités italiennes soient habilitées à conclure des accords sur le partage des biens confisqués, elles n'ont pas encore mis cette possibilité en pratique en vertu de l'article 25.3 de la Convention. Par conséquent, il est recommandé aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'indemnisation des victimes figure parmi les motifs légitimes de partage des biens, ainsi que de développer la pratique des accords conclus en vertu de l'article 25.3.

Île de Man

Article 25(2)

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités indiquent que les accords bilatéraux de partage des biens sont régis par l'article 222 de la POCA. Les autorités sont habilitées à conclure, de façon ponctuelle, des accords avec d'autres États ou juridictions. La politique du procureur général de 2024 relative au partage et au rapatriement des actifs d'origine criminelle prévoit en outre de donner la priorité aux cas où il existe des victimes identifiables de l'infraction (article 7). On peut donc conclure qu'il existe des mesures législatives permettant d'accorder la priorité à la restitution des biens confisqués à la Partie requérante afin que celle-ci puisse indemniser les victimes. On ignore toutefois si la priorité serait aussi donnée à la restitution des biens à leurs propriétaires légitimes dans les cas où ceux-ci ne seraient pas victimes de l'infraction.

Article 25(3)

2. La coopération internationale se fait sur la base d'accords bilatéraux et du droit international. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités de l'Île de Man indiquent que des accords peuvent être conclus au cas par cas sur le partage des avoirs. L'article 222 de la POCA dispose que le Trésor est l'autorité compétente pour conclure des accords de partage des avoirs avec un autre pays ou territoire.

Effectivité de la mise en œuvre

3. Les autorités ont fourni un exemple de cas dans lequel, à la suite d'une demande d'entraide judiciaire reçue d'une juridiction nord-américaine, les autorités nationales ont saisi et confisqué des avoirs. Ceux-ci ont été utilisés pour rapatrier les victimes et le bureau du procureur général n'a pas cherché à conclure un accord de partage des avoirs. Si ce cas constitue un bon exemple de rapatriement des victimes et d'un fonctionnement efficace du système d'entraide judiciaire, il ne peut être considéré comme un exemple de partage des avoirs.

Conclusion/Recommandation

4. L'Île de Man a mis en place des mesures législatives permettant la restitution des avoirs confisqués à la partie concernée afin qu'elle puisse indemniser les victimes de l'infraction. Cependant, il est difficile de déterminer si cela couvre la restitution des avoirs à leurs propriétaires légitimes, comme prévu à l'article 25(2). En ce qui concerne l'article 25(3), le pays peut signer au cas par cas des accords de partage des avoirs avec d'autres juridictions, mais il est recommandé de veiller à ce que les praticiens soient familiarisés et formés à la mise en œuvre pratique des dispositions. Les autorités sont également invitées à faire en sorte que des mesures législatives soient en place pour permettre la restitution des avoirs confisqués afin de les restituer à leurs propriétaires légitimes.

Jersey

Article 25 (2)

1. À Jersey, les biens confisqués sont versés au Fonds de confiscation des produits du crime (article 24 de la loi de 1999 sur les produits du crime) ou au Fonds de recouvrement d'avoirs civils (article 11 de la loi sur le recouvrement d'avoirs civils), selon que la confiscation résulte ou non d'une condamnation préalable. Les deux lois permettent à Jersey d'utiliser ces fonds pour s'acquitter de ses obligations au titre des accords de partage des biens. De plus, les lignes

directrices en matière de demande d'entraide pénale internationale permettent au procureur général d'engager des discussions au cas par cas sur le partage des avoirs (à moins qu'un accord permanent n'ait été conclu à cet effet). Bien que ce cadre facilite le partage des biens entre Jersey et d'autres juridictions, il ne prévoit pas explicitement à titre prioritaire la restitution des biens confisqués à la Partie requérante, afin que cette dernière puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leur propriétaire légitime. Toutefois, les autorités ont précisé que, conformément à ses obligations conventionnelles, Jersey privilégie la restitution des biens confisqués aux juridictions requérantes pour qu'ils soient rendus aux victimes. Les modalités pratiques de cette restitution et les bases juridiques sur lesquelles elle s'appuie ne sont toujours pas clairement définies et les exemples de cas fournis corroborent cette conclusion. En effet, deux accords conclus avec les États-Unis et le Royaume-Uni permettant le partage des avoirs prévoient que, lorsque des victimes peuvent être identifiées, « les droits des victimes devraient être prioritaires sur le partage des biens » entre les États contractants (article 5, paragraphe 5, de l'accord de partage des avoirs avec les États-Unis ; paragraphe 16 du protocole d'accord avec le Royaume-Uni).

Article 25 (3)

2. Comme indiqué dans l'analyse de la mise en œuvre de l'article 25, paragraphe 2, les autorités jersiaises peuvent conclure des accords prévoyant le partage des biens avec d'autres pays, sur la base d'accords internationaux ou au cas par cas. Les autorités ont notamment mentionné l'accord sur le recouvrement d'avoirs conclu entre Jersey, les États-Unis et le Nigéria en 2020, qui a permis de rapatrier au Nigeria 308 millions de dollars américains d'actifs confisqués. Plus récemment, en 2024, les autorités jersiaises ont signé un protocole d'accord avec le Mozambique afin de restituer plus de 829 500 livres sterling d'avoirs confisqués. Comme défini dans le protocole d'accord, les biens confisqués seront principalement utilisés par le pays aux fins de développer et d'étendre les infrastructures de trois agences impliquées dans la lutte contre la corruption et la criminalité financière au Mozambique.

Conclusion /Recommandation

3. Bien que Jersey ait mis en place des mécanismes pratiques pour conclure des accords prévoyant le partage des biens avec d'autres juridictions, le cadre juridique actuel ne donne pas explicitement la priorité à la restitution des biens confisqués à la Partie requérante, afin que cette dernière puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leur propriétaire légitime. Par conséquent, il est recommandé au pays d'envisager de prendre des mesures législatives ou autres qui permettraient la mise en œuvre de l'article 25, paragraphe 2.

Lettonie

Article 25.2

1. Les autorités lettones citent l'article 357.1 du Code de procédure pénale (CPP), aux termes duquel « les biens sont restitués, sur la base des droits de propriété, à leur détenteur légitime sur décision du tribunal ou de la personne qui dirige la procédure, après conservation pendant un délai n'excédant pas la durée nécessaire aux besoins de la procédure pénale ».

2. S'agissant de la possibilité qu'une tierce partie demande la restitution des biens confisqués en vue d'indemniser les victimes de l'infraction pénale, les autorités lettones citent l'article 792 CPP (« Conditions applicables au partage des fonds ou des biens issus d'une confiscation avec des États étrangers »). Il ressort du libellé de l'article 792 que le ministère de la Justice est l'autorité

chargée de statuer sur les demandes de tierces parties au cas par cas (article 792.1). La procédure d'examen de la demande comprend l'examen du préjudice causé par l'infraction pénale et de la localisation de la victime.

3. Cependant, il faut noter que l'indemnisation de la victime n'est possible que lorsque cette dernière est reconnue comme telle par un jugement de l'État requérant. Les procédures concernant des biens acquis par des moyens criminels font exception, puisque des dispositions spéciales permettent de restituer des produits du crime aux victimes lorsque ces dernières peuvent être déterminées.

Article 25.3

4. Les autorités expliquent que le CPP comprend une disposition générale sur le partage des biens confisqués avec d'autres Parties. Dans certains cas, en fonction des avoirs à partager, des accords au cas par cas peuvent s'appliquer. Un règlement du Conseil des ministres (n° 431) définit la procédure par laquelle les fonds ou les biens issus d'une confiscation peuvent être partagés avec des pays étrangers, ainsi que les critères de cette répartition.

5. La Lettonie ne donne pas d'autre information sur les accords ou arrangements en place pour accorder une attention spéciale au partage des biens confisqués avec d'autres Parties. Toutefois, elle cite deux exemples de partage de biens confisqués, l'un avec le Royaume-Uni, l'autre avec les États-Unis d'Amérique. Dans ce dernier cas, la somme requise a été restituée à la victime.

Conclusion/Recommandation

6. Les autorités lettones accordent une attention spéciale au partage des avoirs aux fins prévues à l'article 25.2. Elles ont aussi compétence pour négocier et conclure des accords conformément à l'article 25.3. Cependant, il est recommandé aux autorités de tenir des statistiques sur la mise en œuvre effective des paragraphes 2 et 3 de l'article 25.

Lituanie

Article 25(2)

1. En Lituanie, la confiscation des produits du crime est régie par l'article 94 du Code pénal. Outre la réglementation standard de ce qui constitue le produit du crime, dans son paragraphe 5, l'article dispose que, sur la base et conformément à la procédure prévue dans un accord international de la République de Lituanie, lorsqu'une demande est formulée par une institution publique étrangère, un tribunal peut décider qu'après l'exécution du jugement, les biens et valeurs acquis par des moyens criminels peuvent être transférés à une institution publique étrangère pour être restitués à leurs propriétaires légitimes, s'ils sont identifiés et si cela ne porte pas atteinte à d'autres intérêts légitimes.

2. D'après ce qui a été fourni par les autorités lituaniennes et le libellé du paragraphe susmentionné, il n'est pas clair comment un tribunal peut établir que les propriétaires légitimes sont identifiés dans l'État étranger et s'il est nécessaire qu'un jugement étranger confirme cela. Aucune jurisprudence n'a été fournie pour clarifier davantage cette question.

Article 25 (3)

3. Les autorités lituaniennes ont indiqué que leur système est binaire en ce qui concerne le partage des avoirs. Une ordonnance de confiscation rendue par le tribunal d'un autre Etat

membre de l'Union européenne a reconnu conformément à l'article 365 du Code de procédure pénale, que les fonds confisqués (à l'exception des frais d'exécution et autres frais annexes) sont répartis de la manière suivante : (i) un montant n'excédant pas 10 000 EUR, doit être transféré sur le compte de recouvrement des recettes budgétaires de l'Inspection fiscale de l'État lituanien ; (ii) au-delà de 10 000 euros, les fonds doivent être répartis comme suit : la moitié de ces fonds est virée sur le compte indiqué par l'autorité compétente de l'État membre de l'Union européenne, dont le tribunal a rendu une décision de confiscation, et l'autre moitié est virée sur le compte de recouvrement des recettes budgétaires de l'Inspection nationale des impôts. De plus, dans les affaires qui concernent l'exécution d'une décision de justice de confiscation rendue dans un pays tiers, la décision de partage se fait au cas par cas. Bien que les autorités n'aient pas indiqué s'il existait un accord de partage des avoirs avec un État non-membre de l'UE, elles ont réaffirmé que la Lituanie est partie aux conventions prévoyant le partage des biens confisqués, telles que la Convention des Nations Unies contre la corruption. Selon les autorités, cela fournit une base juridique suffisante pour négocier et signer des accords de partage d'actifs.

Conclusion/Recommandation

4. La Lituanie a adopté des mesures pour accorder une attention particulière à la restitution des biens au propriétaire légitime, mais la loi ne fait pas de référence à l'indemnisation des victimes. En outre, la Lituanie a mis en place une législation pour partager des actifs avec d'autres États membres de l'UE, tandis que la négociation et la signature d'accords avec des États non-membres de l'UE sont disponibles via les dispositions pertinentes de la CNUCC. Aucune information n'a été fournie si un tel accord avait déjà été signé. Par conséquent, il est recommandé aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour inclure l'indemnisation des victimes comme objectif légitime du partage des avoirs, ainsi que de développer la pratique sur les accords conclus en vertu de l'article 25, paragraphe 3.

Malte

Article 25.2

1. Le rapport d'évaluation rédigé par la CdP en 2014 n'évoque et ne recommande aucune mesure spécifique sur la question du partage des biens en vue d'indemniser la victime ou de restituer les biens au propriétaire légitime.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités maltaises citent l'article 23.4 du Code pénal maltais, qui dispose que « [...] lorsque le Procureur général communique à un magistrat la demande d'une autorité étrangère visant la restitution d'un objet obtenu par des moyens criminels en vue de le restituer à son propriétaire légitime, le tribunal peut, après avoir entendu les parties et s'il le juge pertinent compte tenu de toutes les circonstances de la cause, ordonner que cet article ne soit pas confisqué, mais restitué à l'autorité étrangère requérante ».

3. Le fait que l'expression « restitution au propriétaire légitime » englobe ou non l'indemnisation de la victime n'est pas clairement établi. Les autorités maltaises ne peuvent fournir de statistiques ou d'études de cas, étant donné que les circonstances déclenchant l'application de l'article 23.4 du Code pénal maltais n'ont encore jamais été réunies.

Article 25.3

4. Le rapport d'évaluation par la CdP de 2014 ne mentionne ni l'article 25.3 ni la conformité de Malte avec ses dispositions.

5. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités précisent que le Code pénal, qui prévoit la reconnaissance et l'exécution des demandes de confiscation étrangères, permet à Malte de conclure des accords au cas par cas sur le partage des avoirs. L'article 24D.7 de l'ordonnance sur les drogues dangereuses (d'application générale) est jugé pertinent : « La décision du tribunal ordonnant l'exécution d'une demande de confiscation étrangère entraîne la saisie en faveur du gouvernement de Malte de l'ensemble des choses et biens situés à Malte dont la confiscation est sollicitée par cette demande, sous réserve des instructions du gouvernement de Malte concernant la destination des choses et biens saisis ». Cependant, il n'est pas directement affirmé que les autorités maltaises ont compétence pour négocier et conclure des accords, systématiquement ou au cas par cas, envisageant en particulier le partage des biens confisqués. Il n'est pas donné d'autre exemple en appui à la réponse.

6. Les autorités maltaises soulignent que le pays applique les décisions de l'UE sur les demandes de confiscation, si bien que les demandes de confiscation formulées concernant des infractions spécifiques par les autorités de plusieurs États membres de l'UE sont reconnues et exécutées. Les règles appliquées par Malte concernant les décisions de l'UE prévoient une exception au partage des avoirs si les biens concernés font partie du patrimoine national de Malte.

Conclusion/Recommandation

7. Étant donné qu'il n'existe ni disposition juridique explicite ni jurisprudence transposant l'article 25.3 en droit interne, il est recommandé à Malte de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que ses autorités soient expressément habilitées à conclure des accords portant une attention spéciale au partage des biens confisqués. En outre, pour évaluer la mise en œuvre effective des paragraphes 2 et 3 de l'article 25, il est recommandé aux autorités d'envisager la tenue de statistiques sur l'usage de ces paragraphes dans les décisions de justice à venir.

Royaume du Maroc

Article 25, paragraphe 2

1. Les autorités marocaines ont indiqué que, selon l'article 595-8 du code de procédure pénale, les biens confisqués sont transférés à l'Etat marocain, sauf si un traité international en dispose autrement, ou sur la base de la réciprocité. Selon les autorités, cet article prévoit la possibilité de conclure des accords de partage de bien entre les États parties.

Par ailleurs, les autorités se sont référées à la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale conclue entre le Royaume du Maroc et la Grande Bretagne en vertu de laquelle dans les « cas particuliers où les victimes peuvent être identifiées, les droits des victimes peuvent être prioritaires sur le partage des biens entre les deux Etats contractants » (article 21§4). Toutefois, on ne peut en conclure que ces dispositions prévoient explicitement que, lorsqu'une demande est formulée par un État partie, la priorité est accordée à la restitution des biens confisqués à la partie requérante afin que celle-ci puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer les biens à leurs propriétaires légitimes. Par conséquent, les exigences de l'article 25 (2) ne sont pas mises en œuvre dans la législation marocaine.

Article 25, paragraphe 3

2. Comme indiqué dans l'analyse de l'article 25(2), les autorités marocaines peuvent conclure des accords de partage de bien avec d'autres pays, sur la base d'accords internationaux ou au

cas par cas. À cet égard, les autorités marocaines ont fait référence à la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Royaume du Maroc qui fixe les conditions de partage des avoirs (articles 20 à 24 de la Convention).

Effectivité de la mise en œuvre

3. Aucune information n'a été communiquée permettant de déterminer si les dispositions précitées ont été utilisées pour conclure des accords de partage de bien au Maroc.

Conclusions/Recommandations

4. Le pays ne prévoit de mécanisme permettant d'accorder la priorité à la restitution des biens confisqués à la partie requérante afin que celle-ci puisse indemniser les victimes d'infractions ou restituer les biens à leurs propriétaires légitimes. En ce qui concerne l'article 25, paragraphe 3, le pays peut conclure des accords ad hoc de partage de bien, ce qui est conforme aux exigences de l'article 25(3).

5. Par conséquent, il est recommandé au Maroc d'adopter des mesures législatives ou d'autres mesures qui permettraient la mise en œuvre de l'article 25(2). En outre, les autorités sont également invitées à sensibiliser les services répressifs et judiciaires aux procédures de conclusion d'accords de partage de bien.

Monaco

Monaco a ratifié la Convention en 2019 et ses réponses au questionnaire ont donc été analysées en 2020.

Article 25(2)

1. L'article 8 de l'Ordonnance Souveraine n° 15.457 du 9 août 2002 relative à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation dans le cadre de la lutte contre le blanchiment prévoit que la justice monégasque, après décision de justice d'une juridiction étrangère ensuite reconnue par Monaco, transfère la propriété du bien confisqué à l'État monégasque sauf accord contraire avec l'État requérant. En d'autres termes, si l'État requérant demande le partage ou l'entier rapatriement des produits, les autorités monégasques concluraient alors (avec l'État requérant) un accord de partage des actifs qui régirait cette question.

2. Les autorités monégasques ont en outre indiqué que, lorsqu'il est prévu un dédommagement aux victimes, les autorités sont habilitées à conclure un accord qui prévoirait de restituer tous les avoirs confisqués dans une affaire spécifique. A l'appui de cette déclaration, les autorités ont signalé une affaire où, sur demande de la Suisse, les autorités judiciaires monégasques ont signé un accord prévoyant que les avoirs confisqués à Monaco seraient rapatriés en Suisse pour servir à dédommager des victimes.

Article 25(3)

3. Les biens confisqués sont partagés avec l'autorité requérante au cas par cas. Conformément à l'article 8 de l'Ordonnance Souveraine n° 15.547 (voir également à ce propos l'article 25(2)), une fois autorisée l'exécution de l'ordonnance de confiscation étrangère, les autorités monégasques proposent un accord pour le partage des actifs. Un simple échange de lettre entre ministres de la Justice suffit à conclure un tel accord.

4. La manière dont les actifs sont partagés varie souvent et est décidée au cas par cas. Les modalités dépendent des montants confisqués ainsi que des frais encourus par les autorités judiciaires monégasques pour l'exécution de la requête de confiscation, la saisie et la gestion éventuelle des biens.

5. Depuis 2014, les autorités monégasques ont confisqué, à la demande d'autorités judiciaires étrangères, des fonds à hauteur de 6 286 651,67 euros, dont 5 860 182,41 euros ont été rétrocédés aux autorités requérantes, soit plus de 93% des avoirs confisqués au nom des États requérants.

Conclusion/Recommandation

6. Le partage d'actifs aux fins du dédommagement des victimes ou la rétrocession au légitime propriétaire sont possibles sur demande d'une autre Partie, et pour autant que les deux Parties concluent un accord à ce sujet. Des accords de partage d'actifs peuvent être conclus et appliqués par Monaco, comme le prouve l'affaire présentée par la juridiction. Il est donc recommandé aux autorités de poursuivre cette bonne pratique et de continuer de développer la jurisprudence sur cette question.

Monténégro

Article 25.2

1. Le Monténégro a été évalué par la CdP en 2014. Les auteurs du rapport exprimaient des doutes quant à la possibilité d'indemniser les victimes d'infractions pénales en vertu du droit interne. Ils considéraient que l'article 114 du Code pénal monténégrin, qui dit simplement que la victime peut engager une procédure pour obtenir une indemnisation, ne couvrait pas correctement la question de la restitution des biens confisqués à l'État requérant. Aucun exemple de cas n'a été fourni en lien avec la mise en œuvre de l'article 25.2.

2. Les autorités monténégrines, dans leur réponse au questionnaire, citent à nouveau l'article 114 du Code pénal, en y ajoutant l'article 478.8 du Code de procédure pénale. Les dispositions susmentionnées assurent la prééminence des demandes des particuliers et des entités privées sur celles déposées par des États contre les auteurs des infractions.

3. Les autorités monténégrines envisagent à titre prioritaire l'indemnisation des victimes des infractions, indépendamment de leur nationalité. Cependant, le système juridique monténégrin ne comporte pas de disposition explicite prévoyant le partage d'avoirs avec les pays requérants en vue d'indemniser les victimes de l'infraction ou de restituer les biens à leurs propriétaires légitimes. Par conséquent et devant l'absence de demandes émanant de pays tiers, les autorités monténégrines ne sont pas en mesure de fournir des études de cas.

Article 25.3

4. En 2014, les autorités ne fournissaient pas de preuve de la mise en œuvre effective de l'article 25.3. Il était donc recommandé aux autorités monténégrines de conclure des accords avec d'autres États parties afin de pouvoir coopérer en vue de partager ou de rapatrier des produits du crime.

5. Dans sa réponse au questionnaire, le Monténégro indique que rien n'a changé sur les accords ou arrangements concernant le partage de biens confisqués avec d'autres Parties.

Conclusion/Recommandation

6. Étant donné qu'aucune évolution particulière n'est relevée depuis l'évaluation de 2014, il est recommandé aux autorités d'adopter des dispositions et de conclure des accords avec d'autres États parties rendant possible une coopération en vue de partager ou de rapatrier des produits du crime, et donnant plein effet à l'article 25, paragraphes 2 et 3 de la Convention. En outre, il est recommandé aux autorités d'adopter des mesures pour que la possibilité de déposer une demande de partage de biens aux fins énoncées à l'article 25.2 soit étendue aux individus de tous les États de la CdP.

Pays-Bas

Article 25.2

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités néerlandaises indiquent que la loi sur la procédure pénale ne prévoit pas la possibilité de restituer des biens confisqués à un autre État. Cependant, dans leur réponse au sujet de l'article 25.3, les autorités mettent en avant une disposition qui autorise la remise d'objets confisqués à un État membre requérant dans le contexte d'une procédure de confiscation (article 13c de la loi sur le transfert d'exécution des jugements dans une affaire pénale ; aucune autre traduction anglaise officielle n'est fournie). Il est difficile de savoir si cette disposition couvre le partage aux fins énoncées à l'article 25.2. L'expression « État membre » n'est pas non plus explicitée et pourrait signifier que le partage des avoirs n'est possible qu'avec les États membres de l'UE, excluant certains États de la CdP.

2. Les autorités néerlandaises ne fournissent pas d'autre information sur la prise en compte de l'indemnisation des victimes de l'infraction et sur la possibilité de restituer les biens confisqués à leurs propriétaires légitimes.

Article 25.3

3. Aucune information n'est fournie quant à la capacité des autorités à conclure des accords ou des arrangements prévoyant en particulier le partage des avoirs avec d'autres Parties.

Conclusion/Recommandation

4. Étant donné qu'il n'existe ni disposition juridique explicite ni jurisprudence transposant l'article 25 en droit néerlandais, les Pays-Bas devraient ajouter à leur cadre juridique le principe du partage des avoirs en vue d'indemniser les victimes et de restituer les biens à leur propriétaire légitime. Les Pays-Bas devraient également habiliter leurs autorités à négocier et à conclure des accords portant une attention spéciale au partage des avoirs. En outre, le pays devrait veiller à ce que ses autorités, et en particulier les juges et les procureurs, soient familiarisés avec les procédures d'application des dispositions de l'article 25.

Pologne

Article 25.2

1. La Pologne a été évaluée par la CdP en 2013. Deux rapports de progrès ont ensuite été publiés, en 2015 et 2017. Les rapporteurs y constataient que la Pologne n'avait pas adopté de mesures spécifiques pour mettre en œuvre les paragraphes 2 et 3 de l'article 25.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités polonaises citent à nouveau l'article 611fzb du Code de procédure pénale, qui met en place un mécanisme de restitution des biens confisqués. Cependant, cette disposition ne s'applique qu'aux États membres de l'UE. Les autres

États ne sont pas directement couverts par la législation polonaise. L'article en question n'a pas été modifié ; par conséquent, les recommandations des analyses antérieures restent pertinentes.

3. Invitées à fournir des précisions concernant les États hors UE, les autorités polonaises expliquent que la législation polonaise ne comporte pas de règles sur la signature de tels accords. Elles ajoutent que les demandes de confiscation peuvent être exécutées en vertu des dispositions générales sur l'entraide judiciaire, mais ne présentent pas ces dispositions. Il n'est fourni ni exemple pratique ni étude de cas pour appuyer cette déclaration.

Article 25.3

4. Dans l'évaluation de 2013, il était recommandé à la Pologne d'envisager de conclure des accords ou arrangements prévoyant de partager les biens confisqués avec d'autres Parties, systématiquement ou au cas par cas, conformément à son droit interne ou à ses procédures administratives. Ni le premier, ni le second rapport de progrès ne relèvent d'actions visant à donner suite à cette recommandation.

5. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités polonaises répondent « non » à la question de savoir s'il existe des accords ou des arrangements. Le Code de procédure pénale polonais prévoit que le ministre de la Justice peut conclure un accord avec l'autorité compétente de l'État d'émission (membre de l'UE) sur les modalités d'exécution de la confiscation, notamment en fixant une répartition différente des sommes issues de cette exécution (article 611fzb, paragraphe 5).

Conclusion/Recommandation

6. Étant donné qu'il n'existe ni disposition juridique explicite ni jurisprudence habilitant les autorités à partager des biens confisqués en vue d'indemniser les victimes/de restituer les biens à leurs propriétaires légitimes ou à conclure des accords portant une attention spéciale au partage des biens confisqués, sauf lorsqu'un État membre de l'UE est impliqué, il est recommandé à la Pologne de prendre toutes les mesures nécessaires, juridiques et autres, pour que ses autorités puissent accorder une attention spéciale au partage des biens et à la conclusion d'accords aux fins prévues à l'article 25.

Portugal

Article 25.2

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités portugaises indiquent que l'article 25.2 est couvert par l'article 160.3 de la loi 144/99 (sur la coopération judiciaire en matière pénale), libellé comme suit : « L'autorité judiciaire portugaise peut prendre les mesures nécessaires pour exécuter une décision de justice étrangère imposant la confiscation des produits d'une infraction et la restitution de ces produits au tribunal requérant ». Une fois les biens transférés, les autorités portugaises considèrent qu'il appartient à la Partie requérante de décider de leur destination finale (c'est-à-dire l'indemnisation de la victime de l'infraction ou la restitution des avoirs à leur propriétaire légitime). La législation n'impose pas que cette destination soit précisée dans les demandes des autorités étrangères.

2. Dans le contexte de l'UE, le Portugal est également lié par la décision-cadre 2006/783/JAI sur la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation, transposée en droit interne par la loi n° 89/2008 du 31 août et applicable uniquement aux États membres de l'UE.

3. Les tribunaux nationaux n'ont enregistré à ce jour aucune affaire de blanchiment de capitaux dans laquelle une attention prioritaire aurait été portée à la restitution des avoirs confisqués pour que la Partie requérante indemnise les victimes ou restitue ces biens à leurs propriétaires légitimes.

Article 25.3

4. La loi 144/99 susmentionnée dispose que la coopération internationale respecte les dispositions des traités, conventions et accords internationaux qui lient le Portugal. Par conséquent, les autorités estiment que le Portugal n'a pas besoin d'accords bilatéraux pour partager ou restituer des avoirs confisqués. Ce point est également renforcé par l'article 160.3 de la même loi, cité ci-dessus.

5. Néanmoins, le Portugal a mis en œuvre les dispositions concernées à travers un accord ponctuel sur le partage des biens confisqués avec la Suisse, et négocie actuellement un accord formel sur ce sujet avec les États-Unis d'Amérique.

Conclusion/Recommandation

6. La législation portugaise est conforme à l'article 25.3, mais seulement partiellement conforme à l'article 25.2. La législation n'accorde pas clairement la priorité à l'indemnisation des victimes ou à la restitution des biens à leur propriétaire légitime ; il est donc recommandé de veiller à ce que les victimes et les propriétaires légitimes soient dûment couverts par l'article concerné, à travers l'adoption des mesures législatives ou autres nécessaires. Étant donné que dans le cadre juridique actuel, aucun cas de partage des avoirs en vertu de l'article 25.2 n'a été enregistré, les autorités devraient prendre des mesures pour familiariser les juges et les procureurs avec les procédures d'application du partage des avoirs aux fins prévues à l'article 25.2.

République de Moldova

Article 25.2

1. La République de Moldova a fait l'objet d'une évaluation initiale par la CdP en 2014, puis d'une analyse de progrès par le Secrétariat en 2017. Les rapporteurs ont conclu que la Moldova pouvait envisager de restituer les biens confisqués à l'État partie requérant afin que ce dernier puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leurs propriétaires légitimes.

2. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités moldaves se montrent très attachées à la restitution des biens confisqués à la Partie requérante en vue d'indemniser les victimes de l'infraction. La disposition citée est l'article 162.1 du Code de procédure pénale, dont le paragraphe 4 dispose : « Les sommes d'argent et autres biens de valeur obtenus au moyen d'actes criminels ou qui en étaient la cible sont restitués à leurs propriétaires ou, le cas échéant, dévolus au Trésor public. Les autres objets sont restitués à leurs propriétaires ou, faute d'identification de ces derniers, transférés à l'État. Les différends sur la propriété de ces objets sont réglés conformément aux procédures civiles ». La mise en œuvre de cet article est démontrée par une étude de cas.

Article 25.3

3. En 2014, les rapporteurs notaient que les accords bilatéraux existants conclus avec d'autres États ne traitaient pas particulièrement du partage des biens confisqués ; toutefois, certains prévoyaient une procédure pour transférer à la Partie requérante des biens, des produits ou des instruments d'origine illicite. De tels accords existaient avec la Türkiye, l'Ukraine et l'Azerbaïdjan. Les rapporteurs recommandaient que la Moldova veille à ce que son droit interne et ses procédures administratives lui permettent d'accorder une attention particulière à la conclusion d'accords ou d'arrangements sur les partages d'avoirs avec d'autres Parties. L'analyse de progrès réalisée en 2017 relevait que l'Agence pour le recouvrement des biens issus de la criminalité était compétente pour échanger des informations avec d'autres Parties sur la valeur et le recouvrement de tels biens. Cependant, les autorités moldaves n'avaient pas fourni de nouvelles informations sur la possibilité de porter une attention spéciale à la conclusion d'accords ou d'arrangements sur le partage des avoirs avec d'autres Parties.

4. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités moldaves réitérent que les accords existants ne traitent pas particulièrement du partage des biens confisqués, mais prévoient une procédure pour transférer à la Partie requérante des biens, des produits ou des instruments d'origine illicite. En outre, le partage des avoirs confisqués avec d'autres États peut se produire pendant l'examen des affaires comportant des éléments internationaux, à l'occasion duquel la confiscation des biens est possible. L'autorité judiciaire peut en décider.

5. Il est également précisé que la République de Moldova n'a pas encore reçu de demande de partage de biens confisqués dans des affaires de blanchiment de capitaux ; dans d'autres affaires pénales toutefois, les organes d'enquête pénale moldaves ont exécuté des demandes de confiscation et transféré des biens vers un autre État en vue d'indemniser les victimes.

Conclusion/Recommandation

6. S'agissant de l'article 25.2, la conclusion du rapport d'évaluation de 2014 reste valable : la législation moldave est conforme à la Convention. Concernant l'article 25.3 en revanche, bien que des améliorations soient apportées, on ne sait toujours pas si les autorités sont désormais habilitées à négocier ou à conclure des accords portant une attention spéciale au partage des biens confisqués. Il est donc recommandé à la Moldova de veiller à ce que son droit interne ou ses procédures administratives permettent à ses autorités d'accorder une attention particulière à la conclusion d'accords ou d'arrangements sur les partages d'avoirs avec d'autres Parties.

Roumanie

Article 25.2

1. La Roumanie a été évaluée par la CdP en 2012. Un rapport de progrès a été publié en 2014. Les rapporteurs notaient que la Roumanie n'avait pas adopté de mesure spécifique pour mettre en œuvre l'article 25.2. Ils relevaient parmi les lacunes que sauf pour les pays de l'UE, le système juridique roumain ne comportait pas de règles spécifiques sur le rapatriement ou le partage de biens confisqués vers/avec une Partie requérante.

2. La réponse de la Roumanie au questionnaire précise que dans le cadre de la coopération internationale en matière pénale, il n'existe pas de disposition prévoyant la possibilité d'accorder une attention spéciale à la restitution des biens confisqués à la Partie requérante en vue d'indemniser les victimes. En principe, les biens confisqués sont dévolus à l'État. Les victimes peuvent être indemnisées individuellement au cours du procès pénal, ou engager une procédure

civile pour demander des dommages et intérêts. Les autorités n'ont pas reçu de demande de partage de biens confisqués fondée sur la Convention de Varsovie.

3. Lorsqu'un tribunal confisque des biens, leur partage repose sur des accords signés entre la Roumanie et l'État requérant. Par ailleurs, les autorités roumaines indiquent que lorsqu'il y a des victimes ou que des avoirs doivent être restitués à leur propriétaire légitime, ces aspects sont pris en compte en priorité pour fixer, au cas par cas, les détails de l'accord.

Article 25.3

4. Dans le rapport d'évaluation de la Roumanie de 2012, les rapporteurs notaient que la Roumanie n'avait pas adopté de mesures spécifiques pour mettre en œuvre l'article 25.3. Les autorités soulignaient que les traités internationaux ratifiés par la Roumanie offraient une base suffisante pour le rapatriement et/ou le partage d'avoirs avec d'autres États parties. Les rapporteurs recommandaient toutefois à la Roumanie d'adopter des mesures pour s'assurer de pouvoir coopérer avec des pays autres que ceux de l'UE aux fins du partage ou du rapatriement des avoirs criminels.

5. Les autorités, dans leur réponse au questionnaire, indiquent qu'aucun accord sur le partage des avoirs n'a été conclu en vertu de la STCE n° 198 ou d'un autre instrument du Conseil de l'Europe ou de l'UE. C'est l'Agence nationale de gestion des biens saisis qui est habilitée à négocier et à faciliter la conclusion d'accords bilatéraux ou multilatéraux sur le partage des biens confisqués ; elle négocie actuellement de nouveaux accords à ce sujet, au cas par cas. L'Agence s'appuie en particulier sur la Convention européenne relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime (« Convention de Strasbourg », 1990, STE n° 141).

Conclusion/Recommandation

6. Le partage des avoirs en vue d'indemniser les victimes ou de restituer les avoirs à leur propriétaire légitime est possible à la demande d'une autre Partie et à condition que les deux Parties concluent un accord sur le sujet. Il est recommandé à la Roumanie d'envisager l'adoption de mesures pour veiller à ce que ses autorités soient pleinement habilitées et formées à conclure des accords portant une attention spéciale au partage des biens en vertu de l'article 25.3.

Fédération de Russie

Article 25.2

1. La loi russe sur la lutte contre le blanchiment permet de transférer tout ou partie des produits du crime ou des biens équivalents dont la confiscation a été demandée par un tribunal étranger sur la base d'un traité international pertinent signé par la Fédération de Russie. Les tribunaux russes sont habilités à examiner les demandes déposées par des autorités étrangères compétentes en vue de faire reconnaître et exécuter des jugements et décisions de tribunaux étrangers. Il ressort de la questionnaire que des avoirs puissent être transférés ou partagés sur la base d'un traité international ou sur reconnaissance d'un jugement étranger par un tribunal lors d'une procédure civile. Dans ce dernier contexte, la reconnaissance ne s'applique pas aux décisions relatives à la réparation des dommages causés par des activités criminelles.

2. Il n'est pas précisé si le partage des avoirs en vue d'indemniser la victime ou de restituer les avoirs à leur propriétaire légitime est envisagé à titre prioritaire ; la réponse ne fournit pas non plus de statistiques et d'études de cas.

Article 25.3

3. La Fédération de Russie signale que ses autorités sont habilitées à confisquer des biens à travers une procédure judiciaire. Certains accords sont en place avec des autorités étrangères concernant des procédures spéciales de partage des biens confisqués. Ces accords régissent les situations dans lesquelles les pays s'entraident pour le rapatriement/la confiscation de biens acquis par le biais d'une infraction (y compris les biens blanchis). Des accords ont été signés à ce jour avec deux États parties à la Convention (la Bulgarie et la Géorgie). La Fédération de Russie est également en mesure de signer des traités ad hoc aux fins de partage des avoirs avec la République de Moldova, conformément au traité multilatéral conclu dans le cadre CIS.

Conclusion/Recommandation

4. La Fédération de Russie ne respecte pas les paragraphes 2 et 3 de l'article 25, étant donné que le partage des avoirs aux fins énoncées à l'article 25.2 n'est pas envisagé en priorité. Ces dispositions correspondantes devraient donc être incluses dans la législation. En outre, étant donné qu'il n'existe aucune disposition légale explicite accordant la possibilité à l'État de partager les biens confisqués ou de négocier des accords spéciaux sur le partage des biens confisqués, il est recommandé d'introduire de telles mesures législatives. Les autorités sont invitées, par la suite, à sensibiliser les autorités judiciaires aux procédures de partage des avoirs et à la conclusion d'accords spéciaux.

Saint-Marin

Article 25.2

1. La réponse au questionnaire montre que les autorités saint-marinaises accordent une importance prioritaire au partage des produits de la confiscation avec les tierces parties requérantes, mais l'indemnisation des victimes n'est pas mentionnée. Aux termes de l'article 15 de la loi n° 100 du 29 juillet 2013, « sauf si un traité ou accord international en dispose autrement, les avoirs, fonds et titres confisqués sur la base d'une demande d'entraide judiciaire formulée par un autre État sont dévolus à l'État requis si leur valeur est inférieure à 10 000 euros. Si leur valeur excède ce montant, la moitié du montant au-delà de 10 000 euros est dévolue à l'État requérant ».

2. S'agissant des études de cas, le tribunal de la République de Saint-Marin, invité à fournir des informations supplémentaires, indique que plusieurs demandes d'entraide relatives à la confiscation des produits du crime sont en attente auprès des autorités judiciaires de la République italienne. En particulier, des mesures de saisie de précaution ont été adoptées. Cependant, en l'absence de jugement définitif, aucune confiscation n'a encore été ordonnée. Si un jugement est rendu, la valeur des biens sera partagée sur la base des dispositions de la Convention. À l'heure actuelle, aucune demande d'entraide judiciaire relative à la confiscation des produits du crime n'a été adressée à un autre pays que l'Italie.

Article 25.3

3. Les autorités saint-marinaises affirment pouvoir conclure des accords sur le partage des avoirs à la suite de l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire, en fonction du type d'infraction pour laquelle la confiscation est demandée, des dispositions juridiques pertinentes et du degré d'implication de chaque État dans l'enquête. Cette mesure, cependant, ne concerne que les demandes de partage de biens d'une valeur supérieure à 10 000 euros. Dans les autres cas, la disposition susmentionnée de l'article 15 de la loi n° 100 s'applique.

4. Aucune autre information n'est fournie concernant l'effectivité de la mise en œuvre. Cependant, les autorités soulignent que l'État « favorise le partage des avoirs confisqués sur son territoire sur demande d'une autorité judiciaire d'un autre État dans le contexte d'une procédure pénale ». Il n'est pas précisé si des accords ou arrangements spécifiques ont été conclus en vue du partage des avoirs.

Conclusion/Recommandation

5. Saint-Marin respecte partiellement l'article 25. Il est donc recommandé d'adopter des mesures législatives ou autres pour porter une attention spéciale au partage des avoirs avec les Parties requérantes en vue d'indemniser les victimes ou de restituer des avoirs à leur propriétaire légitime, ainsi que d'envisager la conclusion d'accords réglementant, systématiquement ou au cas par cas, le partage des avoirs avec d'autres États de la CdP.

Serbie

Article 25.2

1. La Serbie participe au partage des avoirs au niveau international sur la base d'accords internationaux. Cependant, lorsqu'aucun accord n'est en place ou lorsque l'accord ne couvre pas certains aspects, la coopération a lieu sur la base du principe de réciprocité et des dispositions de la loi sur le recouvrement des produits du crime. Cette loi dispose que les avoirs confisqués ou leur valeur équivalente sont utilisés pour indemniser les victimes de l'infraction (« pour satisfaire à la demande d'indemnisation de la partie lésée »). Après versement de l'indemnité, les sommes restantes sont réparties entre la République de Serbie et l'État requérant.

2. Les autorités serbes ne fournissent pas d'autre information sur l'instrument juridique susmentionné, sur la pratique ou sur les affaires concernées, et ne précisent pas si la restitution des biens aux propriétaires légitimes est envisagée à titre prioritaire.

Article 25.3

3. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités serbes indiquent qu'il n'existe pas d'accord bilatéral avec d'autres États sur le partage des avoirs. S'agissant de la confiscation des produits d'une infraction pénale, sur demande d'un autre État, la question du partage des avoirs est résolue au cas par cas et conformément aux accords et traités multilatéraux ratifiés par la République de Serbie. Ce sont notamment les conventions de l'ONU et du Conseil de l'Europe. Les autorités indiquent qu'aucun cas de partage des avoirs avec d'autres pays ne s'est présenté en pratique.

Conclusion/Recommandation

4. Étant donné le manque de détails sur la mise en œuvre de l'article 25.3 par la Serbie, les autorités devraient envisager de conclure des accords ou des arrangements sur le partage des biens confisqués avec d'autres Parties, et clarifier davantage les dispositions de la loi sur le recouvrement des produits du crime s'agissant de la transposition de l'article 25.2 et de la possibilité d'indemniser les victimes/de restituer les biens à leurs propriétaires légitimes.

République slovaque

Article 25.2

1. La coopération internationale a lieu soit dans le cadre de l'UE soit, s'agissant d'États membres hors UE, sur la base d'un traité international. Un accord sur le partage des avoirs peut être proposé ponctuellement. En l'absence de traité ou si aucun consensus ne peut être atteint, la République slovaque devient propriétaire des avoirs issus de l'exécution d'une demande de confiscation étrangère.

2. À la demande d'un autre État, le tribunal peut, sur proposition du ministère de la Justice, décider de restituer les biens à cet État aux fins prévues à l'article 25.2. Les autorités expliquent, sans plus de précisions, qu'une base juridique permet aux tribunaux d'envisager et d'ordonner au cas par cas le partage des avoirs.

Article 25.3

3. La République slovaque n'a pas confié à une autorité spécifique la tâche de conclure les accords prévus à l'article 25.3, car elle estime que cette compétence appartient à l'Union européenne. Cependant, la réponse concernant l'article 25.2 permet d'établir que les autorités sont compétentes pour conclure des accords sur le partage des avoirs, soit à l'initiative d'un État requérant, soit à l'initiative du ministère de la Justice de la République slovaque.

Conclusion/Recommandation

4. La République slovaque respecte partiellement l'article 25 ; en effet, ses autorités sont habilitées à ordonner le partage des biens mais toutes les exigences ne sont pas remplies. Il est donc recommandé aux autorités d'envisager la conclusion d'accords systématiques ou ponctuels réglementant le partage des avoirs avec les autres États de la CdP.

Slovénie

Article 25.2

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités slovènes citent l'article 514 de la loi sur la procédure pénale, qui prévoit que l'entraide internationale en matière pénale repose sur les dispositions de la Convention, directement applicable. Le droit slovène ne couvre pas spécifiquement l'article 25.2 de la Convention, mais cette dernière s'applique même en l'absence de disposition interne spécifique.

2. Les autorités citent une affaire dans laquelle le tribunal a décidé de confisquer des avoirs et de les restituer aux victimes d'une escroquerie sur internet.

Article 25.3

3. Il n'est pas fourni d'autre information que l'article 514 susmentionné. Les autorités considèrent que le cadre juridique permet de partager des biens confisqués au cas par cas. Il ne prévoit pas nécessairement la conclusion prioritaire d'accords systématiques ou ponctuels sur partage des avoirs. Deux traités bilatéraux ont été conclus, réglementant la coopération mutuelle dans le

domaine de la saisie et de la confiscation des produits du crime. Le traité entre la Slovénie et le Kosovo*¹⁰ entérine en particulier le principe du partage des avoirs.

Conclusion/Recommandation

4. Étant donné qu'il n'existe ni disposition juridique explicite ni jurisprudence transposant l'article 25 en droit slovène, mais que la Convention s'applique directement dans le pays, il est recommandé à la Slovénie d'envisager d'ajouter à son cadre juridique le principe du partage des avoirs en vue d'indemniser les victimes et de restituer les biens à leur propriétaire légitime.

Espagne

Article 25.2

1. L'Espagne a mis en place une législation réglementant la répartition des biens confisqués entre l'Espagne et les autres États membres de l'UE. Ses dispositions transposent les décisions-cadres du Conseil dans les domaines pertinents. La disposition supplémentaire 4 de la loi 23/2014 sur la reconnaissance mutuelle des décisions de justice en matière pénale dans l'Union européenne établit qu'en l'absence d'accord entre l'Espagne et l'État requérant, les mêmes règles s'appliquent aux États non membres de l'UE. Cependant, la législation ne couvre pas l'indemnisation des victimes.

2. L'Espagne tient compte des intérêts des propriétaires légitimes. L'article 803 de la loi espagnole sur la procédure pénale prévoit l'intervention, dans la procédure pénale, des personnes qui peuvent être concernées par la confiscation lorsqu'il est prouvé que les biens confisqués appartiennent à un tiers autre que l'accusé ou que des tiers détiennent, sur les biens dont la confiscation est demandée, des droits qui pourraient être affectés.

3. Le Bureau pour le recouvrement et la gestion des avoirs, de création récente, et en particulier sa commission sur l'affectation des produits du crime (non encore mise en place), compte parmi ses objectifs le soutien aux victimes d'infractions pénales. Ses travaux pourront être analysés lors des évaluations futures.

4. Il n'existe pas de statistiques sur le sujet.

Article 25.3

5. La réponse concernant l'article 25.2 s'applique aussi à l'article 25.3 : les règles découlant de la transposition des décisions-cadres du Conseil s'appliquent à tous les États de la CdP. Ainsi, si la somme recouvrée en application de la décision de confiscation est inférieure à 10 000 euros ou à l'équivalent de ce montant, elle revient à l'État espagnol, tandis que les sommes supérieures à 10 000 euros sont partagées entre l'État requérant et l'Espagne.

6. Les autorités espagnoles illustrent leur réponse en citant deux accords conclus avec un État n'appartenant pas à la CdP (la Suisse), datant de 2011 et de 2014. Un nouvel accord est en cours de négociation.

¹⁰ Toute référence au Kosovo dans ce texte, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.

Conclusion/Recommandation

7. L'Espagne a adopté des mesures pour porter une attention spéciale au partage des produits de la confiscation en vue de restituer les biens à leur propriétaire légitime, mais la législation ne prévoit pas le partage des avoirs aux fins de l'indemnisation des victimes. Par conséquent, il est recommandé aux autorités de prendre toutes les mesures nécessaires pour veiller à ce que l'indemnisation des victimes devienne un motif légitime de partage des avoirs.

Suède

Article 25.2

1. La législation suédoise prévoit que l'argent ou les autres biens qui ont été confisqués reviennent en règle générale à l'État suédois (article 25.1 de la loi [1972:260] sur les exécutions internationales). Toutefois, le gouvernement peut - à la demande d'un autre État - décider que les biens confisqués seront transférés à l'État requérant (article 36 de la loi [1972:260] sur les exécutions internationales, annexe A et chapitre 5, article 11 de la loi [2000:562] sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale, annexe B). Les autorités ont indiqué qu'il est à la discrétion du gouvernement d'envisager en priorité l'indemnisation des victimes et la restitution des biens à leur propriétaire légitime. Cependant, les lois mentionnées ci-dessus ne contiennent aucune disposition sur ce point particulier.

2. Bien que le gouvernement suédois estime répondre aux exigences de l'article 25, paragraphe 2, le rapporteur n'était pas d'accord avec le fait que les arguments avancés soient suffisants pour satisfaire à cette exigence de la Convention. Les autorités ont également indiqué que la législation européenne pertinente sera bientôt en place (règlement (UE) 2018/1805 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 relatif à la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation et des législations nationales complémentaires). L'article 30 du règlement, annexe D, prescrit la procédure à suivre lorsqu'une décision de confiscation est accompagnée d'une décision de restitution de biens à la victime ou d'indemnisation de la victime. Cet instrument sera limité aux États membres de l'UE et ne sera pas applicable aux États parties à la CdP qui ne sont pas membres de l'UE.

Article 25.3

3. Le gouvernement peut, à sa propre discrétion - à la demande d'un autre État - décider que les biens confisqués doivent être partagés ("partiellement transférés") avec l'État requérant (section 36 de la loi [1972:260] sur les exécutions internationales, annexe A et section 11 de la loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (2000:562)). Comme décrit ci-dessus, le gouvernement peut également envisager de restituer le bien à son propriétaire légitime. La Suède a également conclu des accords bilatéraux d'entraide judiciaire avec plusieurs pays, dont certains sont des États parties à la COP. La Suède fait également partie et est liée par des accords bilatéraux conclus par l'UE.

Conclusion/Recommandation

4. La Suède a mis en place une norme générale qui donne au gouvernement le pouvoir de décider au cas par cas de restituer les biens confisqués à l'État requérant. Il n'existe pas de mécanisme qui lierait ou obligerait les autorités à envisager la restitution des biens confisqués tout en donnant la priorité à l'indemnisation des victimes. Il est recommandé à la Suède d'adopter des mesures législatives ou autres pour introduire le principe du partage des avoirs aux fins d'indemniser les victimes et de restituer les biens à leur propriétaire légitime, ainsi que de prendre des mesures

législatives ou d'autres pour clarifier les compétences des autorités à négocier et à conclure des accords prévoyant en particulier le partage des avoirs, avec tous les États parties à la CdP.

Macédoine du Nord

Article 25.2

1. La réponse au questionnaire ne permet pas de savoir si les autorités portent une attention particulière à l'indemnisation des victimes ou à la restitution des biens à leurs propriétaires légitimes dans l'éventualité d'un partage des biens confisqués. Il est simplement affirmé qu'en présence d'une base légitime sur laquelle partager les avoirs qui appartenaient initialement à l'autre État, la coopération internationale permet de restituer les avoirs à leurs propriétaires, après application des procédures internes.

Article 25.3

2. La législation d'« ex-République yougoslave de Macédoine » ne comporte pas de disposition réglementant le partage des biens confisqués. Dans chaque affaire pénale pour laquelle plusieurs États parties coopèrent dans une équipe commune d'enquête, les dispositions de l'accord constitutif de l'équipe précisent les motifs et les effets du partage des avoirs pour les Parties à l'accord. Cependant, les autorités ne citent pas d'exemple pratique à l'appui de leur réponse, si bien qu'il n'est pas possible de savoir si des biens confisqués ont déjà fait l'objet d'un partage.

Conclusion/Recommandation

3. On ignore toujours si l'« ex-République yougoslave de Macédoine » a dûment mis en œuvre les dispositions de l'article 25. Il est donc recommandé de veiller, en adoptant toutes les mesures nécessaires, à transposer l'article 25, paragraphes 2 et 3 dans le droit ou les procédures judiciaires internes.

Türkiye

Article 25.2

1. Les autorités turques notent en premier lieu que le système pénal turc ne couvre pas l'utilisation des biens confisqués aux fins de l'indemnisation des victimes. Cependant, les victimes d'une infraction pénale peuvent demander réparation auprès des juridictions civiles. Il est possible de restituer les biens confisqués à leurs propriétaires légitimes : l'article 54.1 du Code pénal turc (« Confiscation de biens ») affirme que « lorsqu'un tiers de bonne foi dispose d'un droit sur la chose confisquée, la demande de confiscation est exécutée sans préjudice de ce droit ». Par ailleurs, les autorités turques indiquent que l'article 131.2 du Code de procédure pénale turc interdit la confiscation de biens et impose leur restitution à leurs propriétaires légitimes après leur saisie. Le libellé ne mentionne pas de motif « prioritaire ».

2. Les autorités donnent un exemple de saisie de biens en vue de leur restitution à leur propriétaire légitime, qui se trouvait en France.

Article 25.3

3. La loi turque n° 6706 sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale prévoit que les dispositions des conventions sur la coopération judiciaire auxquelles la Türkiye est partie s'appliquent directement en droit interne. Sur la question du partage des biens, la même loi définit les pouvoirs de l'Autorité centrale, qui peut négocier des arrangements sur le partage de biens

confisqués et déterminer les conditions du partage. Ainsi, le ministère de la Justice, en tant qu'autorité centrale pour les demandes d'entraide judiciaire, est l'autorité compétente pour conclure des accords. Cependant, les conditions dans lesquelles le partage des biens peut avoir lieu ne sont pas clairement fixées par la législation.

4. Il n'y a actuellement ni accord ni arrangement en place.

Conclusion/Recommandation

5. La Türkiye a adopté des mesures pour autoriser le partage des avoirs aux fins de leur restitution à leur propriétaire légitime. Cependant, il est recommandé aux autorités d'adopter des mesures législatives ou autres pour faciliter le partage des avoirs et pour en détailler les conditions.

Ukraine

Article 25.2

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités ukrainiennes indiquent que l'article 25.2 est couvert par l'article 568.3 du Code de procédure pénale. Les biens confisqués sont dévolus au Trésor public ukrainien, mais sur demande d'une autorité centrale ukrainienne, le tribunal peut décider de transférer les biens « à la Partie requérante ayant adopté une décision de confiscation des biens en vue de réparer les dommages subis par les victimes de l'infraction pénale ». Il n'est pas précisé si la restitution des biens à leurs propriétaires légitimes est considérée comme prioritaire.

2. L'Ukraine n'a pas reçu de demande en vertu de l'article 25.2.

Article 25.3

3. Les autorités ukrainiennes indiquent que la coordination des mesures de confiscation de biens se fait de manière bilatérale, au cas par cas. Elles ne précisent pas sur quelle base juridique se fonde la compétence de mettre en place de nouveaux accords et arrangements.

4. Des consultations bilatérales ont été menées avec le Royaume des Pays-Bas, qui a formulé une demande de confiscation de produits du crime situés sur le territoire ukrainien. Les autorités ukrainiennes ont jugé la demande exécutable et commencé à prendre les dispositions nécessaires. Sur la base de la proposition néerlandaise, 50 % des biens confisqués ou de leur valeur équivalente devraient être transférés aux Pays-Bas et 50 % rester en Ukraine. La mise en œuvre de cette décision est en cours.

Conclusion/Recommandation

5. La législation ukrainienne respecte l'article 25 ; cependant, il est recommandé aux autorités de veiller à ce que les praticiens soient familiarisés avec la mise en œuvre pratique des dispositions de l'article 25.2 et reçoivent une formation supplémentaire à ce sujet.

Royaume-Uni

Article 25.2

1. Dans leur réponse au questionnaire, les autorités du Royaume-Uni rappellent un principe général de l'entraide judiciaire, selon lequel l'État requérant qui procède au recouvrement des produits du crime conserve ces produits. Ce principe est entériné par la réglementation de 2014

sur la justice pénale et la protection des données (protocole n° 36). Cependant, il est possible, en présence de victimes identifiables et au cas par cas, que ces produits soient partagés pour moitié avec une tierce partie (requérante). Dans ce cas, le Royaume-Uni se dit prêt à octroyer, de sa propre initiative, une part plus importante à l'État requérant afin qu'il puisse indemniser correctement les victimes de l'infraction pénale. Il n'est pas précisé si la restitution des biens à leurs propriétaires légitimes est elle aussi érigée en priorité. Le Royaume-Uni ne tient pas de statistiques sur la mise en œuvre de cette législation.

Article 25.3

2. Les autorités ne mentionnent pas d'accords ou d'arrangements existants portant une attention spéciale au partage des avoirs avec une autre Partie. Au contraire, « le Royaume-Uni ne peut exiger de savoir comment un État utilise les fonds restitués » ; cette remarque ne s'accompagne d'aucune explication supplémentaire. Si le Royaume-Uni entreprend de négocier des accords sur le partage des biens en vue d'indemniser les victimes, les autorités s'attendent à ce que les fonds soient dûment restitués aux victimes. Cependant, en fonction des cas, le Royaume-Uni est en mesure de restituer des fonds à des États parties requérants.

3. Le Royaume-Uni ne tient pas de statistiques sur cet aspect.

Conclusion/Recommandation

4. La législation du Royaume-Uni respecte partiellement l'article 25.2, mais il n'est pas fait mention d'une disposition législative montrant que l'article 25.3 a été transposé en droit interne. Il est donc recommandé aux autorités du Royaume-Uni d'adopter les mesures nécessaires pour ajouter au droit interne la possibilité de restituer des biens à leur propriétaire légitime, conformément à l'article 25.2, et d'adopter des mesures législatives et autres habilitant les autorités à conclure des accords ou des arrangements sur le partage des avoirs avec d'autres Parties, systématiquement ou au cas par cas, conformément à son droit ou à ses procédures administratives internes.

ANNEXE I.A – RÉSUMÉ DES RÉPONSES DES ÉTATS (ARTICLE 25.2)

Pays	A répondu	Prise en compte prioritaire	Précisions	Mise en œuvre effective
Albanie	Oui, 02/04/2018	Oui	Il manque l'indemnisation des victimes	Oui, pour le propriétaire légitime
Arménie	Oui, 03/04/2018	Non	Le partage n'est pas interdit par la loi	Pas de demandes reçues
Aruba	Oui, 11/04/2024	Non	Pas de législation directe	Pas d'information
Autriche	Oui, 28/04/2022	Non	La considération prioritaire n'est pas précisée dans la législation	Pas d'information
Azerbaïdjan	Oui, 30/04/2018	Non	Mise en œuvre via le Plan d'action national prévue pour 2019	Pas d'information
Belgique	Oui, 18/04/2018	Non	Il manque la restitution des biens à leur propriétaire légitime	Pas d'information
Bosnie-Herzégovine	Oui, 26/03/2018	Non	Pas de législation directe, mais rapport sur la jurisprudence en matière de partage des actifs avec des États parties	Pas d'information
Bulgarie	Oui, 04/04/2018	Non	Pas de législation directe, accent fortement mis sur les États membres de l'UE	Pas d'information
Croatie	Oui, 29/03/2018	Oui	Il manque la restitution des biens à leur propriétaire légitime	Pas d'information
Chypre	Oui, 30/03/2018	Oui	Couvert par la loi LBC/FT	Oui, exemple de cas fourni
Danemark	Oui, 01/05/2018	Oui	Couvert par la loi sur l'administration de la justice	Pas d'information
Estonie	Oui, 17/05/2023	Non	L'indemnisation des victimes n'est pas précisée dans la législation	Pas d'information
France	Oui, 17/04/2018	Oui	La priorité à l'indemnisation des victimes/à la restitution au propriétaire légitime est couverte pas des mesures non législatives	Oui, 10 cas

Géorgie	Oui, 28/03/2018	Oui, indirectement ¹	Le partage peut avoir lieu si les biens présentent un « intérêt particulier » pour l'État requérant	Non
Allemagne	Oui, 16/04/2018	Oui	Il manque la restitution des biens à leur propriétaire légitime	Pas d'information
Grèce	Oui, 30/05/2018	Oui	Couvert par le Code pénal	Pas d'information
Hongrie	Oui, 28/03/2018	Oui	Couvert par le Code pénal	Oui, exemple de cas fourni
Italie	Oui, 11/04/2018	Oui	Il manque l'indemnisation des victimes	Oui, exemple de cas fourni
Ile de Man	Oui, 20/03/2025	Oui	L'indemnisation des victimes est possible mais il manque la priorité de la restitution au propriétaire légitime	Oui, exemple de cas fourni
Jersey	Oui, 26/03/2025	Oui	La restitution pour l'indemnisation des victimes est possible, mais il n'y a pas de référence aux propriétaires légitimes	Oui, exemple de cas fourni
Lettonie	Oui, 21/03/2018	Oui	Indemnisation des victimes possible uniquement après un jugement reconnaissant le statut de victime	Oui, exemple de cas fourni
Lituanie	Oui 12/04/2021	Oui	La restitution des biens au propriétaire légitime est possible, sans référence aux victimes.	Pas d'information
Malte	Oui, 12/04/2018	Oui	Il manque l'indemnisation des victimes	Pas de demandes reçues
Maroc	Oui, 30/04/2024	Non	Pas de législation directe	Pas d'information
Monaco	Oui 04/05/2020	Oui	Le partage et l'indemnisation/restitution se font sur la base d'accords	Oui
Monténégro	Oui, 26/03/2018	Oui	Uniquement à la demande d'un individu et non d'une Partie	Pas de demandes reçues
Pays-Bas	Oui, 18/04/2018	Non	Difficulté à établir si l'indemnisation des victimes/la restitution aux propriétaires légitimes sont des motifs prioritaires de partage	Pas d'information

Pologne	Oui, 22/03/2018	Non	Les mesures ne couvrent que les États membres de l'UE	Pas d'information
Portugal	Oui, 28/03/2018	Non	Partiellement couvert par la loi 144/99 sur la coopération judiciaire en matière pénale	Non
République de Moldova	Oui, 30/03/2018	Oui	Couvert par le Code de procédure pénale	Oui, exemple de cas fourni
Roumanie	Oui, 15/03/2018	Oui	Le partage et l'indemnisation/restitution se font sur la base d'accords	Pas de demandes reçues
Fédération de Russie	Oui, 10/07/2018	Non	Des biens peuvent être transférés, mais sans motif prioritaire	Pas d'information
Saint-Marin	Oui, 09/04/2018	Oui	Il manque l'indemnisation des victimes	Oui, exemple de cas fourni
Serbie	Oui, 02/04/2018	Oui	Il manque la restitution des biens à leur propriétaire légitime	Non
République slovaque	Oui, 12/07/2018	Oui	Le transfert des avoirs peut avoir lieu sur demande	Pas de demandes reçues
Slovénie	Oui, 13/04/2018	Oui, indirectement ¹	Pas de disposition législative spécifique	Oui, exemple de cas fourni
Espagne	Oui, 16/04/2018	Oui	Il manque l'indemnisation des victimes	Pas d'information
Suède	Oui, 03/04/2018	Oui	Le système juridique prévoit une considération prioritaire pour l'indemnisation ou le retour des victimes aux propriétaires légitimes, mais la demande est soumise au pouvoir discrétionnaire du gouvernement	Oui, exemple de cas fourni
Macédoine du Nord	Oui, 22/02/2018	Non	Difficulté à établir si l'indemnisation des victimes/la restitution aux propriétaires légitimes sont des motifs prioritaires de partage	Pas d'information
Türkiye	Oui, 30/03/2018	Oui	Des biens peuvent être transférés, mais sans motif prioritaire	Oui, exemple de cas fourni
Ukraine	Oui, 30/03/2018	Oui	Il manque la restitution des biens à leur propriétaire légitime	Pas de demandes reçues

Royaume-Uni	Oui, 13/04/2018	Oui	Il manque la restitution des biens à leur propriétaire légitime	Pas d'information
-------------	--------------------	-----	---	----------------------

¹ L'État concerné indique que les traités internationaux auxquels il est partie sont directement exécutoires, mais ne fournit pas de disposition législative.

ANNEXE I.B – RÉSUMÉ DES RÉPONSES DES ÉTATS (ARTICLE 25.3)

Pays	A répondu	Arrangements ?	Précisions	Nombre d'arrangements
Albanie	Oui, 02/04/2018	Pas d'arrangement		Aucun
Arménie	Oui, 03/04/2018	Pas d'arrangement	Sur une base ponctuelle	Aucun
Aruba	Oui, 11/04/2024	Oui, dans la législation	Sur une base ponctuelle	Pas d'information
Autriche	Oui, 28/04/2022	Oui, en pratique	Au cas par cas	3 exemples (Irlande, États Unis, Lichtenstein)
Azerbaïdjan	Oui, 30/04/2018	Pas d'arrangement		Aucun
Belgique	Oui, 18/04/2018	Législation	Des accords peuvent être négociés sur demande ; pas de législation spécifique en place	Aucun en vertu de la Convention concernée
Bosnie-Herzégovine	Oui, 26/03/2018	Pas d'arrangement		Aucun
Bulgarie	Oui, 04/04/2018	Législation	Au cas par cas ; législation spéciale pour les États membres de l'UE	Pas d'information
Croatie	Oui, 29/03/2018	Pas d'arrangement		Aucun
Chypre	Oui, 30/03/2018	Oui, y compris prévus par la législation	Au cas par cas	Trois exemples (Belgique, Royaume-Uni, États-Unis)
Danemark	Oui, 01/05/2018	Pas d'arrangement		Aucun
Estonie	Oui, 17/05/2023	Oui, y compris prévus par la législation	Au cas par cas ; législation spéciale pour les États membres de l'UE	Quatre exemples (États-Unis, Chine, Ukraine, Fédération de Russie)
France	Oui, 17/04/2018	Oui, y compris prévus par la législation	Le partage des avoirs se fait sur la base d'accords ; le CPP ne s'applique qu'en leur absence	Aucun
Géorgie	Oui, 28/03/2018	Législation	Sur une base ponctuelle	Aucun
Allemagne	Oui, 16/04/2018	Législation	La législation interne prévoit le partage des avoirs ; les autorités peuvent négocier des accords	Pas d'information

Grèce	Oui, 30/05/2018	Législation	Dans le contexte de l'entraide judiciaire et en vertu du droit de l'UE	Dans le cadre de l'UE
Hongrie	Oui, 28/03/2018	Législation	Ni accords ni arrangements en vertu de l'article 25.3	Aucun
Italie	Oui, 11/04/2018	Législation	Au cas par cas, mais le droit interne ne fixe pas de règle spécifique. L'Italie a conclu plusieurs accords sur le partage des biens, mais uniquement comme Partie requérante et non en vertu de l'article 25.3	Aucun
Ile de Man	Oui, 20/03/2025	Oui	Basé sur le droit international et au cas par cas	Pas d'information
Jersey	Oui, 26/03/2025	Oui	Sur la base d'accords internationaux et au cas par cas	2 exemples (Etats Unis / Nigéria, et Mozambique)
Lettonie	Oui, 21/03/2018	Législation	La loi sur la procédure pénale définit le partage des biens confisqués	Deux exemples (Royaume-Uni, États-Unis)
Lituanie	Oui 12/04/2021	Législation	Le Code Pénal organise le partage des biens confisqués avec les Etats membres de l'UE et les Etats non membres de l'UE ; pas d'accords ou d'arrangements liés à l'article 25(3).	Pas d'information
Malte	Oui, 12/04/2018	Législation	La loi prévoit la possibilité de conclure des accords	Pas d'information
Maroc	Oui, 30/04/2024	Législation	Sur la base d'accords internationaux ou au cas par cas	Aucun
Monaco	Oui 04/05/2020	Législation et pratiques	La législation interne prévoit le partage des avoirs ; les autorités peuvent négocier des accords	Oui (Suisse)
Monténégro	Oui, 26/03/2018	Pas d'arrangement		Aucun
Pays-Bas	Oui, 18/04/2018	Législation	Les avoirs peuvent être partagés pendant une procédure de	Pas d'information

			confiscation, à la demande d'un autre État	
Pologne	Oui, 22/03/2018	Législation	La conclusion d'accords n'est possible qu'avec des États membres de l'UE	Aucun
Portugal	Oui, 28/03/2018	Oui, y compris prévus par la législation	Des accords avec d'autres Parties sont en place, mais la législation prévoit aussi la possibilité de partager ou de restituer des avoirs confisqués	Deux exemples (Suisse, États-Unis)
République de Moldova	Oui, 30/03/2018	Pas d'arrangement	Arrangements pas particulièrement envisagés	Aucun
Roumanie	Oui, 15/03/2018	Législation	Au cas par cas	Aucun
Fédération de Russie	Oui, 10/07/2018	Pas d'arrangement		Négociations en cours
Saint-Marin	Oui, 09/04/2018	Législation	La loi définit le partage des biens confisqués	Aucun
Serbie	Oui, 02/04/2018	Pas d'arrangement	Au cas par cas	Aucun
République slovaque	Oui, 12/07/2018	Non	Cette compétence appartient à l'UE	Pas d'information
Slovénie	Oui, 13/04/2018	Législation	La loi définit le partage des biens confisqués	2 traités
Espagne	Oui, 16/04/2018	Oui	Des arrangements ont été conclus	Oui (Suisse)
Suède	Oui, 03/04/2018	Pas d'arrangement		Aucun
Macédoine du Nord	Oui, 22/02/2018	Pas d'arrangement	Dans le cadre d'équipes communes d'enquête, mais la législation ne réglemente pas le partage des biens confisqués	Aucun
Türkiye	Oui, 30/03/2018	Législation	La loi définit le partage des biens confisqués	Aucun
Ukraine	Oui, 30/03/2018	Oui	Au cas par cas	Oui (Pays-Bas)
Royaume-Uni	Oui, 13/04/2018	Pas d'arrangement	Au cas par cas	Pas d'information

ANNEXE II – TEXTE DU QUESTIONNAIRE

Questionnaire pour le suivi transversal de la mise en œuvre par les États parties de l'article 11 et l'article 25(2) et 25(3) de la STCE n°198

Introduction

Lors de sa 9^e réunion, qui s'est tenue à Strasbourg du 21 au 22 novembre 2017, la Conférence des Parties à la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au le financement du terrorisme (STCE n°198) a décidé de lancer la mise en œuvre d'un mécanisme de suivi thématique horizontal pour une période initiale de deux ans. Cet examen doit porter sur la manière dont tous les États parties appliquent certaines dispositions de la Convention. Il doit être documenté dans un rapport de suivi thématique devant être adopté par la Conférence des Parties lors de sa prochaine réunion plénière. A cet effet, la Conférence des Parties a ajouté une nouvelle Règle 19 bis au Règles de procédure (jointe pour information au courrier avec lequel ce questionnaire a été distribué). La Conférence des Parties a décidé que le premier rapport de suivi thématique devrait traiter de l'article 11 ainsi que de l'article 25(2) et 25(3) de la Convention.

Les Parties sont invitées à soumettre des informations sur la mise en œuvre de ces dispositions sur la base du questionnaire fourni ci-dessous.

Soumission d'informations et date limite

Les questions ci-dessous reflètent les parties pertinentes du questionnaire adopté par la Conférence des Parties lors de sa 2^e réunion (Strasbourg, 15-16 avril 2010). Le questionnaire permet aux Parties de structurer les informations qu'elles soumettent une fois recueillis les éléments et données nécessaires sur la mise en œuvre des dispositions de la Convention. Les Parties sont priées de s'assurer que leurs réponses restent aussi concises et brèves que possible.

Le Rapport explicatif de la STCE n°198¹¹ peut être utile aux Parties pour structurer leurs réponses au questionnaire. Les Parties sont également invitées à tenir compte des Notes interprétatives sur la mise en œuvre des articles 11 et 25(2) qui ont été adoptées par la Conférence des Parties lors de sa 9^e réunion (Strasbourg, 21-22 novembre 2017)¹².

¹¹ Le document peut être consulté sur le site web du Conseil de l'Europe : <https://rm.coe.int/16800d388e>.

¹² Le document peut être consulté sur le site web de la Conférence des Parties : <https://rm.coe.int/notes-interpretatives-9eme-reunion-cop198-/168076ce7a>. Une copie de ce document est également jointe pour information au courrier avec lequel ce questionnaire a été distribué.

Les exemples fournis par les Parties peuvent inclure des cas de coopération fructueuse et/ou infructueuse avec d'autres Parties. La période de référence à prendre en compte pour le recueil de données doit commencer en janvier 2015.

Les réponses à ce questionnaire resteront confidentielles. Lorsque les parties communiquent des cas/exemples, certaines données (par exemple le nom de l'accusé ou d'autres détails pouvant révéler l'identité de celui-ci ou de la victime) peuvent être anonymisées s'ils le souhaitent.

Les Parties sont invitées à envoyer leurs réponses au Secrétariat le 16 avril 2018 au plus tard à l'adresse suivante : DGI-COP198@coe.int.

Contacts

Veillez indiquer le nom et les coordonnées de la ou des personnes dans votre pays qui peuvent être contactées au sujet de la réponse au questionnaire.

Nom	
Profession	
Institution	
Adresse électronique	

Article 25 – Biens confisqués

(2) Lorsque vos autorités agissent à la demande d'une autre Partie en application des articles 23 et 24 de la STCE n°198, dans la mesure où votre droit interne le leur permet et si la demande leur en est faite, envisagent-elles à titre prioritaire de restituer les biens confisqués à la Partie requérante, afin que cette dernière puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leur propriétaire légitime ?

<i>Réponse</i>

(3) Des accords ou dispositifs accordant une attention particulière au partage des biens confisqués avec d'autres Parties, sur une base systématique ou au cas par cas, sont-ils en place ?

<i>Réponse</i>

Informations à l'appui de la réponse

L'article 25 établit une norme en matière de coopération entre les Parties visant à indemniser les victimes d'infraction(s) et/ou à restituer les biens confisqués à leurs propriétaires légitimes.

La valeur ajoutée de la Convention est reconnue dans le domaine du partage d'actifs : bien que l'article 25(1) conserve le concept de base selon lequel les biens restent dans le pays où ils sont trouvés, les nouvelles dispositions de l'Articles 25(2) et (3) imposent d'envisager de façon prioritaire le partage des actifs, sur demande, et de conclure des accords de partage des actifs.

Les Parties sont tenues de fournir au minimum les **articles pertinents de la législation nationale** traitant de cette question, une **liste des accords** signés ou des **dispositifs en place**, avec des **exemples de cas** et/ou des **données statistiques**. En outre, les Parties peuvent également communiquer toute autre information pertinente démontrant la mise en œuvre de cette disposition de la Convention à l'appui de leur réponse.

ANNEXE III – RÈGLES DE PROCÉDURE: 19 *B/S*

Règle 19² – Procédure de contrôle de la mise en œuvre de la Convention

En relation avec sa fonction en vertu de l'article 48, paragraphe 1a de la Convention, la Conférence des Parties applique les procédures ci-après.

Questionnaire

1. La Conférence des Parties prépare dans un délai de six mois après la première réunion de la Conférence un questionnaire aux fins du contrôle de la mise en œuvre appropriée de la Convention (ci-après « le Questionnaire »).
2. Le Questionnaire vise à recueillir des informations sur la mise en œuvre de dispositions de la Convention qui ne sont pas couvertes par d'autres normes internationales pertinentes faisant l'objet d'une évaluation mutuelle par le GAFI, MONEYVAL et d'autres organismes d'évaluation équivalents LCB/FT (les organismes régionaux de type GAFI, le Fonds monétaire international et la Banque Mondiale).

² Lors de sa 9ème plénière, la CdP a décidé de suspendre la procédure établie par la Règle 19 et d'appliquer un suivi thématique transversal selon les termes de la Règle 19 bis nouvellement adoptée, pour une période initiale de deux ans, avec une nouvelle discussion faisant le bilan de la question lors de sa 11ème plénière en 2019. La procédure de suivi relative à la Règle 19 continuera au moins jusqu'à une prochaine discussion en 2018.

ANNEXE IV.A – RÉPONSES DES ÉTATS: ARTICLE 25.2

Albania	-Albania's domestic law allows that, if the seizure is carried out at the request of a Party, and after its request, the seized items shall be sent to the foreign authorities for the purpose of seizing or returning the rubber to the lawful owner. -The Law no. 10 193, dated 3.12.2009 "On Jurisdictional Relations with Foreign Authorities in Criminal Matters", Article 23 provides that: Article 23 Submission of seized items 1. Seized items shall be sent to the foreign judicial authority upon his request, in execution of the letter of order, to be confiscated or to be returned to the rightful owner. 2. These items include: a) the items used for the commission of a criminal offense; b) items resulting from the commission of a criminal offense or the equivalent value; c) gains from a criminal offense or equivalent value; ç) other items provided for the purpose of inciting the commission of a criminal offense, as well as rewards for a criminal offense. 3. Items or profits may be kept permanently in Albania if: a) their owner has a place of residence or residence in the Republic of Albania; b) there are serious allegations by Albanian state authorities regarding items or profits; c) a person, who has not participated in the commission of a criminal offense and whose claims are not guaranteed by the requesting State, proves that he has acquired rights over such items and gains in good faith, as well as that the person resides in Albania. -There have been some cases where items seized on behalf of foreign judicial authorities have been returned to these authorities in order to return their owners e.g. motor vehicles, other valuable items, etc.
Armenia	Articles 55 and 103(1) of the Criminal Code of the Republic of Armenia set out the legal framework for governing confiscation and Article 232 of the Criminal Procedure Code of the Republic of Armenia sets out the legal framework for governing the seizure of property. Armenia has never made or received requests to and from other countries for repatriation or sharing of confiscated assets. At present there are no legal provisions or administrative procedures or processes, which directly address the sharing of confiscated property with third countries. However, no provisions of the law prohibit or obstruct the ability of the authorities to share assets in this way on an ad-hoc basis should the need arise. Provisional measures to prevent the dealing, transfer or disposal of property subject to confiscation are applied on the basis of Article 233(1) (1) of the CPC, which is applicable not only in relation to the suspect or accused person but also to any other person holding the property.
Aruba	In reference to articles 119a en 129b CCrPA, objects may be seized, in order to preserve the right of recovery on behalf of the victim

Article 119a

1. In the event of suspicion of a crime that carries a statutory term of imprisonment not exceeding four years, or a crime through which any gain capable of being expressed in monetary terms can be obtained, objects may be seized:

a. for the purpose of preserving the right of recovery in respect of any fine to be imposed for that crime;

b. for the purpose of preserving the right of recovery in respect of an obligation to be imposed in connection with that crime for payment of an amount of money to the State for the purpose of confiscating unlawfully obtained gains as referred to in Article 1:77 of the Criminal Code of Aruba;

c. for the purpose of preserving the right of recovery for a measure to be imposed in respect of that crime as referred to in Article 1:78 of the Criminal Code of Aruba.

2. Objects that belong to a person other than the person on whom, in the case referred to in the first paragraph, the fine can be imposed, the unlawfully obtained gains can be deprived, or the measure referred to in Article 1:78 of the Criminal Code of Aruba, can be imposed, may be seized if there are sufficient indications that these objects have come to belong to the other person in whole or to the detriment of the other person with the apparent purpose of making difficult or preventing the recovery of objects, and the other person knew this or could reasonably suspect this.

3. In the case referred to in the second paragraph, other objects belonging to the person concerned may also be seized, up to at most the value of the objects referred to that paragraph.

Article 129b

1. Seizures pursuant to Article 119a can only be imposed or maintained pursuant to written authorization, to be granted by the examining magistrate at the request of the public prosecutor.

2. The authorization will be served by the public prosecutor as soon as possible to the suspect or convicted person, and if the seizure has been placed with a third party, also to this person.

3. Seizure pursuant to Article 119a can also be made at the request of the public prosecutor in the event of discovery in the act at the request of the public prosecutor, seizure pursuant to Article 119a can also be made pursuant to verbal authorization from the examining magistrate. The investigating officer will draw up a report of the seizure. A confirmation of receipt is issued to the suspect or convicted person. If the attachment has been placed with a third party, proof of receipt will also be issued to this third party. The examining magistrate subsequently puts the verbal authorization in writing. The second paragraph applies mutatis mutandis.

4. The third paragraph does not apply to objects as referred to in Article 119b.

	<u>For clarification purposes:</u> Confiscation is a priority objective for the Public Prosecutor's Office (PPO) and Law Enforcement Agency (LEAs) in Aruba. The tracing, identification and confiscation of assets (financial investigations) is an integral part of for example combatting money laundering and most associated predicate offences from the onset. Aruba is also able to provide MLA related to confiscation and adopt other provisional measures. According to article 144 CCrPA the PPO can confiscate objects related to a criminal offense and it is also possible to return those objects to the rightful owner. <u>Return of seized objects</u> Article 144 1. As soon as the return of a seized object is no longer contrary to the interest of criminal prosecution, the public prosecution service shall have it returned to the person from whom it was seized in connection with the criminal offense. If this person is unknown, the object shall be returned to the person from whom it was seized, unless this person unlawfully obtained the object. In the latter case, the object shall be returned to the person to whom it is reasonable and not socially irresponsible to return the object. If this person is not known, the object shall be dealt with in accordance with Article 142. 2. There shall be no obligation to return objects to the person entitled if he has declared in writing to waive his rights thereto. With regard to such objects, even if they are suitable for storage, authorization may be granted as referred to in Article 142, second paragraph; otherwise, they shall be treated as though they were confiscated objects.
Azerbaijan	Currently there is no legal mechanism permitting authorities to give priority consideration to returning the confiscated property to the requesting Party so it can give compensation to the victims of the crime or return such property to their legitimate owners. This matter is expected to be addressed by 2019 in the framework of implementation of item 2.6 "Taking measures to improve legislation on forfeiture and recovery of criminally obtained funds or other property" of the "National Action Plan on combating legalization of criminally obtained funds or other property and financing of terrorism for 2017-2019" adopted in November 2016.
Belgium	La Loi du 20 mai 1997 sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations prévoit les principes et la procédure de la confiscation.

	De plus, en cas de partage, - voir également ci-dessous, le motif du partage dépend de l'état requérant. Rien s'oppose à un partage au bénéfice des victimes. C'est l'Etat requérant qui décide sur le sort ultime des sommes confisqués et partagés. Car la loi ne contient aucune pourcentage (par exemple 50 %) est prévu, voir obligatoire, un partage complet – au bénéfice des victimes est tout à fait possible.
Bosnia & Herzegovina	The legal framework of BiH does not provide for measures equivalent to confiscation leading to the deprivation of property, which are not criminal sanctions. International cooperation for confiscation purposes is covered by Article 20 of the Law on Mutual Assistance in Criminal Matters (MLA Law) dealing with confiscation in the framework of MLA. The scope of the property that can be returned to the requesting party is defined in the MLA Law. As defined in the mentioned article the hand-over may be accomplished at any stage of the criminal proceedings, but only on the grounds of a final and binding decision. The MLA Law also defines cases when the proceeds may be retained in Bosnia and Herzegovina. Bosnia and Herzegovina is open to the initiatives of other countries but still there are no agreements or arrangements in place giving special consideration to sharing confiscated property with other countries on a regular or case-by-case basis. WE EMPHASIZE THAT IN THE PRACTICE OF THE COURT OF BOSNIA AND HERZEGOVINA THERE ARE CASES OF NOMINATION ON DIRECT IMPLEMENTATION OF THE CONVENTION CONCERNING CONFISCATION AND HANDOVER OF THE PROCEEDS OF CRIME (example of request with the Republic of Montenegro en R Slovenia) ATTACHMENT: LAW ON MUTUAL LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS
Bulgaria	Yes, priority is given to that possibility, if so requested. The possibilities for sharing of assets under Art. 25, para. 3 of the Convention can be discussed in every particular case with the requesting country as prescribed by the abovementioned provision of the Convention. For more detailed information, please see below the answer to the next question.
Croatia	This answer does not cover cooperation between the EU Member States in framework of judicial cooperation in criminal matters. In the Croatian Act on International Legal Assistance in Criminal Matters, there are no provisions on this matter, but other applicable domestic laws give priority to the compensation to the victims of the crime in comparison with pecuniary advantage. According to Croatian Criminal Code, article 77, If the injured party has been awarded a pecuniary claim which by its nature and contents corresponds to the acquired pecuniary advantage, only the part of pecuniary advantage exceeding the awarded pecuniary claim shall be confiscated. An important issue are requests where an exact amount of damages has not been established in the judgement related to criminal proceedings. When the amount of the damages is not established in criminal proceedings, Croatian competent authority could instruct requesting state to suggest to injured party/victim to initiate civil

	proceedings in requesting Party, and when a final decision is rendered, it could be recognized by the provisions which regulate mutual assistance in civil matters. That decision is then convenient for execution in Croatian legal system if other preconditions are met. In order to supplement already given answer to the question, here is relevant article from the Croatian Act on International Legal Assistance in Criminal Matters: “Article 29 (1) Articles or monetary gain which have been temporarily seized for security purposes may be delivered to a foreign judicial authority, upon its request, upon completion of the mutual legal assistance proceedings, for the purpose of seizure or return to an authorised person. (2) Articles and monetary gain referred to in paragraph 1 of this Article encompass: 1. articles used to commit the criminal offence, 2. products of the criminal offence or their counter-value, 3. gain resulting from the criminal offence or their counter-value, 4. presents and other gifts as an incentive and reward to commit a criminal offence or their counter-value. (3) Delivery may follow in any stage of foreign criminal proceedings, and it may only be executed based on a final and enforceable decision of a foreign judicial authority. (4) Articles or monetary gain may be permanently detained in the Republic of Croatia if: 1. the injured person is domiciled in the Republic of Croatia, and the objects have to be returned to that person, 2. state authority claims the right of the Republic of Croatia in such objects, 3. person not participating in the offence, whose claims have not been guaranteed through the requesting state, proves that he/she has acquired in good faith the right in such articles or monetary gain either in the Republic of Croatia or abroad, and the person is domiciled in the Republic of Croatia, 4. if the articles or monetary gain are necessary to carry out the criminal proceedings pending in the Republic of Croatia or to apply the seizure measure in the Republic of Croatia. (5) If an authorised person claims rights in the articles or monetary gain referred to in paragraph 4 of this Article, their delivery to the requesting state shall be postponed until resolution of the legal issues. Disputed articles or monetary gain may be delivered to an authorised person:
--	--

	1. if the requesting state consents, 2. if the state authority consents, in cases referred to in paragraph 4 point 2 of this Article, 3. if the domestic court has acknowledged authority to claim.” The Republic of Croatia does not have the required statistics. This provision of the Convention, as in fact hole Convention, following the provisions of the Constitution of Republic of Croatia on the validity of international treaties, after the ratification of the Convention, shall apply to all other Contracting Parties to the treaty of the Convention.
Cyprus	The AML/CFT law, the Prevention and Suppression of Money Laundering and Terrorist Financing Law, provides in Part IV – International Co-operation, in section 39(3) the following: <i>“where the foreign order concerns the confiscation of proceeds or property, the proceeds or property may, after the enforcement of the said order, be distributed among the competent authorities of the foreign country and the Republic of Cyprus.”</i> Furthermore, Part IVA of the same law, which deals with the enforcement of confiscation orders of EU Member States on the basis of the Council Framework Decision 2006/783/JHA, provides in section 43.H.A. (4) the following: <i>“(4) Money which has been obtained from the execution of a confiscation order shall be disposed of by the Republic as follows:</i> <i>(a) if the amount obtained from the execution of the confiscation order is below EUR10,000 or the equivalent to that amount in a different currency, the amount shall accrue to the Republic;</i> <i>(b) in all other cases, the Republic transfers to the issuing state 50% of the amount and the remaining balance is deposited to the state budget of the Republic.”</i> As a matter of practice however, when there are victims and the Cyprus Authorities are informed accordingly, by the issuing authority, then the Cyprus Authorities transfers the

	confiscated property to the competent authorities of the issuing country in order for the property to be returned to the victims, without sharing any of the assets confiscated. Unfortunately statistics are not available showing the number of cross border cases where the confiscated proceeds were returned to the requesting party so that it could give compensation to the victims of crime. Nevertheless, in a recent case in 2017, where a confiscation order, which was issued in the UK and was registered and enforced in Cyprus, the whole amount of the money confiscated was returned to the UK so as to be paid as compensation to the victims of crime. As we were informed by the UK Authorities, in that case there were identified victims and there was a request for the whole of confiscated amount to be returned to the requesting country so as to compensate the victims, thus the Cypriot Authorities gave priority consideration to this request of returning the whole of the confiscated property. Also, in another case in 2017, following a cross border case in investment fraud in the USA, money traced in Cyprus, the whole amount confiscated in Cyprus as a result of the investment fraud was used for the compensation of the victims in the USA.
Denmark	Under section 807d (1) and (2) of the Administration of Justice Act, the court may give priority consideration to returning the confiscated property to the requesting Party so it can give compensation to the victims of the crime or return such property to their legitimate owners. The confiscated property is first used to fulfil the injured party's claim for compensation, then the cost of proceedings, then a claim for confiscation pursuant to section 75 (1), 76a (5) and 77a of the Danish Criminal Code, and then fines. The court may exceptionally determine a different order for enforcement.
Estonia	The international cooperation in the criminal proceedings is regulated in the Code of Criminal Procedure (CCP), in particular in the chapter 19 of the CCP Full text of the CCP in English is available here: https://www.riigiteataja.ee/en/eli/504042023004/consolide The CCP § 487 subsection 2 states that unless the parties have agreed otherwise, any confiscated property is entered in the revenue account of the Estonian state. This means that the parties can always make agreements on asset sharing and that the

	allocation of confiscated assets can differ from the general rule based on the international instruments. The § 3 of the Constitution of Estonia states that generally recognised principles and rules of international law are an inseparable part of the Estonian legal system. Full text of the Constitution of the Republic of Estonia is available here: https://www.riigiteataja.ee/en/eli/530122020003/consolide The point 2 of the § 2 of the CCP states that the sources of the law of criminal procedure include generally recognised principles and rules of international law as well as international treaties binding for Estonia. All these provisions in conjunction enable the CEST 198 to have effect on the Estonian authorities in the future, when it comes to the sharing of assets with the victims abroad. Currently there are multiple other international frameworks applicable in Estonia. Please see the following answer for further information. (3) Are there agreements or arrangements in place giving special consideration to sharing confiscated property with other Parties, on a regular or case-by-case basis? Confiscated property can be shared with other EU countries based on EU Regulation 2018/1805. Estonia has signed bilateral agreements on mutual assistance in criminal matters with United States, Ukraine, China and Russian Federation, that can be used for asset sharing. In addition, the OPG sharing of assets can be agreed based on Article 14 of the United Nations Convention Against Transnational Organized Crime and Article 57 of the United Nations Convention Against Corruption. The cooperation on this field with Ireland and Denmark is based on the Framework decision FD 2003/577/JHA.
France	Le sort des <u>biens confisqués</u> en exécution d'une décision étrangère est réglé par les dispositions de l'article 713-40 du code de procédure pénale. Cette dernière disposition pose le principe selon lequel l'exécution d'une décision de confiscation étrangère entraîne transfert à l'Etat français de la propriété des biens confisqués, sauf s'il en est convenu autrement avec l'Etat requérant. La loi n°2012-409 du 27 mars 2012 a précisé que les sommes d'argent et le produit de la vente des biens confisqués, déduction faite des frais d'exécution, sont dévolus à l'Etat français lorsque ce montant est inférieur à 10.000 € et dévolus pour moitié à l'Etat français et pour moitié à l'Etat requérant dans les autres cas. Les dispositions du code de procédure pénale n'ont cependant vocation à s'appliquer qu'en l'absence d'accord de partage entre la France et l'Etat requérant.

Un tel partage est privilégié par la France s'il existe des victimes à indemniser ou si une restitution de biens à leurs propriétaires est envisagée.

Article 713-40

L'exécution sur le territoire de la République d'une décision de confiscation émanant d'une juridiction étrangère entraîne transfert à l'Etat français de la propriété des biens confisqués, sauf s'il en est convenu autrement avec l'Etat requérant.

Les biens ainsi confisqués peuvent être vendus selon les dispositions du code du domaine de l'Etat.

Les frais d'exécution de la décision de confiscation sont imputés sur le total des montants recouvrés.

Les sommes d'argent recouvrées et le produit de la vente des biens confisqués, déduction faite des frais d'exécution, sont dévolus à l'Etat français lorsque ce montant est inférieur à 10 000 € et dévolus pour moitié à l'Etat français et pour moitié à l'Etat requérant dans les autres cas.

Si la décision étrangère prévoit la confiscation en valeur, la décision autorisant son exécution rend l'Etat français créancier de l'obligation de payer la somme d'argent correspondante. A défaut de paiement, l'Etat fait recouvrer sa créance sur tout bien disponible à cette fin. Le montant recouvré, déduction faite de tous les frais, est partagé selon les règles prévues au présent article.

S'agissant de la préservation des droits des victimes, il est possible de mentionner l'article 131-21 alinéa 3 du code de procédure pénale qui permet d'envisager de réaliser des saisies aux fins de restitution à la victime en l'absence de toute confiscation. Une saisie peut être faite dans une optique de confiscation, mais également, en droit français, dans une optique de restitution aux victimes, voire d'indemnisation depuis l'édiction de l'article 706-164 du code de procédure pénale.

Article 131-21 alinéa 3

« Elle (la confiscation) porte également sur tous les biens qui sont l'objet ou le produit direct ou indirect de l'infraction, à l'exception des biens susceptibles de restitution à la victime ».

Il est également possible d'ajouter aussi qu'il existe un texte au niveau du Conseil de l'Europe qui le prévoit d'ailleurs : l'article 12 du Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 8 novembre 2001.

Deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale

	<u>Strasbourg, 8.XI.2001</u> <u>Article 12 – Restitution</u> « 1 <i>La Partie requise peut, sur demande de la Partie requérante et sans préjudice des droits des tiers de bonne foi, mettre des objets obtenus par des moyens illicites à la disposition de la Partie requérante en vue de leur restitution à leur propriétaire légitime.</i> 2 <i>Dans le cadre de l'application des articles 3 et 6 de la Convention, la Partie requise peut renoncer, soit avant, soit après leur remise à la Partie requérante, au renvoi des objets qui ont été remis à la Partie requérante si cela peut favoriser la restitution de ces objets à leur propriétaire légitime. Les droits des tiers de bonne foi ne sont pas affectés.</i> 3 <i>Au cas où la Partie requise renonce au renvoi des objets avant leur remise à la Partie requérante, elle ne fait valoir aucun droit de gage ni aucun autre droit de recours découlant de la législation fiscale ou douanière sur ces objets.</i> 4 <i>Une renonciation conformément au paragraphe 2 n'affecte pas le droit de la Partie requise de percevoir auprès du propriétaire légitime des taxes ou droits de douane. »</i> Comment 1 : Il me semble que de tels développements ne figuraient pas dans notre réponse apportée au MEAE. Il faudrait demander au MEAE le document qu'ils ont communiqué pour vérifier ce qui était indiqué. Comment 2 : En réalité, le tableau fourni dans la réponse de la France correspond aux situations dans lesquelles des sommes confisquées ont été partagées entre la France et un autre pays plutôt dans la logique de l'article 25-2 de la convention. L'Agrasc signale 10 partages intervenus depuis sa création en 2010. <i>Note of the Secretariat : see table in country's response under Article 25(3).</i>
Georgia	According to Article 7 of the law on Normative Acts of Georgia, international treaties binding for Georgia are part of the Georgian legislation. According to this regulation authorities are obliged to take into consideration and execute the rules stipulated <i>inter alia</i> by the Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceeds from Crime and on the Financing of Terrorism (CETS no. 198) Until now, there has been no practice of confiscating property based on the request of the foreign country. With regard to Article 25 of the Convention of the Council of Europe, the content of this article is adapted in the Article 52 of the Law of Georgia on International Cooperation in the Criminal Law (21 July 2010). In particular, the procedure for execution of a judgment of a foreign state court on the territory of Georgia related to deprivation of property and the property deprived in accordance with the procedure prescribed by this

	article may, in case of demand, be transferred to a foreign state, if it has a special interest in this property.
Germany	Article 25 of the Convention is reflected in German law. When property is confiscated, the interests of the injured party in the return of the items acquired by the offenders or participants, or relevant compensation, are taken into account. Assets that have been secured within the scope of confiscation as a general rule flow to the respectively competent Land justice treasury (section 56 (4) IRG, section 75 StGB). Pursuant to section 57 (1) IRG, these assets are administered by the competent public prosecutor's office as the enforcing authority under section 50, second sentence IRG. The recommendation contained in Article 25 (2) of the Convention, which provides for the return of the confiscated property for the purpose of compensating the victims, is taken up by section 56 (a) IRG. Under the preconditions enumerated there, upon application compensation will be granted to those persons who were injured by the criminal offence which underlies the foreign decision on confiscation. The claims for compensation on the part of these injured persons are paid by public funds in return for the assignment of their claims pursuant to section 56a (1), second sentence IRG. The competent enforcement authority decides on the claims pursuant to section 56a (4), first sentence IRG as equitable compensation. Section 56a (3) IRG provides that the amount of compensation is limited by the remaining revenue accruing to German public funds from the enforcement of the confiscation order. To the extent that rights of third parties continue to exist pursuant to section 75 (2), first sentence StGB, compensation is excluded pursuant to section 56a (2) IRG. As is the case when domestic assets are confiscated, the suspect is informed of his rights and, if appropriate, the possibility of review in the civil courts (section 56a (5) IRG). To secure the rights of third parties and in view of the time limit contained in section 56a (4), second sentence IRG, the enforcement authority must, pursuant to section 57 (7) IRG, inform those persons of their rights under section 56a IRG who might have a claim for damages against the convicted person arising from the offence on which the order was based. Unfortunately we are not able to provide you with statistics or case examples which support or demonstrate our implementation of Article 25(2) and (3) CETS no. 198. The German responsible authorities do not collect or store statistical data concerning the cases related to these provisions.
Greece	According to art. 373 of the Greek Code of Criminal Procedure (CCP), seized items and monies are as a rule returned to their rightful owners. This provision, in combination with the general mutual legal assistance provisions of the CCP and art. 25 par. 2 of the CETS No. 198 (which claims direct application) are interpreted to mean

	that the Greek judicial authorities deciding on the execution of a confiscation request made by another Party in accordance with Articles 23 and 24 of this Convention, shall give priority consideration to returning the confiscated property to the requesting Party so that it can give compensation to the victims of the crime or return such property to their legitimate owners. The recovery of funds related to any assets and proceeds derived from criminal activities takes place in the context of judicial assistance, following the prescribed procedure, through the Ministry of Justice, Transparency and Human Rights. Moreover, with respect to confiscation requests originating from EU Member States, art. 27 L. 4478/2017, which incorporates art. 16 of Framework-Decision 2006/783/ΔΕΥ on the application of the principle of mutual recognition to confiscation orders, regulates the disposal of confiscated assets and provides that – unless otherwise agreed between the public prosecutor of the Court of Appeal (who is the competent authority for the execution of the confiscation order) and the authorities of the requesting State – money which has been obtained from the execution of the confiscation order shall be disposed of as follows: (a if the amount is below EUR 10.000 it shall accrue to the Greek State, in accordance) with the provisions of art. 552A CCP. (b If it exceeds EUR 10.000, 50% of the amount shall accrue to the Greek State and) the rest shall be transferred to the requesting State. Non-monetary assets, are either accrued to the Greek State based on art. 552A CCP, sold in accordance with the provisions of the Customs Code, and then disposed of in accordance with the above rules governing the disposal of monetary assets, or they are transferred to the requesting State unless they are items belonging the Greek cultural heritage. The decision on how to dispose non-monetary assets is taken by the competent prosecutor of the Court of Appeal. Article 25(2) as ratified, is henceforth part of domestic law and claims direct application, in combination with the general provisions of the CCP. Accordingly, Greek law should be considered to provide for the possibility of asset sharing with third parties not only for the return of property to the rightful owners, but also for the purpose of compensation of the victims of crime, given that this is permitted by domestic law. Indeed, Article 76 of the Penal Code on confiscation, as modified by Law 4478/2017, provides explicitly (par. 7) for the possibility that confiscated assets are used “for the public interest or for social purposes or for the satisfaction of the victim”. The ratification of the Convention is very recent, so it is as yet impossible to speak of statistics or case examples regarding the implementation of Art. 25(2/3). Greece proposes to be included among the group of States parties whose authorities are in the position to negotiate agreements aimed at the sharing of confiscated property, instead of the group of States parties which “mentioned no legal provisions were adopted related to Article 25(3)”. Indeed, nothing of the sort was mentioned, nor was there a question relating to the possibility of negotiating the above agreements. There is reference in our replies of the fact that recovery of funds related to any assets and proceeds derived from criminal activities takes place in the context of judicial
--	--

	assistance, following the prescribed procedure of the Code of Criminal Procedure and the international instruments which are valid in this regard. This leaves a large margin of appreciation to the authorities responsible for the execution of the relevant requests, in adherence to the spirit of the international conventions and the principle of reciprocity. In addition, there is reference in our replies of the EU framework on asset sharing, which has been incorporated in Greek legislation and provides sufficient basis for asset sharing within the EU. In view of the above, and to the extent that the EU framework is considered as an arrangement in the context of art. 25(3), we also propose that Greece is removed from the group of 12 States which “replied that they had no arrangements or agreements in place concerning the matter and on the basis of the Convention”. Further to the above, we also propose that corresponding amendments are made in the text concerning art. 25(3) in p. 18, as well as the Recommendation in p. 19, taking into account the possibility of negotiating agreements and arrangements and the EU framework in place. This been said, we fully agree on the need to adopt practical measures to familiarise judges and the prosecution service with the procedures for application of both art. 25(2) and 25(3).
Hungary	<u>Ministry of Justice:</u> Articles 72 (6), 75 (3) of CC: the ownership of a confiscated object or the assets forfeited shall be transferred to the state, Articles 320-321 of Act CCXL of 2013: sharing, delivery, sale and destruction of the confiscated object, Articles 60/B-60/E of Act XXXVIII of 1996: legal assistance on the execution of confiscation or forfeiture of assets, Articles 112-119/E, 142-146 of Act CLXXX of 2012: legal assistance on the execution of the confiscation or forfeiture of assets with the Member States of the European Union, Articles 210/C-210/G of the Act LIII of 1994 on judicial enforcement: Hungarian authorities can give priority consideration to returning the forfeited assets to the requesting Party so that it can give compensation to the victims of the criminal offence or return such assets to their legitimate owners, in accordance with Articles 23 and 24 of the Warsaw Convention. <u>National Office for the Judiciary:</u> Articles 46, 60/B-60/C of Act XXXVIII of 1996: possibility of returning the confiscated property to other Contracting Party, Articles 71/E-71/F and Part VI of Act CLXXX of 2012: possibility of returning the confiscated property regard to the Member States of the European Union. The possibility of considering primary execution is within the scope of judicial assessment.

Prosecutor General's Office:

Yes, our domestic laws absolutely prioritize victim compensation, and judicial practice is following that principle in international cases as well.

Speaking of confiscation and victim compensation, we have a dualist legal system regarding the purpose of asset recovery. Recovered proceeds shall either be used for compensation OR shall be confiscated, but these two measures are excluding each other. In cases, where proceeds are deriving from "victim-crimes" such as fraud, extortion, card skimming, etc., the secured (seized or frozen) assets are given back to the victims as compensation. If the proceeds of crime are not stolen assets, but illegally used, generated property of the offenders like drug trafficking, firearm trafficking, crimes of corruption etc., they shall be confiscated, as there was no civil party to suffer pecuniary injury in course of the commission.

As we had learned, in other jurisdictions (like common law countries) the proceeds of crime might be confiscated before victim compensation, so compensation and confiscation will not exclude each other. We do take this experience into consideration in our everyday practice, and the Prosecutor General's Office had also issued an internal guideline on how these common law in rem, NCBC (non-conviction based confiscation) orders should be treated and executed.

The duality of our system is clearly shown in Article 74/5 of our Criminal Code that states out: "confiscation of property may not be ordered in connection with assets reserved to cover any civil claim awarded during the criminal proceedings".

To briefly summarize how we approach compensation in international victim-crime cases, we apply seizure as a coercive measure to transfer the secured proceeds into the requesting country, instead of recognizing a foreign confiscation judgement / order. This solution – as best practice in Hungary - provides a fast-track, easy and effective solution for compensating victims in the other country, instead of a lengthy and difficult process of asset sharing. Seizure orders might as well issued by the prosecutor or even the investigating authority, so there is no need for obtaining court orders in these cases. Basically, we perform the exact same procedural actions as if we were acting in a domestic case.

In non-victim crime cases, we are still able to recognize confiscation orders as they are, and confiscate proceeds on the basis of an MLA submitted by another country. Inside the EU, the asset sharing mechanism is really simple, as Hungary had had implemented FWD nr 2006/783/JHA, so asset sharing issues should be dealt with accordingly. Outside the EU, we – so far, to my personal knowledge – had yet to have any asset sharing procedures, so we do not have any substantial practical knowledge on possible difficulties.

In a recently finished repatriation process, a non-EU country was carrying out an investigation in a fraud case. According to the basic facts, the perpetrators has created an internet based investment program, promising extremely high rates of return despite

	of minimal risk to funds. The investors were instructed to wire money into various accounts held by a network of companies located around the world, which had been created for the mere purpose of clouding the money trail and disguise the destination of transfers (that is to say: for money laundering). One of these companies was located in a neighbouring country, and had a bank account in Hungary, with more than 5.000 incoming wire transfers, crediting a total balance of more than 8 million Euros. The foreign jurisdiction dealing with the predicate crime to the laundering offence had submitted an MLA to Hungary firstly for seizing, and later on for confiscating and repatriating the proceeds deriving from fraud in order to compensate the victims. As explained in the previous questionnaire, Hungary executed the second request by repatriating all of the seized money to the requesting judicial authority by a wire transfer, yet without confiscating the proceeds and – thus – also without the need to contract an asset sharing agreement.
Italy	A. The transfer of confiscated assets to a foreign State is provided for by Arts. 740, par. 2, 740 bis and 740 ter of the Italian Code of Criminal Procedure (Special provisions for executing confiscation orders have been adopted in order to implement the Framework Decision 2006/783/JHA on the enforcement of the principle of mutual recognition of confiscation orders (Legislative decree n. 137 of August 7th 2015)., that are worded as follows: Article 740 - Enforcement of financial penalties and transfer of confiscated objects 1. The sum obtained from the enforcement of a financial penalty shall be paid to the penalty fund. Instead it shall be paid to the sentencing State, at request, when this latter State would do that under same under the same circumstances. 2. The confiscated properties shall be transferred to the State. Instead they shall be transferred to the State where the recognition judgment has been rendered, at request, when the latter State would transfer the properties to the Italian State under the same circumstances. Article 740-bis - Transfer to a foreign State of confiscated properties 1. In the cases provided for by international agreements in force in the State, properties confiscated with a final judgment or another irrevocable order shall be transferred to the foreign State where the confiscation order was issued or adopted. 2. The transfer under paragraph 1 shall be ordered when the following requirements are met: a) The foreign State made an explicit request; b) The judgment or the order under paragraph 1, were recognized in the State under Articles 731, 733 and 734 (See the Appendix, where also other relevant provisions on recognition of confiscation orders are set out.). Article 740-ter - Transfer order

	1. The Court of Appeal, when deciding recognition of a foreign judgment or a confiscation order, shall order that confiscated properties under Article 740-bis be transferred. 2. A copy of this order shall be immediately sent to the Minister of Justice, who shall agree on the transfer procedure with the requesting State. B. The principle set out in Article 25(2) of the Convention is the international legal basis for applying Article 740-bis and Article 740-ter. C. It's worth noting that, pursuant to these legal provisions, Italy transferred to other States the full amount of confiscated sums or assets in view of compensation for damage of injured parties even before the ratification of the Convention. See the following examples. 1. Following recognition of a conviction judgment rendered on 16.06.2014 by the Criminal Court of Assizes of Lugano against an Italian citizen for the offence of misappropriation, the Italian judicial authority ordered, as partial compensation for damage of the injured parties, the transfer to the Swiss Confederation of the funds and sums previously seized by the Italian authorities in view of the execution of a letter of requests submitted beforehand. In this case, the provisions applied of Article VIII of the bilateral Agreement between Switzerland and Italy of September 10th 1998, additional to the European Convention of mutual assistance, whose par. 1 expressly provide for the possibility to transfer to the requesting State "also the assets deriving from an offence and the product of their transfer which could be object of a seizure according to the law of the requested State", and this "especially with the purpose of their return to the injured party or their confiscation". 2. In a case of fraud, the Court of Appeal of Trieste transferred to the U.S. the whole amount of sums confiscated in Italy with commitment to transfer them to the injured party, on the basis of the Treaty of mutual assistance in the criminal matters between Italy and the USA undersigned on September 11th 1982, as supplemented by the provisions of the Agreement U.S.A.- E.U., included in the legal Instrument undersigned on 3rd May 2006. In particular, Article 18, par. 2 of the Treaty, when assuming that "Proceeds or property forfeited to a Contracting Party pursuant to this Article shall be disposed of by that Party according to its domestic law and administrative procedures. Either State may transfer all or part of such proceeds or property, or the proceeds of its sale, to the other State, to the extent permitted by their respective laws, upon such terms as they may agree". 3. With a judgement of February 28th 2013, the Court of Appeal of Genoa ordered that the final judgement rendered on February 12th 2008 by the Criminal Court of Assizes of Lugano (CH) against an Italian citizen for the offence of corporate fraud be recognized. The latter was sentenced to 3 years 6 months' imprisonment, "with confiscation and transfer to the injured party" of a real estate located in Italy. The Court in addition to recognition, ordered Land Registry to register the transfer of ownership of the real estate units in favour of the victim. It is worth noticing that the Italian law system does not provide for the legal instrument named "Allowances to the injured party", which on the
--	--

	contrary is provided for by the Swiss legislation (Article 73 of the Criminal Code). At this regard, in the judgement where the appeal of the defendant was rejected (Sez. VI, 01/10 – November 18th 2013, n. 46201, Mosconi), the Court of Cassation excluded that the fundamental principles of our legislation are in conflict with an instrument based on loss of ownership of an asset belonging to the convicted person and its concomitant assignation to the injured party in view of his/her compensation. The Court indeed underlined that such a mechanism is “quite homogenous” with our conservative seizure, that aims at ensuring the subsequent sale of the asset in view of assigning the proceeds to the injured party as compensation. D. It's also worth noting that the protection of the rights of “legitimate owners”, although not “victim” of the offence and provided that they are not involved in the commission of the offence, is a general principle of our national legal system as well. Indeed, legitimate owners can obtain the return of confiscated assets even after the order of confiscation is final. In this regards, on one side, our national legislation does not make any distinction between domestic and foreign owner, on the other side the protection of the latter is a logic consequence of international relations based on reciprocity.
Isle of Man	The IOM would share and return assets on a case-by-case basis guided by the facts of the individual case, the existence of any bilateral agreement on sharing and return, and any obligations under international law, e.g. the UN Convention against Corruption. Section 222(4) and (5) of our proceeds of Crime Act 2008 provide that: “(4) <i>The Treasury may enter into asset sharing agreements on behalf of the Island.</i> (5) “...<i>the Treasury may transfer (upon such terms and conditions as the Treasury determines) the whole or any part of a sum of money representing anything recovered, confiscated or forfeited under this Act... to authorities in any other country or territory which participated directly or indirectly in the recovery, confiscation or forfeiture if such transfer is authorised in an asset sharing agreement.</i>” On the 2nd July 2024 the Isle of Man's Attorney General published a “Proceeds of Crime Asset Sharing and Repatriation Policy which can be seen at https://www.gov.im/media/1384692/asset-sharing-policy.pdf In our Fifth Round Mutual Evaluation report conducted by MONEYVAL, which can be seen at https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/fsrb-mer/Mutual-Evalutaion-Isle-of-Man.pdf.coredownload.inline.pdf the IoM was rated fully compliant against FATF Recommendation criterion 38.4 and it was reported- “488. <i>Criterion 38.4 (Met) – The IoM is able to share confiscated property under sec. 222(4) of POCA 2008. Asset sharing is dealt with under this provision on a case by case basis, with factors such as the extent and complexity of the assistance provided taken into account with priority given to any victims' losses.</i>” The Policy referred to above includes the following: 7 Priority Issues a) <i>When considering whether to enter into an asset sharing agreement and/or to repatriate recovered funds, priority will be given to repatriation of all available recovered assets to the requesting jurisdiction in cases:</i> i) <i>Involving offences of corruption and embezzlement of public funds; or</i>

	ii) <i>Where there are identifiable victims of the crimes of which the recovered assets represent the proceeds.</i> b) <i>This will not preclude the deduction of reasonable expenses (in accordance with paragraph 5 above).</i> Paragraph 5 of the Policy provides for requesting jurisdictions to make representations as to reasonable expenses. In one case of international cooperation, the entire amount of criminal proceeds recovered was returned to the requesting jurisdiction on the basis that the court there had made a detailed restitution order, identifying victims who had suffered losses because of the criminal enterprise. Because the litigation in the matter had been complex, with the defendant challenging the enforcement of the restitution order in the IOM at each stage, the requesting jurisdiction made a voluntary contribution to the IOM's costs in its ultimately successful pursuit of the asset recovery.
Jersey	Criminal assets can be restrained, and subsequently confiscated, as a result of requests from foreign jurisdictions under two legislative regimes. There is a conviction based regime set out in the <u>Proceeds of Crime (Enforcement of Confiscation and Instrumentalities Forfeiture Orders) (Jersey) Regulations 2008</u> which restrains assets by way of a <i>Saisie Judiciaire</i> (restraint order) and confiscated by way of registration of an external Confiscation Order (CO). Article 24 establishes a Criminal Offences Confiscation Fund into which confiscated assets are paid, and Article 24(4)(b) provides that monies in the COCF may be applied to discharging Jersey's obligations under asset sharing agreements (meaning any agreement or arrangement made by or on behalf of Jersey with a country or territory outside Jersey for the sharing of the proceeds of criminal conduct or instrumentalities or property of equal value to the instrumentalities that, as a result of mutual assistance, have been confiscated or forfeited either in Jersey or elsewhere (Article 24(8)). The non-conviction based regime is set out under the <u>Civil Asset Recovery (International Co-operation) (Jersey) Law 2007</u>, which restrains assets by way of a Property Restraint Order (PRO) and confiscates by way of registration of a Civil Asset Recovery Order. Article 11 establishes a Civil Asset recovery fund which receives monies realised under the Law. Article 11(6)(a) provides that monies from the funds shall be applied to discharging Jersey's obligations under asset sharing agreements (meaning any agreement or arrangement made by or on behalf of Jersey with a country or territory outside Jersey for the sharing of the proceeds of unlawful conduct that, as a result of mutual assistance in proceedings (other than criminal proceedings), have been confiscated or forfeited either in Jersey or elsewhere (Article 11(9)), Assets of over £3.2 million and US\$320 million have been shared with other jurisdictions as a result of mutual legal assistance requests. In accordance with Treaty obligations Jersey prioritises returning confiscated assets to the requesting jurisdictions where it is to be returned to victims. The two overarching asset share arrangements that govern shares with the US and UK (referred to further out in Section 3 below) provide that where there are victims, consideration of those rights takes precedence (Art 5(5) of ASA with US; paragraph 16 of the MOU with the UK (both can be found at: International mutual legal assistance (Law Officers' Department)). The principles set out in these reflect Jersey's approach to asset sharing more generally. For example, on 3 February 2020 the Government of Jersey, the Federal Republic of Nigeria and the Government of the United States of America entered into an Asset Recovery Agreement to repatriate more than US\$300 million of forfeited assets to Nigeria. https://www.gov.je/news/2020/pages/repatriationagreementnigeria.aspx

Case Study- Sharing/repatriating assets: Abacha Case - Nigeria

On Monday, 3 February 2020, the Government of Jersey, the Federal Republic of Nigeria and the Government of the United States of America entered into an Asset Recovery Agreement to repatriate more than US\$308 million of forfeited assets from Nigeria.

The funds were laundered through the U.S. banking system and then held in bank accounts in Jersey in the name of Doraville Properties Corporation, a British Virgin Islands company, and in the name of the son of the former Head of State of Nigeria General Sani Abacha. In 2014 a U.S. Federal Court in Washington D.C. forfeited the money as property involved in the illicit laundering of the proceeds of corruption arising in Nigeria during the period from 1993 to 1998 when General Abacha was Head of State.

This case is a result of extensive co-operation between the Jersey authorities, the Money Laundering and Asset Recovery Section of the U.S. Department of Justice, the Federal Bureau of Investigation, and the Federal Republic of Nigeria, with crucial assistance from other governments around the world.

At the time the case was filed as part of the U.S. Department of Justice's Kleptocracy Asset Recovery Initiative in 2013, it was the largest U.S. kleptocracy forfeiture action ever commenced. In 2014 the Attorney General of Jersey applied for, and was granted, a Property Restraint Order over the Jersey bank account balance of Doraville. This was challenged unsuccessfully in the Royal Court of Jersey and Court of Appeal, and an application for permission to appeal to the Privy Council by Doraville was refused. France and the United Kingdom restrained additional funds at U.S. request.

The funds in Jersey (**\$308,000,000.00**) were forfeited in a 2014 judgement entered by the US District Court for the District of Columbia, which became final in 2018 following the end of the appeals process. The Royal Court of Jersey registered and enforced the US judgement in 2019.

General Abacha and his associates stole and laundered many hundreds of millions of dollars of public money during his military regime. The monies were laundered by his family, including his sons Ibrahim and Mohammed, and a number of close associates. The laundering operation extended to the United States and European jurisdictions including the United Kingdom, France, Germany, Switzerland, Lichtenstein and Luxembourg.

Latvia	Pursuant to Section 357(1) of the Criminal Procedure Law property shall be returned, on the basis of ownership, to the owner or lawful possessor thereof by a decision of a person directing the proceedings or court after storage of such property is no longer necessary for the achievement of the purpose of criminal proceedings. Action with property which is not removed by its owner or lawful possessor shall take place in accordance with the same procedures as action with property for which an attachment has been revoked. It should be noted that this regulation applies on domestic and foreign cases and it does not matter if the legitimate owner is a Latvian citizen or a foreign citizen. Section 357 "Returning of Criminally Acquired Property" of the Criminal Procedure Law: (1) Property shall be returned, on the basis of ownership, to the owner or lawful possessor thereof by a decision of the person directing the proceedings or court after storage of such property is no longer necessary for the achievement of the purpose of criminal proceedings. Action with property which is not removed by its owner or lawful possessor shall take place in accordance with the same procedures as action with property for which an attachment has been revoked. (2) Property, the circulation of which is prohibited by law and which, as a result of such prohibition, is located in the possession of a person illegally, shall not be returned to such possessor, but rather transferred to the relevant State authority, with a decision of the person directing the proceedings, or to a legal person that is entitled to obtain and use such property. (3) Property the origin of which is the State resources used for disclosure of a criminal offence shall be returned to the legal possessor or recovered for the benefit of him or her. If such property is alienated, destroyed, concealed or disguised and it is not possible to return it, other property may be subjected for such recovering in the value of the property to be returned. (4) If a criminally acquired property - immovable property - is returned, on the basis of ownership, to the owner or lawful possessor, lease or rental contracts of the residential premises entered into after committing of criminal offence shall not be in force. In regard to possibilities returning the confiscated property to the requesting Party so it can give compensation to the victims of the crime or return such property to their legitimate owners Section 792 of the Criminal Procedure Law stipulates conditions in respect of the division of money or property acquired as a result of a confiscation of property with foreign states. Section 792 "Conditions in Respect of the Division of Money or Property Acquired as a Result of a Confiscation of Property with Foreign States" of the Criminal Procedure Law: (1) A request regarding the division of money or property acquired as a result of a confiscation of property shall be decided by the Ministry of Justice in each particular case. (2) In examining a request regarding division of money acquired as a result of a confiscation of property, the amount of money acquired, the harm caused by a criminal offence and location of victims shall be taken into account. (3) If the money obtained as a result of confiscation of property does not exceed EUR 10 000 (recalculating according to the currency exchange rate used in accounting, which was in effect on the day of the announcement of the ruling on the confiscation of property), the Ministry of Justice shall take a decision to refuse to transfer the money to a foreign state. If the money obtained as a result of confiscation of property exceeds EUR 10 000 (recalculating according to the currency exchange rate used in accounting, which was in effect on the day of the announcement of the ruling on the confiscation of
--------	--

	property), the Ministry of Justice, upon consulting with a foreign state, shall take a decision to transfer to the foreign state not more than half of the money or the amounts specified in a request of the foreign state. (4) The Ministry of Justice, upon consulting with a foreign state, may take a decision on different division of the money, which has not been referred to in Paragraph three of this Section and which does not harm the financial interests of Latvia. The conditions of Paragraph two of this Section shall be taken into account in consultations. (5) Upon request of a foreign state the Ministry of Justice may take a decision to return the property acquired as a result of a confiscation of property to the foreign state. (6) The Ministry of Justice shall refuse a request regarding the division of money or property acquired as a result of a confiscation of property, if the request is received after one year from the day of sending of a notification regarding the execution of the ruling on the confiscation of property. (7) The Cabinet shall determine the procedures by which money or property acquired as a result of a confiscation of property shall be divided with foreign states and the procedures by which money shall be transferred, as well as the criteria for the division of money or property. Compensation to the victims is possible only after receiving a judgment according to which the person is recognized as a victim. Exclusion of this rule is applied in proceedings regarding criminally acquired property. These are special provisions that are in place to give the criminally acquired property back to the victims, if the victim can be determined. In regard to the requested case examples on implementation of Article 25(2) please see the reply provided by the Ministry of Justice in regarding to the implementation of Article 25(3) as it contains two examples of returning of confiscated assets to the requested Party.
Lithuania	The returning of the confiscated property to the requesting Party so it can give compensation to the victims of the crime or return such property to their legitimate owners is foreseen in Article 94 (5) of the Criminal Code of the Republic of Lithuania. Article 94. Measures Taken with Regard to the Tangible Objects Relevant for Investigation of a Criminal Act and the Trial in the Event of Termination of Proceedings and Rendering a Judgement 1. When making a judgement, or terminating the proceedings the issue of tangible objects relevant for the investigation of a criminal act and the trial should be solved in the following way: 1) property specified in Articles 72 and 723 of the Criminal Code of the Republic of Lithuania shall be confiscated; 2) items the circulation of which is prohibited are transferred to state institutions or destroyed; 3) documents having characteristics indicated in Article 91 of this Code shall be preserved as the material of investigation of a criminal act or shall be transferred to the interested enterprises, agencies, organisations or natural persons at their request; the data storage devices containing data acquired further to the rules set in the article 160 of this Code when conducting secret surveillance shall be returned to the pre-trial investigation institutions, which filled in the covering documents, without their request;

	4) tangible objects having no value which cannot be utilised shall be destroyed, or when the interested enterprises, agencies, organisations or natural persons so request may be given over to them. 5) other objects shall be returned to the rightful owners, in case the latter are not established, then shall become a national property. The arguments arising from the ownership of these objects shall be solved according to the civil procedure. 2. The decisions referred to in paragraph 1 of this Article shall be taken during the pre-trial investigation by the prosecutor or the pre-trial investigation judge terminating the pre-trial investigation, and at later stages of the proceedings by the court hearing the case. 3. If the issue of confiscation of property specified in Article 72 or 723 of the Criminal Code of the Republic of Lithuania is to be resolved upon termination of the pre-trial investigation, the pre-trial investigation shall be terminated by a decision of the pre-trial judge confirming the prosecutor's decision to terminate the pre-trial investigation. In the case of confiscation of property or confiscation of extended property, a hearing shall be held to which the prosecutor, the person against whom the confiscation order has been issued, the representative of this person shall be invited. Other persons may be invited to the hearing by the decision of the pre-trial investigation judge. The participation of the prosecutor and the representative of the person against whom the confiscation order has been issued is mandatory for such a hearing. The decision of the pre-trial investigation judge may be appealed in accordance with the procedure established in Part X of this Code. 4. The court which has made the decision referred to in Paragraph 3 of this Article may transfer it for enforcement in accordance with the procedure established by the Law of the Republic of Lithuania confiscation order may have income or property for the competent authority. 5. On the grounds and in accordance with the procedure provided for in an international agreement of the Republic of Lithuania, when there is a request of a foreign state institution, a court may decide that after the judgment has taken effect, objects and values acquired by criminal means may be transferred to a foreign state institution for return to its rightful owners, if they are identified and if it does not prejudice the legitimate interests of others. Items whose circulation is prohibited shall not be transferred to a foreign state institution.
Malta	Article 23(4) of the Criminal Code allows for the restitution to its rightful owner of articles obtained by criminal means, following a foreign request for the return of such an article. The said provision reads: (4) Notwithstanding the provisions of subarticles (1) to (3), where the Attorney General communicates to a magistrate a request by a foreign authority for the return of an article obtained by criminal means for purposes of restitution to its rightful owner, the court may after hearing the parties and if it deems it proper so to act after taking into consideration all the circumstances of the case, order that the forfeiture of any such article shall not take place and that the article shall be returned to the requesting foreign authority.
Monaco	(2) Lorsque vos autorités agissent à la demande d'une autre Partie en application des articles 23 et 24 de la STCE n°198, dans la mesure où votre droit interne le leur permet et si la demande leur en est faite, envisagent-elles à titre prioritaire de restituer les biens

	confisqués à la Partie requérante, afin que cette dernière puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leur propriétaire légitime ? <i>Réponse</i> Lorsque la demande leur en est faite par l'autorité requérante, les autorités judiciaires monégasques acceptent la restitution en intégralité des biens confisqués à la Partie requérante, afin que cette dernière puisse indemniser les victimes de l'infraction ou restituer ces biens à leur propriétaire légitime Aux termes de l'article 8 de l'Ordonnance n° 15.457 du 9 août 2002, relative à la coopération internationale en matière de saisie et de confiscation dans le cadre de la lutte contre le blanchiment, <i>"la décision autorisant l'exécution de la décision étrangère entraîne transfert à l'État monégasque de la propriété du bien confisqué, sauf s'il en est convenu autrement avec l'État requérant".</i> Ainsi, si la confiscation des biens, entraîne en principe, le transfert de la propriété du bien confisqué à l'Etat monégasque, les autorités monégasques concluent systématiquement avec l'Etat requérant un accord de partage en vue d'y rapatrier la majorité des fonds confisqués. De plus les autorités monégasques sont disposées, et acceptent, lors de la conclusion d'un accord de partage avec l'Etat requérant, de restituer la totalité des biens confisqués lorsque cette confiscation a pour objet l'indemnisation des victimes, personnes privées, de l'infraction, ou la restitution de ces biens à leur propriétaire légitime. Récemment, les autorités judiciaires monégasques ont été destinataires d'une demande d'entraide judiciaire internationale en matière pénale délivrée le 16 octobre 2019 par le Ministère Public de la Confédération suisse dans le cadre d'une procédure pénale ouverte des chefs d'escroquerie par métier, abus de confiance et blanchiment d'argent, aux fins d'exécution d'une décision de confiscation rendue par le Tribunal Pénal Fédéral Les victimes de cette escroquerie étant exclusivement des personnes privées, dont la confiscation à Monaco des avoirs, produits de cette escroquerie, ne suffira pas à les indemniser en totalité, les autorités monégasques ont accepté de conclure un accord de partage avec les autorités helvétiques par lequel la totalité des avoirs confisqués à Monaco sera restituée aux victimes.
Montenegro	There are several provisions in the domestic legislation which clarify the priority given for compensation to the victims of the crime. First of al article 114 of the Criminal Code states the following “(1) Where the injured party has been awarded his claim for damages in criminal proceedings, the court shall order the confiscation of pecuniary gain only insofar as such pecuniary gain exceeds the adjudicated claim of the injured party. (2) The injured party which has been referred by the criminal court to bringing his claim for damages in a civil action may request to be reimbursed from confiscated pecuniary gain, provided that he brings a civil claim within six months from the final decision directing him to bring a civil action and under the further condition that he claims reimbursement from the confiscated pecuniary gain within three months from the final decision awarding his claim.

	(3) Any injured party who has not brought his claim for damages in the course of the criminal proceedings may request to be reimbursed from confiscated pecuniary gain provided that he instituted a civil action for the purpose of establishing his claim within three months of the date he learnt of the judgment ordering confiscation of pecuniary gain, but not later than within three years of the date of final decision ordering confiscation of pecuniary gain and provided further that he requests, within three months of the date of decision awarding his claim for damages, to be reimbursed from the confiscated pecuniary gain.” Furthermore, article 478 paragraph 3 of the Criminal Procedure Code provides that any claims by individuals and legal entities which have been damaged by criminal offence shall prevail over the claims of the state against the perpetrator of the offence. “....(3) If the injured party submits a property law claim regarding the recovery of items acquired in consequence of the commission of a criminal offence or regarding the amount which corresponds to the value of the items, the property gain shall only be established for the part which exceeds the property law claim.” The domestic legislation does not make any distinction between a domestic or a foreign owner and the property is always returned to the injured party prior to the confiscation. Thus, the Montenegrin legislation provides that compensation to the victims is priority. Regarding your questions, I would like to inform you that there is no explicit legal provision providing for asset sharing with third countries for the purpose of compensation of the victims of the crime or returning of such property to the legitimate owners. Thus, there is no case law that I can provide to you. Also, it is worth mentioning that so far we did not have such requests.
Kingdom of Morocco	Les autorités marocaines travaillent à fournir une assistance juridique et judiciaire dans le cadre des accords bilatéraux et des réglementations juridiques conformes aux normes internationales et dans la mesure où les circonstances intérieures le permettent, en exécutant des commissions rogatoires internationales visant à prendre toutes les mesures pour contrôler les produits de la criminalité, les saisir, et conserver les preuves pénales concernant les biens immobiliers ou mobiliers ainsi que tous les actifs de valeur, en déterminant leur nature, leur lieu et leurs mouvements, tout en respectant les droits des tiers de bonne foi. Les mesures de gel ou de saisie visent à imposer une interdiction temporaire de transférer, d'échanger, de disposer ou de déplacer des biens, ou de les confier temporairement, sur la base d'une ordonnance judiciaire émanant d'un tribunal ou d'une autre autorité compétente. En ce qui concerne la confiscation, il s'agit du transfert des biens du condamné liés au crime à la propriété de l'État en vertu d'un jugement judiciaire et sans compensation. Lorsque les autorités étrangères requérantes entament des procédures de confiscation ou des enquêtes judiciaires, leurs homologues marocaines exécutent, en vertu de la loi nationale et sur demande d'assistance judiciaire, les mesures conservatoires nécessaires pour préserver les biens, afin d'empêcher toute transaction, transfert ou utilisation en attendant de recevoir la décision finale de confiscation ou de lever la saisie. À cet égard, plusieurs accords bilatéraux ont été conclus concernant l'assistance juridique et judiciaire mutuelle en matière pénale entre le Royaume du Maroc et, par

	exemple, le Royaume-Uni, l'Irlande du Nord, la Belgique, l'Espagne, la République française, et les Émirats arabes unis, comme exemples illustrant les dispositions de l'accord régissant les procédures d'obtention d'informations judiciaires sur les avoirs, les actifs, les propriétés, les opérations de perquisition, de gel, de saisie des preuves, de confiscation et de disposition.
Netherlands	The Dutch criminal procedural law does not provide for the possibility of a return of confiscated objects to another state.
North Macedonia	If the criminal procedure involves a part of the joint investigation teams and the consequences of the crimes, it extends to the foreign state, then the confiscated objects that are connected or arise from the crimes, and do not fall into the category of objects that must be permanently indefinite in the benefit of the state conducting the procedure, then they are returned to their owners upon completion of the procedure. Regarding confiscation following articles from the Criminal Procedure Code (CPC) or Criminal Code (CC) are relevant: -CC Art 97 - No one may retain indirect or direct benefit from a crime (it is mandatory/ Confiscation decision part of main trial) -CC Art 97(3) – ‘Special procedure’ for confiscation if perpetrator cannot be prosecuted -CC Art 97(4) – Return of confiscated property to another country -CC Art 97-a ‘Indirect benefit’ -CC Art 98(1) - Value substitution from perpetrator -CC Art 98(2) – Confiscation of crime proceeds from third party -CC Art 98(3) – Confiscation from family -CC Art 98(3) – Confiscation from non-family member -CC Art 98(4) – Confiscation from third party even if market value paid -CC Art 98(5) – Return of property to damaged person -CC Art 98(6) – Property legal claim and confiscation -CC Art 100 – General principle: Legal entity gains property from another offender's crime, it shall be confiscated -CC Art 96-m(1) – Confiscation of material benefit from legal entities who commit crime -CC Art 96-m (2) - Legal entity no longer exists at time of confiscation? -CC Art 100-a (1) – Confiscation of instrumentality and objects -CC Art 98-a Extended confiscation -CPL Art 530 Confiscation of crime proceeds (direct and indirect) during the criminal procedure, prosecutor must obtain relevant evidence, prosecutor must consider measures under Art 202 (application to court for temporary seizure) and injured party legal claim and confiscation -CPL Art 531 - Right of Defendant and third party to attend hearing and give evidence -CPL Art 532 Establishing value of property and issues related to property abroad – Court must issue international warrant -CPL Art 536 – Contents of decision for forfeiture of assets and crime proceeds -CPL Art 537 – Motion to overturn the decision to forfeit assets and crime proceeds -CPL Art 538 – Appeal against forfeiture of assets and crime proceeds -CPL Art 541 – Enforcement of decision to forfeit assets and crime proceeds -CPL Art 542 – Forfeiture and probation judgement

	-CPL Art 529 – Automatic seizure and third party rights -CPL Art 540 - If factual/legal impediments for conducting criminal procedure, then court shall conduct a special procedure for forfeiture of assets/crime proceeds and for seizure of objects In one case when a person was charged for article 333 “Abuse of Official Position and Authority” and article 273 “Money laundering and other proceeds of crime” by means of international legal co-operation public prosecutor office of “the former Yugoslav Republic of Macedonia” requested Germany’ authorities to freeze assets. Accused person was convicted and previously frozen assets were confiscated. Confiscated assets is expected to be returned to the state.
Poland	The provisions of the Criminal Procedure Code address the issue of returning the confiscated property in the context of EU Member State’s requests to execute the confiscation (forfeiture) order. The respective provisions of the Criminal Procedure Code read as follows: Art. 611fu. § 1 In the event that a Member State of the European Union, referred to in this chapter as the “issuing State”, requests to enforce a final ruling of forfeiture, the ruling shall be enforced by the district court in whose perpetrator owns property or gains income or has permanently or temporarily place of residence. § 2. The ruling referred to in § 1 or its certified true copy shall be accompanied by a certificate containing all relevant information enabling its proper performance. § 3. The court shall proceed without delay to enforce the judgment of the issuing State. (...) Art. 611fzb. § 1. The amount of money obtained from the enforcement of the decision referred to in art. 611fu § 1, not exceeding the equivalent of EUR 10,000, constitutes the state budget income. <u>In other cases, the issuing State shall be transferred half of the amount obtained to a bank account indicated by the competent court or other body of that State.</u> § 2. Property other than money, obtained as a result of enforcement of the decision referred to in § 1, is turned into cash according to the provisions on the enforcement of cash benefits in the administrative proceedings. The provision of § 1 shall apply accordingly to the amount obtained from the enforcement. § 3. In justified cases, the court may refrain from turning into cash the property referred to in § 2 and transfer it to the competent court or other authority of the issuing State. If the request includes a forfeiture of the money, the transfer may take place only with the consent of that court or body. § 4. The court shall refuse to surrender to the issuing State the obtained objects being cultural goods forming part of the national cultural heritage

	§ 5. The Minister of Justice may conclude an agreement with the relevant authority of the issuing State on the manner of enforcement of the forfeiture, in particular by stipulating in it a different division of the amounts obtained from the execution of the ruling, than specified in § § 6. In the event of concluding the agreement referred to in § 5, the court, upon request of the competent court or other authority of the ruling State, shall transfer all or part of the enforced monetary amount or property other than the money obtained as the result of enforcement of the ruling, in accordance with the agreement. Non EU states are not directly covered by the Polish legislation. Enforcement of the forfeiture order could be possible on general terms provided for legal assistance.
Portugal	It should be stated that it is irrelevant for the domestic law the destination of the confiscated property, considering that it is up to the requesting Party to decide that such property should be used for the of compensation for the victims of the crime or to be returned to its rightful owner. Therefore regarding the sharing or returning of confiscated assets, Article 160 (3) of Law 144/99, of 31 August (*) states that the Portuguese judicial authority shall take such steps as are necessary in order to enforce any decision of a foreign court imposing the confiscation of proceeds from an offence and return such proceeds to the requesting court. When the foreign authority communicates its intention to request the enforcement of any decision of confiscation, as mentioned in paragraph (3), the Portuguese judicial authority may take such steps, as they are consistent with the Portuguese law, in order to prevent any transaction, transfer or disposal of property which at a later stage shall be, or may be, the subject of that confiscation decision. The provisions of Article 160 also apply to objects and instrumentalities of a crime. (*) Law 144/99, of 31 of August, approving the law on international judicial co-operation in criminal matters Law no. 88/2009, of 31August, approving the legal regime for issuing and executing decisions of confiscation of property, instruments and advantages of a crime, which transpose into national law the Framework Decision 2006/783/JHA, of the Council of 6 October 2006 on the principle of mutual recognition to decisions of confiscation is also into force. However, the Law is only applicable to EU Member States. The law establishes the legal regime on the issue and transmission of confiscation orders on property or other proceeds from crime by the Portuguese judicial authorities within the scope of a criminal proceeding bearing in mind its recognition and enforcement in another Member State of the European Union. Also establishes the legal regime on the recognition and execution in Portugal of confiscation orders on property or other proceeds from crime, issued by a judicial authority of another Member State of the European Union, in the framework of a criminal proceeding, in order to collect evidence or to subsequently confiscate property. Regarding the execution of confiscated property (Article 18) when the property obtained by the execution of the confiscation order is an amount of money, the following rules apply: a) If the amount obtained by the execution of the confiscation order is less than or equal to 10000 (euro), it reverts to the Portuguese State;

	b) In the remaining cases, 50% of the amount obtained by the execution of the confiscation order is transferred to the issuing State. When the property obtained by the execution of the confiscation is sold, its product has the destination specified in the preceding paragraph. When the property obtained by the execution of the confiscation order is not an amount of money and is not sold under the preceding paragraph, it is transferred to the issuing State, except in the cases provided for in the next paragraph. When the confiscation order refers to an amount of money, the transfer of property, obtained by execution of the confiscation order, other than an amount of money, depends on the consent of the issuing State. Whenever it is not possible to apply the provisions of paragraphs 2 to 4, the destination of the property shall be governed by national legislation. Therefore we consider that Article 25 (2) of the Convention is met. We consider as well that this provision was implemented through Article 160 of Law 144/99, of 31 August. However, no cases have been identified in the national courts related to money laundering where priority consideration was given to the returning of the confiscated assets in order to be used by the requesting Party to the compensation of victims of money laundering or of the predicate offence or to the return of such property to their legitimate owners. In conclusion, we can affirm that the Convention was implemented in the Portuguese legal order, but it has not yet been applied in any case in the national criminal courts.
	According to the explanatory report of C198 (paragraph 194), «...if provisions in a convention are deemed necessary, such a provision should also relate to the method of distribution of the confiscated property. Therefore, the drafters of this Convention gave a first indication in paragraph 2 of Article 25, which provides <u>that priority consideration</u> should be given to returning the confiscated property to the requesting Party, in order to compensate victims or return the property to the legitimate owner». It follows from Article 25 (2) that the requested State is under an obligation, on request, only to return the confiscated property as a matter of priority to the requesting Party, not having to be concerned as to whether that Party intends to use such property to compensate the victims of the crime or to return such property to their legitimate owners. It does not appear to be for the requested State to ascertain whether this is indeed the case, nor does it have to control the use of the property by the requesting State. And if the requesting State does not use the confiscated property for the compensation of the victims or for restitution to its owners, what happens? So, we conclude that the obligation foreseen in Article 25 (2) is fulfilled when the States return the confiscated property to the requesting Party irrespective of the priority

	destination of such property. Effectively, the legislation of the States Parties (when requested Parties) should not include any wording related to «... clearly prioritise victim compensation or return of assets to legitimate owner» as recommended to Portugal.
Republic of Moldova	When deciding on proceeds, instrumentalities and property, in the meaning set out in the CETS 198, Moldavian competent authorities follow the next legal provisions: art. 162. par. (1) CCP: "Should the prosecutor order the termination of a criminal case or should the case be settled in court, the issue of material evidence shall be decided. In this case: 1) the tools used for the commission of the crime shall be seized and transmitted to the respective institutions or destroyed; 2) objects prohibited from circulation shall be transmitted to the respective institutions or destroyed; 3) goods that have no value and cannot be used shall be destroyed and if requested by interested persons or institutions, such goods shall be transmitted to them; 4) money and other valuables obtained through criminal actions or that were the targets of criminal actions shall be returned to the owners or, as the case may be, shall accrue to the state income. Other objects shall be returned to their legal owners and if such are not identified, shall be transferred to the state property. A conflict about the ownership on these objects shall be settled in line with civil procedures. Money marked as evidence of a criminal action shall accrue to the state income and its equivalent shall be refunded to the owner from the state budget; 5) documents that are material evidence shall remain in the case file for the entire duration of the case or upon request shall be returned to interested persons; 6) objects seized by a criminal investigative body not acknowledged as material evidence shall be returned to the persons they were seized from." In practice, money and other values obtained through criminal actions or that were the targets of criminal actions, that have been seizure, sequestered, confiscated are returned first of all to the victims of the crime and after that to the legal owners, to the state (depending on the case). This means that, if the victim of the crime is located in other state (in the requesting state) he benefits of this right, and at the request of the contracting state Moldavian authorities shall give priority to returning of the confiscated property to requesting party. Based on the provision of the art. 219 para. (8) of the Criminal Procedure "the claims of individuals and

	legal entities damaged directly by an act prohibited by criminal law shall prevail over the claims of the state on the perpetrator". The criminal investigative body and the court shall be obliged to bring to the notice of the person his/her right to initiate civil action. [Art.219 para. (9) amended by Law No. 152 dated 01.07.16, MO245-246 dated 30.07.16 in force as of 01.08.16] Please refer to the practical example. Practical CASE On giving priority consideration to returning the confiscated property to the requesting Party so it can give compensation to the victims of the crime or return such property to their legitimate owners. On 23 of October 2015, the Office received the STRs on suspicious transactions effectuated within a national Moldavian bank according to which the on 22.10.2015, „UAB DS Smith Packaging Lithuania” transferred an amount of 288 000 Euro to the „Euro Capital x” SRL (Moldova). Later on to the account of the company „Euro Capital x” SRL from BC „MAIB” SA, was transferred the amount of 238 000 Euro to the account nr. nr. 6503361010022010261312 of the company „XINJIANG YELIDA x. LTD” from the bank „China Constructxxx” but the amount of de 45,000 Euro was withdrawn in cash. In the same day on 23.10.2015 the account of the company „Euro Capital x” SRL was postponed based on the decision of the Office. On 26.10.2015 the financial institution informed the Office about the 2 transfers from the company „Euro Capital x” SRL: one transfer in amount of 977 050 euro from the company „Bonar x Kft” (Hungary) and other, in amount of 225 050 Euro from the company "Mehler x" s.r.o. (Check Republic). Following the correspondence with BC „Moldova–Agroindbank” SA, was established the fact that all the foreign banks, sender of the transfers on behalf of the indicated persons were forged. On 27of October 2015 the Office disseminate the materials to Criminal investigation department of the national Anticorruption Centre, which on 28 of October 2015 initiated the criminal case 2015970549, based of the art.243, para.3) lit. b) Criminal Code. In the process of dissemination of the information to Criminal Investigation Department of NAC, in the account of the company „Euro Capital x” SRL, postponed based on the postponement decision nr. 13/5-91d from 23.10.2015, were cumulated nearly 1.240.000 Euro, as the result of the effectuation of the forged transaction. Within the criminal case, the indicated amount was applied a seizure order. In the same time, on 29 October 2015, were effectuated searches on several legal addresses, used by the members of the criminal group, being established the incorporation documents, seals belonging to 10 Moldavian companies incorporated and 4 non resident companies, inclusively the access keys the accounts of those being used or planed to be used in their forged financial activity. In the same time, in the result of searching the electronic equipment withdrawn from the searched legal addresses, were identified forged agreements, invoices, scanned stamps, correspondence between the members of the groups, that proves the criminal intentions of those. In the same time the Office initiated the correspondence with similar FIUs and „Interpol”, with the goal of gathering of the information but as well as prevention of new frauds. As the result of the criminal investigation effectuated were established the following: On 22.10.2015 the representatives of the company „UAB DS x” or. Vilnius, Lithuania, were phoned by a person, that identify himself as a representative of the “mother
--	---

	company " from Grate Britain, requesting in a urgency matter to effectuate the advance of the payment of 288,0 mii Euro in favor of the Moldavian company „Euro Capital x" SRL, in accordance with the banking details presented. On 22.10.2015 „UAB DSx" transferred an amount of 288 000 Euro in favor of the company „Euro Capital x" SRL (Moldova). Later on was established that the phone call were effectuated by swindlers. On 23.10.2015 by the Council of Preliminary Investigation of the Criminal Police of Lithuanian was initiated the criminal case nr. 01-1-58799-15 on the fraud case (art. 182 Criminal Case of Lithuania), the case being investigated by the Principal Regional Police department of the Vilnius Police. On 26 of October 2015, the representative of non resident company Bonar Geosynthetics Kft (Hungary) were phoned by a person, that identify himself as representative of the mother company from the company from Great Britain „Low & Bonar Group", requesting in an urgency matter to effectuate a payment in total amount of 977,000 Euro favor of the company „Euro Capital Invest Plus" SRL, in accordance with the banking details presented. Later on was established that the phone call were effectuated by swindlers. Thus the company, Bonar x Kft became the victim of forged financial transaction in total amount of 977.050,00 Euro. On the described facts, on 28.10.2015 by the Criminal investigation division of the Department of economic protection of the Police of jurisdiction Borsod-Abauj-Zemplen was initiated the criminal case nr. 05000-18949-2015. On 26 of October 2015, the representatives of the company "Mehler Tx" s.r.o. resident of the Check company (Karla Capka 1085, PSC 512 51, sed.Lomnice nad Popelkou) were phoned by a person that identified as the representative of the mother company from Grate Britain „Low & Bonarx", requesting in a urgent matter to be effectuate a payment for a new procurement in total amount of 225 000 Euro in favor of the Moldavian company „Euro Capital Invest Plus" SRL, in accordance with the banking details presented. Thus, on 26.10.2015 "Mehler x" s.r.o. tranfered 225 050 euro from the account of the ING Bank N.V., in favor of „Euro Capital Invest Plus" SRL at its account BC „Moldova-Agroindbank" SA . Later on, was established that "Mehler xs" s.r.o. became a victim of criminals. On those described above the Regional directorate of the Police for the region Liberec, the Police Service of criminal investigation was initiated criminal case nr. , nr. KRPL-101549-5/TC-2015-180080-MS, based on the provision of the art. art. 209 para. 1, 5 lit. a) Criminal case of the Check Republic. It should be mentioned , that in the result of the correspondence with foreign FIUs and international police departments from abroad and ion the result of the examination of the correspondence and discussions held between the convicted persons, were identified nearly 11 tentative of fraud of many European companies effectuated during the period May – October 2015, in total amount of 10 mln. Euro. With the quality of accused persons were identified Cet. Ermacov Alexandru Iuri, for the offence committed foreseen by the provision of the art. 243 para. (3) lit. b) Criminal code of Moldova. The company „Euro Capital Invest Plus" SRL, IDNO 1015605001184, for the offence committed foreseen by the provision of the art. 243 alin. (1) lit. a), b) and c) Criminal Code.
--	--

	On 09th of August 2016 the criminal investigation in relation to the cet. Ermacov Alexandru was finalized, the criminal case being sent to court. On 26 of August 2016 the authorities within teh criminal case, give priority consideration to returning the confiscated property to the requesting Party so it was return to the victims of the crime the property to their legitimate owners, companies Bonar Geosynthetics Kft (Ungaria) – 977.000 Euro and "Mehler x" s.r.o. (Cehia) – 225.000 Euro based on the judicial decision.
Romania	There is no such legal provision in this matter. The confiscated property/sums of money are turned into private property of the state. Also victims can be compensated individually in the criminal trial or the victim can introduce a civil action according to civil proceedings In addition it has to be mentioned that until now we did not have requests for confiscation based on the provisions of CETS no. 198 and therefore we are unable to provide any feedback on the concrete application of Art. 25 of the afore-mentioned Convention, including on possible scenarios when the Requesting State would specifically request the returning the confiscated property to the requesting Party so it can give compensation to the victims. However, Law no, 302/2004 on international judicial cooperation in criminal matters allows for concluding sharing agreements between the two states which can defer from the general provisions stating different arrangements (according to the general provisions both in the cases of third countries and EU countries-if the value is below 10 000 EUROS the money became part of the State budget, if it is above the money will be share on 50%-50% percent basis-please see in this sense Ar. 140 paragraph 9) of Law no. 302/2004 and Art. 265 of Law no. 302/2004). (Art 140 para 9 of Law no. 302/2004: Provisions of art. 248 para 2-4, art. 260, 267 and 268 will apply if they are not contrary to the present section. Provisions of art. 265 para 1-3 will apply if it is not provided otherwise by the treaty between Romania and the issuer state or when the treaty does not provide, if it is not agreed otherwise by the by the Romanian and foreign authorities. For Romania, the competent authority is the Ministry of Justice.) (Art. 265 of of Law no. 302/2004: (1) The Romanian State, through its competent authorities, shall dispose of the amounts of money resulted from the execution of a confiscation order, as follows: a) if the amount obtained from the execution of the confiscation order is below EUR 10 000, or the equivalent in lei to that amount, the amount shall accrue to the state budget; b) in all other cases, 50 % of the amount which has been obtained from the execution of the confiscation order shall be transferred by the executing State to the issuing State; (2) Property other than money, which has been obtained from the execution of the confiscation order, shall be disposed of in one of the following ways: a) the property may be sold under the law. In that case, the proceeds of the sale shall be disposed of in accordance with paragraph 1; b) the property may be transferred to the issuing State. If the confiscation order covers an amount of money, the property may only be transferred to the issuing State when that State has given its consent;

	c) when it is not possible to apply (a) or (b), the property may be disposed of in another way in accordance with the national law. (3) Items which constitute cultural objects forming part of the national heritage of that State shall not be sold or transferred. (4) Paragraphs 1, 2 and 3 apply unless otherwise agreed between the issuing State and the executing State.) According to art. 249, para.1 of the Criminal Procedure Code, asset freezing can be disposed in order to avoid concealment, destruction, disposal or dissipation of the assets that may be subject to special or extended confiscation or that may serve to secure the penalty by fine enforcement or to pay court fees or to compensate damages caused by the committed offence. The follow up report of the Conference of the Parties to CETS no. 198 on Romania from 2014 stated regarding art. 25 of CETS no. 198 that: "Nevertheless, in order to follow the lines of the recommendations brought by the experts during the evaluation process and bearing in mind the fact that some international treaties do not stipulate in details such aspects, through art. 140 paragraph 9), a new legal text has been introduced. This paragraph is sending to art. 265 of Law 302/2004, including the thresholds stipulated there. The afore-mentioned article regulates the sharing of assets as a transposition of the 2006 FD on Confiscation. According to art. 140 paragraph 9 second thesis, the provisions of art. 265 paragraphs 1-3 are applied if there is not stipulated otherwise through the Treaty between Romania and the issuing State or, when the treaty does not comprise provisions in this respect, if there is no other agreement between the competent Romanian and foreign authorities. As regards Romania, the competent authority is the Romanian Ministry of Justice." The afore-mentioned law, in the same line as Art. 25 of the Convention refers to asset sharing in the context of confiscation procedures without differentiating on the rationale behind the confiscation procedure-victim compensation, revenue for state budget of the Issuing State, returning the confiscated assets to the victim (which is as a matter of fact an issue arising in the Issuing State-RO has only to recognize the confiscation order but the reasons for issuing such an order pertain to the domestic law of the Issuing State). Therefore, in the case when RO courts confiscate the assets, the next step is to deal with the asset sharing agreement based on the specific understanding with the Issuing State. Of course that when victims are concerned or assets need to be returned, such aspects would have to be considered on a priority basis when establishing the concrete details of the sharing agreement, this being dealt on a case by case basis. <u>Art. 25 para (2), (3)</u> As regards the assessment on Art. 25 paragraph 2) it seems to be a misunderstanding in the interpretation of the answer given by RO and we believe more clarification is needed in this sense and we will try to provide it below. We did mention that in the framework of international cooperation in criminal matters legislation in Romania there is no specific provisions that gives <u>special consideration to returning the confiscated property to the requesting Party for victims compensation</u> and there are mechanisms of compensation in both criminal and civil proceedings, but separate from the international judicial cooperation. The absence of specific provisions in this sense does not mean that returning the assets, or most of them, to the Requesting Party, is not possible, under the Romanian law.
--	--

	On the contrary, we believe, that the law allows for it, even though there is so specific reference as requested in the Convention as we will show later on. On the other hand, it is not correct in our view to state as the thematic report does <i>Apart from EU countries, the Romanian legal system does not provide specific regulations concerning the returning or sharing of confiscated property to/with the requesting Party.</i> As a matter of fact, such provisions exist at least in respect of sharing of confiscated property. In this context, we would like to remind the fact that we have mentioned the provisions of Art.140 paragraph (9) of Law no. 302/2004 regarding international judicial cooperation which establishes rules for third countries in respect of sharing of assets. These provisions have to be read in conjunction with Art. 265 of Law no. 302/2004 regarding international judicial cooperation (practically there are the same rules as those applied in relation with EU, unless the parties decide to agree otherwise or unless the treaty states otherwise). Both provisions have been reproduced in the body of the answer provided by RO. But for convenience sake, we would like to reproduce here the afore-mentioned provisions. 1 Art 140 para 9 of Law no. 302/2004: “Provisions of art. 248 para 2-4, art. 260, 267 and 268 will apply if they are not contrary to the present section. Provisions of art. 265 para 1-3 will apply if it is not provided otherwise by the treaty between Romania and the issuing state or when the treaty does not provide, if it is not agreed otherwise by the Romanian and foreign authorities. For Romania, the competent authority is the Ministry of Justice.” Art. 265 of of Law no. 302/2004: „(1) The Romanian State, through its competent authorities, shall dispose of the amounts of money resulted from the execution of a confiscation order, as follows: a) if the amount obtained from the execution of the confiscation order is below EUR 10 000, or the equivalent in lei to that amount, the amount shall accrue to the state budget; b) in all other cases, 50 % of the amount which has been obtained from the execution of the confiscation order shall be transferred by the executing State to the issuing State; (2) Property other than money, which has been obtained from the execution of the confiscation order, shall be disposed of in one of the following ways: a) the property may be sold under the law. In that case, the proceeds of the sale shall be disposed of in accordance with paragraph 1; b) the property may be transferred to the issuing State. If the confiscation order covers an amount of money, the property may only be transferred to the issuing State when that State has given its consent; c) when it is not possible to apply (a) or (b), the property may be disposed of in another way in accordance with the national law. As one can see from the provisions of both Art. 140 para 9 and Art. 265 mentioned before, property other than money may be transferred to the Issuing State(please note Art. 265 paragraph 2 letter b) from Law no. 302/2004-which is referring to property other than money that has not been sold under the law and proceeds disposed in accordance with Law 302/2004.It is not stated in the law that the transfer is done for the purpose of victims compensation and this is why we mentioned that there is no such specific provisions, because from a literal point of view, it is not. On the other hand, as previously mentioned, it does not mean it is not possible, if we observe the provisions of Law 302/2004.
--	--

	In addition, it is important to notice the phrase if it is not agreed otherwise by the Romanian and foreign authorities. Therefore, bearing in mind these provisions and the provisions of the Convention, RO and the issuing State can conclude sharing agreements in confiscation cases that would allow for the return of the money in a different percentage than the one established by default by the law or for the property to be disposed of in a different manner than as established in Art. 265 paragraphs 1) and 2). So although there is no specific provisions on returning the whole confiscation assets to the Issuing State (unless we are in the situation mentioned in Art. 265 paragraph 2) letter b), such a situation cannot be excluded into practice, as long as the states can agree on a case by case basis otherwise than the percentages pre-established through the law. It is also not entirely accurate the assertion from the report <i>yet up to now the authorities have not received a request for confiscation sharing</i>. The correct assertion is that the Romanian authorities have not received a request for confiscation sharing based on the present convention. There is other Council of Europe Convention (European Convention on Laundering, Search, Seizure and Confiscation of the Proceedings of the Offences of 08.11.1990 - <i>Strasbourg 1990 Convention</i>) though that has been invoked and we are currently into negotiating stage of sharing agreements on the basis of this convention. Regarding art. 25 para. (3) it is correct that no confiscated asset sharing has been concluded based on the CETS 198 or other Council of Europe Instrument but there are negotiations taking place based on other instrument of the Council of Europe (please see above). We believe that the recommendation mentioned at page 28, namely <i>Given the absence of a specific provisions transposing Art. 25(2) into domestic law.....</i>, is not entirely accurate, as we have demonstrated above, that such a possibility exists, as long as it is requested by the Requesting Party(Art. 25 paragraph 2) of the Convention-if so requested), and the two Parties manage to conclude a sharing agreement that would correspond to such a requirement. In order to demonstrate such a de facto preference, there has to be a specific request from the Issuing State based on the CETS 198. No such request has been received until now based on CETS 198 in order to assess if the current legal framework is sufficient in order to demonstrate such the priority consideration of asset sharing for the purposes of victims compensation, or on the contrary, the very general framework existing until now is not complete or clear enough, and specific regulations need to be imposed. In addition, while referring to the same recommendation under Art. 25 paragraph 3, we would like to mention that the authority competent to conclude asset sharing agreements is according to Law no. 302/2004 regarding international judicial cooperation, the Ministry of Justice, therefore the judicial authorities are not competent in negotiating and concluding sharing agreements. (3) Items which constitute cultural objects forming part of the national heritage of that State shall not be sold or transferred. (4) Paragraphs 1, 2 and 3 apply unless otherwise agreed between the issuing State and the executing State."
Russian Federation	<i>Letter received (next page):</i>

In accordance with Article 11 of the Legalisation Countering Act, confiscated proceeds of crime or equivalent property may be transferred in whole or in part to a foreign state whose court has ordered a confiscation on the basis of a relevant international treaty of the Russian Federation.

The Code of Criminal Procedure of the Russian Federation (“the CCrP”) and, in particular, its Article 457 allows to execute requests received from the relevant competent authorities and officials of foreign states to conduct (in accordance with international treaties of the Russian Federation, international agreements or on the basis of the principle of reciprocity) procedural actions, which include such actions as attachment of property, including attachment of securities, to ensure compliance with a judgment in terms of a civil claim, other property penalties or possible confiscation of property (Articles 115 and 116 of the CCrP). Searches and seizures may be conducted to locate the property to be attached (Articles 182 and 183 of the CCrP).

Federal Law no. 387-FZ of 5 December 2017 supplemented the CCrP with new Chapter 551 whose provisions allow to recognise and enforce in the Russian Federation foreign court judgments and decisions relating to confiscation of proceeds from crime in the Russian Federation.

For the purpose of this Chapter, proceeds from crime mean the property specified in Article 104¹ of the Criminal Code.

The Chapter also defines the competence of Russian courts to examine requests filed by foreign competent authorities to recognise and enforce foreign court judgments and decisions as well as the authorities and persons who may participate in such examination (Articles 473³ – 473⁴ of the CCrP).

The list of grounds for refusing to recognise and enforce a foreign court judgment or decision in terms of confiscation of proceeds from crime located in the Russian Federation is set out in Article 473⁵ of the CCrP.

A second letter was received on 22 August 2018 with additional answers:

	Legal basis allowing for the effective execution of the aforementioned provisions of the Convention have been elaborated in the Russian Federation. A new Chapter 55.1 “Procedure of consideration of issues related to recognition and enforcement of foreign Court judgments and decisions relating to confiscation of proceeds from crime” has been included into the Code of Criminal Procedure (CCrP) of the Russian Federation (amending Federal Law No. 387-FZ of 05.12.2017). Furthermore, amendments (Federal Law No. 382-FZ of 05.12.2017) were made to the Federal Law “On Enforcement Proceedings” (Article 11 – “Execution of decisions of foreign Courts and Arbitrations”; Article 87 “Sale of the debtor’s property”; Article 104 “Procedure of the execution of the executive act on confiscation of assets”). The aforementioned amendments pursue the purpose of improving the legal framework of international co-operation in the field of search, freezing, arrest and return of criminal proceeds. The aforementioned legal acts are implemented in conjunction with Article 6 of the CCrP that provides that criminal proceedings are aimed at protecting the rights and lawful interests of the persons and organisations, which have suffered from crime. An exhaustive list of confiscation-entailing offences is provided in Article 104.1 of the Criminal Code. In light of Article 104.3 of the Criminal Code, a decision on confiscation of property in accordance with Articles 104.1 and 104.2 of the Criminal Code, the problem of redress to the lawful owner should be resolved. The execution of judgments of foreign Courts is also possible within the framework of civil proceedings. In accordance with article 409 of the Code of Civil Procedure of the Russian Federation the decisions of foreign Courts, including the decisions of the approval of amicable settlements, are accepted and
--	---

	executed in the Russian Federation if such possibility is provided by the international treaty of the Russian Federation. In this context, the term “judgments of foreign Courts” is understood as decisions of civil cases, excluding disputes of economic character, and other cases arising from entrepreneurial and other economic activities, as well as sentences related to redress of damage caused by criminal activities.
San Marino	See Art. 25(3)
Serbia	According to the Law on Recovery of the Proceeds of Crime International cooperation with the aim of confiscation of the property derived from a criminal activity shall be realised on the basis of an international agreement. Where there is no international agreement, or where certain issues have not been regulated by an international agreement, the international cooperation shall additionally be realised on the basis of the principle of reciprocity and the provisions of the Law on Recovery of the Proceeds of Crime. The Law on Recovery of the Proceeds of Crime prescribes that upon deduction of managing costs incurred by administration of the recovered assets, pecuniary funds obtained from selling of the confiscated assets shall be used for fulfilment of the indemnification claim of the injured party. Accordingly, right to compensation of the injured party would be satisfied. After giving compensation to the injured party, remaining pecuniary funds, if any, would be divided between the Republic of Serbia and the requesting country.
Slovak Republic	There are two mechanisms applicable depending whether there is cooperation between EU member state or non-EU member states Party to the Warsaw Convention. 1. For the EU Member States following mechanism applies: There is a scheme set out in Council Framework Decision 2006/783/JHA of 6 October 2006 on the application of the principle of mutual recognition to confiscation orders which was implemented to Slovak law by law No. 316/2016 in its article 15 and the scheme is as follows: Assets which has been obtained from the execution of the confiscation order shall be disposed of by the executing State as follows: (a) if the amount obtained from the execution of the confiscation order is below EUR 10 000, or the equivalent to that amount, the amount shall accrue to the executing State; (b) in all other cases, 50 % of the amount which has been obtained from the execution of the confiscation order shall be transferred by the executing State to the issuing State. If the Slovak Republic is issuing property decision and wants to recognize and execute it in other member state of the EU, the certificate together with property judgment is sent via the Ministry of Justice of the Slovak Republic. The issuing Court also has a possibility to propose the agreement on assets sharing derived from execution of property decision in other EU member state. If there is no such agreement on sharing assets, the confiscated assets are shared on basis of scheme of executing state. If the Slovak Republic is an executing state of property decision issued by other EU member state, the similar agreement on asset sharing as mentioned above is possible.

	According to the article 15 para 5 of law 316/2016 the Ministry of Justice of the Slovak Republic is competent authority for proposing and negotiating of such agreement. The court which is competent for recognition and execution of such property decision can also propose such an agreement to the Ministry of Justice of the Slovak Republic which shall handle the negotiations. If such agreement does not exist, a procedure according to article 15 should apply. This procedure applies for both natural and legal persons. 2. For the State Parties outside of the EU following mechanism applies. For non- EU members and other states such sharing of assets is possible, but for such a procedure to happen treaty basis is required according to the article 516 para 1 letter a) of Code of Criminal Procedure of the Slovak Republic. Ministry of Justice of the Slovak Republic is competent authority for receiving the request for recognition and execution of property decision from other states. After such request is received, the Ministry of Justice of the Slovak Republic shall present a motion to the competent judicial authority which is according to the article 518 para 2 of Code of Criminal Procedure of the Slovak Republic the Regional Court in whose territory the property for which the forfeiture or confiscation was requested is located. Now according to the Article 517 para 3 of Code of Criminal Procedure of the Slovak Republic the competent Regional Court has an obligation to decide about the sharing of assets when taking the decision in such a proceeding. If there is no other scheme, the assets obtained from execution of such recognized decision shall become the property of the executing state – the Slovak Republic in this case. However the Code of Criminal Procedure of Slovak Republic does not forbid an agreement on sharing assets which can be proposed either by issuing state or possibly by the Ministry of Justice of the Slovak Republic. Comment 1: The court decision is done upon motion of the Ministry of Justice. If a requesting state indicates the intention to share, the court will have to decide in every case on the basis of the Ministry's motion. The requesting state can only request returning of property to that State, but for a specific purposes outlined in Article 25 (2). Comment 2: In line with the comments above comments the courts decide upon motion of the Ministry based on the request of the requesting state. So far we have no received such requests. The court has legal basis to consider and decide on assets sharing in a particular case.
Slovenia	Yes, cooperation between countries with international agreements and bilateral treaties is provided in art. 514 of the Criminal Procedure Act. In those cases, cooperation is conducted in a way foreseen in an international agreement in this case in an C198. Art 514 of the Criminal Procedural Act International assistance in criminal matters shall be administered pursuant to the provisions of this Act unless provided otherwise by international agreements. Regarding the cooperation between countries in order to return assets to the person, who has suffered damages, we can provide the following case as an example: In this case LEAs had identified the crime – an internet fraud (BEC-Business Email Corrupted). Assets had been generated through the above-mentioned crime which had

	been committed abroad against two companies. In consultation with LEAs, the Slovenian FIU postponed all transactions on the account of the suspects without stating the upper limit of the assets. At that time, the balance on the bank account was 741,000 EUR. While the postponement order was still in force, the OMLP was made aware of other transactions that concerned the afore-mentioned bank account. The transactions appeared to be related to the same criminal activity. The prosecutor filed a motion to obtain a court order to freeze the assets, which was approved soon after by the judge. Three months after the freezing order was issued, the perpetrator of the crime had not yet been identified; the court decided to confiscate the assets and return them to the victims. The perpetrators of these internet frauds remained unknown. 2) Analysis concerning implementation of Art. 25 of the CETS 198 The report states there is no explicit legal provision or jurisprudence transposing Article 25 into Slovenian domestic law. The report strongly recommends to Slovenia to introduce within the national legal framework the principle of asset sharing for the purposes of victim compensation and returning goods to the legitimate owner, as well as to empower its authorities to negotiate and conclude agreements giving special consideration to asset sharing. As reports itself states, according to Art 25 of the C 198 the proceeds of the confiscation of illegally obtained profits or assets in a criminal case in the requesting State remain in the hands of a State Party to the extent that those proceeds are found in that State Party. It is up to that State Party to decide whether it is willing to transfer (all or part of) those proceeds to another Party. We reiterate that according to the Article 514 of the Criminal Procedural Act international assistance in criminal matters is administered pursuant to the provisions of CPA, unless provided otherwise by international agreements in criminal matters. This provision is based on more general Constitutional provision of the Art. 8 of the Constitution, by which ratified and published treaties are applied directly. We note therefore, that the established system of international legal assistance in criminal matters is that of subsidiary validity of Criminal Procedure Act in which international agreements in criminal matters are applicable directly in the absence of relevant provisions in the CPA. Art. 25 of the C 198 is therefore directly applicable in its entirety, including the possibility of asset sharing in accordance and to the extent of its provisions. We are of the view that our legal framework enables sharing of confiscated assets on an ad-hoc basis, should the need arise. We therefore propose the recommendations referring to implementation of Art. 25 be removed or that they are revised according to the above explication. Additionally, we would like to point out that Slovenia concluded two bilateral treaties, which regulate mutual cooperation in the field of seizure and confiscation of proceeds of crime and one of them explicitly enables the principle of asset sharing (Article 14 of the Bilateral agreement on mutual legal assistance between Slovenia and Kosovo). Treaty between the Republic of Slovenia and the Republic of Kosovo on legal assistance in criminal matters Search, Seizure and Confiscation of Items and Proceeds Article 14
--	---

	(1) The Parties shall afford each other, upon request, the widest possible measure of assistance in the identification and tracing of items, proceeds and other property liable to confiscation. (2) Once the proceeds from crime or items related to the criminal offence have been traced, pursuant to paragraph 1 of this Article, the Requested State, at the request of the Requesting State, shall adopt any measure provided for by its national legislation in order to freeze and confiscate such proceeds from crime or items related to the criminal offence. (3) Property confiscated by a requested State in accordance with the previous paragraph of this Article shall be disposed of by that state in accordance with its national legislation. (4) When acting on the request made by requesting State in accordance with paragraph 3 of this Article, requested State shall, to the extent permitted by its national legislation and if so requested by the requesting State, give priority consideration to returning the confiscated property to the requesting State so that it can give compensation to the victims of the crime or return such property to their legitimate owners. (5) The Parties shall afford each other, upon request, the widest possible measure of assistance under their national legislation in the execution of measures equivalent to confiscation leading to the deprivation of property, which are not criminal sanctions, in so far as such measures are ordered by a judicial authority of the requesting State in relation to a criminal offence, provided that it has been established that the property constitutes proceeds from crime.
Spain	Article 168 of Law 23/2014 on mutual recognition of judicial decisions in criminal matters in the European Union regulates the execution of a confiscation order submitted by an EU Member State. In the case of a confiscation application affecting a specific item of property and if due to any circumstance it were not possible to confiscate it, the competent Judge of Criminal Matters shall order that the confiscation be adopted in the form of the obligation to pay a sum of money corresponding to the value of the property concerned. In the event of a confiscation order concerning a sum of money, the competent Judge of Criminal Matters, if payment is not obtained, shall execute the confiscation order on any item of property available for that purpose. In the event of a confiscation order referring to a sum of money, where necessary, the competent Judge of Criminal Matters shall convert the amount that must be confiscated to the currency of the executing State, applying the exchange rate in force at the moment of handing down the confiscation order. That said, Article 803.b.i. of Law on Criminal Procedure also foresees the intervention in the criminal proceedings of such persons that may be affected by confiscation where there is a record of facts from which the following can be ensue that the asset whose confiscation is sought belongs to a third party other than the accused or that there are third parties holders of rights over the asset whose confiscation is sought who may be affected by it.

	Additional provision 4th of Law 23/2014 on mutual recognition of judicial decisions in criminal matters in the European Union establishes that the same rules are applicable to non-EU Member States in the absence of an agreement between Spain and the requesting State.
Sweden	Money or other assets which have been confiscated shall accrue to the Swedish state (Section 36 of the Act (1972:260) on international executions). However, the government may decide that confiscated property shall be transferred to the other (requesting) state. Hence, Swedish law follows the main principle set forth in Article 25. One decision has been identified where the Government decided to share confiscated assets with a state requesting execution (JuBC2013/1759/BIRS). Regarding articles 25 (2) and (3), the exact legislative provision transposing these articles was attached to our initial response (Section 36 of the Act (1972:260) on international executions). The provision reads as follows. Section 36 of the Act (1972:260) on international executions Property or its value, which is forfeited based on this act accrue to the state. The government may at the request of the state which has requested execution of a decision to forfeit the property or value, decide that the property or its value in whole or partially shall be transferred to that state. A fine which have been determined based on this act may not be transformed. 13
Türkiye	An evaluation of the application of paragraph 2 of Article 25 of the Convention in Türkiye reveals the following: It is necessary to state at the outset that the use of the goods confiscated due to commission of crime for the purpose of compensating the loss of the victims of such crime is not an established method in the criminal law system in Türkiye. Confiscation, as applied in Türkiye's criminal procedure law, is the transfer of the ownership of certain items related to or proceeds of crime to the State. On the other hand, it is possible to return the confiscated goods to its legitimate owner, as is provided for in the last section of Article 25/2. It is not possible to confiscate the said goods, provided that the legitimate owner of the goods to be confiscated is a third party acting in good faith. The basic article of law relating to confiscation is Article 54 entitled "Confiscation of Goods" of the Türkiye's Criminal Code. Paragraph 1 of the said article is of importance on the matter, which reads as follows: "On the condition that the goods do not belong to any third party acting in good faith, goods that are used for committing an intentional offence or are allocated for the purpose of committing an offence, or goods that have emerged as a result of an offence shall be confiscated. Goods that are prepared for the purpose of committing a crime shall be confiscated, if they present a danger to public security, public health or public morality. Where a third party acting in good faith is entitled to any limited real right, confiscation order shall be rendered without any prejudice to such right."

¹³ SWE has provided additional information in the selected follow-up procedure as shown in the contribution for Art. 25 (2) and (3) above.

	Where it is established that the goods confiscated and placed in judicial deposit under Articles 123 and onwards of the Code of Criminal Procedure on account of having allegedly been used for committing an intentional offence or allocated for the purpose of committing an offence or emerged as a result of an offence under the aforementioned provision on confiscation of the Law No. 5237 belongs to a third party acting in good faith, and its return is ordered by the Court or the Public Prosecutor; and such goods belong to a foreign national; evidential goods the return of which are ordered under paragraph 1(ç) of Article 18 of the Regulation on Goods Derived from Crime shall be sent, upon his/her application, to the foreign national concerned or the embassies or consulates of the country of his/her nationality. Paragraph 1(ç) of Article 18 of the Regulation on Goods Derived from Crime reads as follows: “ARTICLE 18 – (1) Confiscation and return orders issued with respect to the non-circulating currency, goods used in crime and assets derived from crime shall be executed as follows: ... ç) Where an goods used in crime and ordered to be returned belongs to a foreign national, such goods shall be sent, upon his/her application, to the foreign national concerned or the embassies or consulates of the country of his/her nationality. Relevant document shall be kept in its dossier. ...”. It is also possible to return the goods, subjected to a seizure measure before issuance of a confiscation order, to the suspect, accused person or third party where it has been established that such goods belong to the aforementioned persons, it is no longer necessary to be kept for investigation and prosecution purposes, or it will not be subjected to confiscation. Besides, where seized goods or other assets belong to the victim affected by the crime and they are no longer required as evidence, it will also be possible to return them to their owner. Article 131 of the Code of Criminal Procedure, which addresses these points, reads as follows: “Returning the seized goods Article 131 – (1) If it is understood that the seized goods belonging to the accused, suspect or third persons are no more needed to be kept for the purpose of the investigation or trial or are understood to be not to be subject to confiscation, the public prosecutor, judge or court shall decide their returning ex officio or upon request. It is possible to object to the decision on rejection of request. (2) The goods or other assets seized in accordance with the provisions of Article 128 shall be returned to the owner if they belong to the victims of the crime and if they are not needed as evidence anymore”. According to the information received from 13th Criminal Chamber of the Court of Cassation; under Article 54 of the Türkiye’s Criminal Code, for confiscation, the goods in question shall not belong to a third party acting in good faith. Therefore, it has been clearly noted that the goods shall not be confiscated when they belong to a third party acting in good faith. Likewise, according to the information received from 15th Criminal Chamber of the Court of Cassation; pursuant to our legislation, there is not any distinction between foreign nationals and Türkiye’s citizens in returning of goods, which are the subject of seizure and confiscation decision, to foreign nationals acting in good faith or victims or to legal owners with Türkiye’s nationality residing abroad, and acting in good faith.
--	--

	Furthermore, in the judgment docket numbered 2007/2463 and decision numbered 2007/3583 of the 5th Criminal Chamber of the Court of Cassation, it is considered that confiscation of the instrument used in the commission of a crime may be ordered provided that it not belong to any third party acting in good faith. For this reason, it is necessary to hear its owner on the matter and the decision of the first instance court was overturned. The records included in the dossier of a mutual legal assistance request transmitted to our Ministry will be shared as good practice on this matter. In the letter received from Türkiye's National Police, it was stated that one of the mobile phones stolen during the armed robbery which took place in France on 01/12/2014 might be in Türkiye. Upon this, Birecik Chief Public Prosecutor's Office initiated an investigation, and the mobile phone located to be in Türkiye was submitted on 18/11/2015 to the official of the Embassy of France in Türkiye, to be returned to its legitimate owners. An evaluation of the application of paragraph 3 of Article 25 of the Convention in Türkiye reveals the following: Under paragraph 3 of Article 25 of the Convention, when acting on the request made by another Party in accordance with Articles 23 and 24 of this Convention, a Party may give special consideration to conclude agreements or arrangements on sharing with other Parties, on a regular or case-by-case basis, such goods, in accordance with its domestic law or administrative procedures. Under Articles 23 and 24 of the Convention, enforcement of foreign country confiscation requests in Türkiye requires, as is stated with the method in paragraph 1(b) of Article 23 of the Convention, an order of confiscation issued by Türkiye's judicial authorities. Pursuant to article 1/3 of The Law No. 6706 on International Judicial Cooperation in criminal Matters, provisions of conventions on judicial cooperation to which Türkiye is a party are a part of our domestic law. Thus, according to Article 25/3 of the Convention and article 3/1 of the Law No.6706 which regulates the powers of Central Authority, arrangements of sharing are within the powers of Central Authority and this Authority may determine the conditions for sharing. The said method is compatible with paragraph 1 of Article 24 of the Convention, which reads as "The procedures for obtaining and enforcing the confiscation under Article 23 shall be governed by the law of the requested Party". As we have pointed out in our previous responses concerning asset sharing, using a forfeited asset, confiscated for a committed crime, to compensate the loss of the victim of a crime, is not a method that has been adopted in the criminal law system of our country. On the other hand, in case a forfeited object is owned by a third person, who is acting in good faith, the Criminal Code of Türkiye allows that object to be returned to its legal owner. Pursuant to paragraph 1, Article 54 titled "Confiscation of Property" of the Türkiye's Criminal Code No 5237; "On the condition that the property does not belong to any third party acting in good faith, property that is used for committing an intentional offence or is allocated for the purpose of committing an offence, or property that has emerged as a result of an offence shall be confiscated. Property that is prepared for the purpose of committing a crime shall be confiscated, if it presents a danger to public security, public health or public morality. Where there are limited property rights on the property established in favor of a third party, confiscation decision shall be rendered by reserving this right."
--	--

	There is a provision of law, which is being progressively applied in the decisions of higher judicial bodies, which provides that objects, owned by such individuals, should be returned to them, instead of confiscating or forfeiting such objects, regardless if these good-faith third persons are foreigners. Indeed, according to the views of various chambers of the Court of Cassation and those of higher courts, which we have shared with you in our previous replies, and pursuant to Art. 54 of the Code of Criminal Procedure of Türkiye, an object in order to be confiscated, must not be owned by a good-faith third person. Apart from this, objects, which are seized/forfeited prior to rendering a confiscation decision on them, are returned to their owners, provided that they are owned by good-faith persons and they are no longer needed as evidence. This has been regulated under Article 131 of the Criminal Procedure Code No 5271: “Seized items to be returned Article 131 – (1) The items that were taken from the suspect, accused or the third parties, that are no longer needed with regard to the investigation and prosecution, or items of which it became clear that those are not subject to confiscation, shall be returned with the decision of the Public prosecutor, judge or the court on its own motion or upon a motion. The decision on denial may be subject to a motion of opposition. (2) Items or other assets which have been seized under the provisions of Article 128 shall be returned to the owner, if they belong to the victim who is the injured party and they are no longer needed as pieces of evidence.. As an example of such practice, we have information registered at a legal assistance file submitted to our Ministry. In the said file, it was stated in the letter from the Türkiye's national Police that one of the mobile phones stolen during an armed robbery in France on 01/12/2014 might be located in Türkiye. Thereupon, an investigation was initiated by Birecik Chief Public Prosecutor's Office and the telephone, established to have been located in Türkiye was handed over to an official from the Embassy of France in Türkiye on 18/11/2015 to be returned to its legal owners. As for Article 25 para (2), we kindly ask for a clarification for the explanation on page 33. In the first paragraph of analysis made for Türkiye on page 33, it was stated that “It is however possible to return the confiscated goods to its legitimate owners...”, whereas in the following paragraph the flow of the sentence indicates as if Türkiye's Law does not provide for the return of property to the legitimate owner. However, as was explained in the previous para of analysis on page 33, the provisions of Article 54 Türkiye's Penal Code allow for the return of confiscated property to its legitimate owners. Moreover, paragraph 2 of Article 131 of Criminal Procedure Code goes a step further to disallow the confiscation of such property and require the return of that property to its legitimate owners after it had been seized no matter if the owner is a national or a foreigner. On the other hand, we would like to further state that compensation of victims are not regulated under criminal law but it is available under civil law. Those who are the victims of any crime, whether he/she is a national or a foreigner, might bring their compensation claims to the attention of courts of civil jurisdiction.
--	--

	Besides, the explanation made in the first para of the analysis demonstrates what Türkiye have in place and what is absent as far as legislation is concerned. Therefore, we believe that it may clear up the confusion if the second paragraph of the analysis which goes as "Yet from the responses...." is removed. A correction is also needed under the recommendations to Türkiye which suggests taking necessary steps in ensuring returning of property to the legitimate owner.
Ukraine	Upon the request of a requesting Party, the property detected may be confiscated if this is provided for by judgment or other decision of a court of the requesting party, which entered into force (Art.568 (3) CPC). Confiscated property shall be transferred into the income of the State Budget of Ukraine, except for the following cases (Clause 2 of Part 5 of Article 568 of the CPC of Ukraine). Upon a petition from a central authority of Ukraine, a court may adopt a decision to transfer the property: 1) to the requesting Party that adopt a decision to confiscate the property as a compensation for damage inflicted on the victims by the crime; 2) in accordance with the international treaties of Ukraine that regulate on the distribution of confiscated property or, its monetary equivalent (Part 6 of Article 568 of the CPC of Ukraine). Transferring of the property and confiscated assets may be postponed, if it is necessary for pre-trial investigation and trial in Ukraine or litigation in respect of rights of other persons (Part 7 of Article 568 of the CPC of Ukraine). Requests from any foreign counterparts according to the Article 25(2) of CETS no.198 have not been provided to Ministry of Justice of Ukraine (as a relevant state authority).
United Kingdom	The general principle (as is usual under mutual legal assistance) is that the requested state that carries out the recovery of the proceeds will retain those proceeds. However, the UK can agree, on a case by case basis, that the funds are shared, usually on a 50-50 basis. This may be adjusted according to whether there are identifiable victims, in which case the UK is happy to negotiate a larger share to be returned to the requesting state for onward sharing with those victims. This position is obviously different to that under UNCAC where the entirety of the funds are usually returned (minus a deduction for reasonable costs). The current EU Framework Decisions on mutual recognition indicate a 50/50 split for all assets over 10,000 Euros, and that split may be maintained in the new draft regulation. If this is done under mutual legal assistance, the legal basis is in the Criminal Justice and Data Protection (Protocol No 36) Regulations 2014. This is available on legislation.gov.uk. We do not keep statistics on the use of this legislation.

ANNEX IV.B – RÉPONSES DES ÉTATS: ARTICLE 25(3)

Albania	No
Armenia	There are no agreements or arrangements in place that give special consideration to sharing confiscated property with other Parties. The sharing of confiscated property with other Parties or application of priority consideration to returning the confiscated property to the requesting Party is done on an ad hoc basis and under the consideration of the Prosecutor General's Office of the Republic of Armenia.
Aruba	There are no comprehensive mechanisms in place that allows for the sharing of assets. However, the treaties that are in force between the Kingdom of the Netherlands and other jurisdictions and are applicable to Aruba in some instances allow for the sharing of assets. For example, article 7 of the agreement between the Kingdom of Netherlands and the USA regarding Mutual Cooperation in the Detection, Seizure and Confiscation of Proceeds and Resources in Committing Crimes and the Distribution of Confiscated Objects. Aruba can also share assets on an ad-hoc (<i>case by case</i>) basis, based on agreement established. In practice, as soon as the authorities receive a request from the foreign State, a determination and an agreement is made in principle for the sharing of asset, equally (50/50) or taking into consideration the nature of request (for example, cases involving restitution). Cases "Erba" and "Bont" were referenced by Aruba as examples of asset sharing.
Azerbaijan	Currently there are no there agreements or arrangements in place giving special consideration to sharing confiscated property with other Parties, on a regular or case-by-case basis. This matter is expected to be addressed by 2019 in the framework of implementation of item 2.6 "Taking measures to improve legislation on forfeiture and recovery of criminally obtained funds or other property" of the "National Action Plan on combating legalization of criminally obtained funds or other property and financing of terrorism for 2017-2019" adopted in November 2016.
Belgium	La base légale pour le partage des biens confisqués <i>en dehors de l'Union européenne</i> est l'article 8 de la Loi 20 mai 1997 sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations. Il n'existe pas des accords internationaux spécifiques sur le partage en dehors des provisions « générales » qui porte sur la saisie, la confiscation et le partage des produits des délits contenues dans les conventions CETS n° 141, 198 et des conventions d'entraide, par exemple avec les Etats-Unis (1988) et avec le Canada (1996) ou avec la Chine (2016). En principe, le partage dépend d'une demande explicite de la Partie requérante.

	« Art. 8. La confiscation qui a été rendue exécutoire en Belgique selon la procédure prévue à l'article 7 est assimilée à la confiscation prononcée conformément aux articles 42, 43 et 43bis du Code pénal. Cependant, dans sa décision, le tribunal correctionnel détermine la destination des biens confisqués selon les modalités suivantes. Le tribunal peut disposer que les biens confisqués seront, entièrement ou en partie, attribués à l'Etat requérant. Le tribunal peut également disposer que les biens, autres que des sommes d'argent, seront vendus et que le produit de la vente sera, en tout ou en partie, attribué à l'Etat requérant. Dans les cas visés aux alinéas précédents, le tribunal prend en compte les frais de saisie, de conservation, d'aliénation, de confiscation et de transfert. A défaut de pouvoir arrêter l'attribution des biens confisqués, ils sont affectés au Trésor belge. »
Bosnia & Herzegovina	See 25.2.
Bulgaria	As mentioned above, the possibilities for sharing of assets under Art. 25, para. 3 of the Convention can be discussed in every particular case with the requesting country as prescribed by the abovementioned provision of the Convention. In addition, it should be noted that in case cooperation between EU Member States is concerned, the provisions of the Recognition, Execution and Transmission of Confiscation and Seizure Orders and Decisions Imposing Financial Penalties Act shall be applied. The said Law introduces into the Bulgarian legislation the requirements of Council Framework Decision 2005/214/JHA on the application of the principle of mutual recognition to financial penalties and Council Framework Decision 2006/783/JHA on the application of the principle of mutual recognition to confiscation orders. The Law provides for a particular procedure concerning the sharing of assets. Please see below a relevant extract from the Law: „Article 1. This Act regulates the conditions and procedures for recognition, enforcement and transmission of confiscation and seizure orders and decisions imposing financial penalties, issued in a Member State of the European Union. Disposal of the Subject of the Order Article 28. (1) Unless otherwise agreed between the issuing State and the Republic of Bulgaria as an executing State, the subject of the confiscation or seizure order shall be disposed of as follows:

	1. disposal of a sum of money which has been obtained from the execution of the order in the Republic of Bulgaria: a) if the amount obtained from the execution of the order is below EUR 10,000, or the equivalent to that amount, the amount shall remain in the Republic of Bulgaria; b) in all other cases, 50 percent of the amount shall be transferred by the Republic of Bulgaria to the issuing State; 2. Property other than money shall be disposed of in one of the following ways, to be decided by the competent Bulgarian authority: a) the property may be sold. In that case, the proceeds of the sale shall be disposed of in accordance with paragraph 1; b) the property may be transferred to the issuing State; if the confiscation or seizure order covers an amount of money, the property, obtained from its execution, may only be transferred to the issuing State when that State has given its consent; c) in another way in accordance with the Bulgarian legislation. (2) The Republic of Bulgaria shall not be required to sell or return specific items which constitute cultural objects forming part of its national heritage. (3) In the events where the Republic of Bulgaria is the issuing State, the manner in which the subject of the confiscation or seizure order is disposed of shall be agreed with the executing State. (4) Competent authorities for concluding agreements under paragraphs 1 and 3 on behalf of the Republic of Bulgaria shall be the authorities referred to in Articles 6 and 7.“ Please note that so far the cases that Bulgaria has already had concerning sharing of confiscated property were only with EU Member States. We have not received so far such requests by a non EU Member State country.
Croatia	There are no arrangements in place giving special consideration to sharing confiscated property with other Parties. There are no legislative provisions in domestic Law transposing this provision of the Convention. But it also should be noted that this provision of the Convention, as in fact hole Convention, following the provisions of the Constitution of Republic of Croatia on the validity of international treaties, after the ratification of the Convention, shall apply to all other Contracting Parties to the treaty of the Convention.”

Cyprus	The legislative provisions dealing with this issue, are mentioned above in the reply of question 2. Indeed, in many instances, Cyprus Authorities proceeded with the sharing of confiscated assets. E.g. with Belgium, the UK , the U.S.A. Such a sharing, when it is not on the basis of the FD 2006/783/JHA, which provides for a 50%-50% sharing, it takes place on a case by case basis on agreements entered into by the countries involved.																																			
Denmark	Denmark has not entered into any agreements or arrangements giving special consideration to sharing confiscated property on regular or case-by-case basis with other Parties to the Convention.																																			
France	Les accords de partage sont établis au cas par cas. La liste fournie n'était pas relative à la conclusion d'accords en vertu de l'article 25(3). Si une possibilité de partage avec des tiers semble envisageable à la demande de l'Etat requérant, aucune situation de ce type ne s'est pour lors jamais posée dans le cas d'avoirs confisqués en France. <table><tr><th colspan="5">SYNTHESE DES CONVENTIONS DE PARTAGE ETABLIES PAR LA FRANCE DEPUIS LA CREATION DE L'AGRASC (07/2010)</th></tr><tr><th>Etat</th><th>Date</th><th>Juridiction française</th><th>Juridiction étrangère</th><th>Qualification</th></tr><tr><td>Italie</td><td>21/12/2015</td><td>CA Aix en Provence</td><td>Tribunal correctionnel de Milan</td><td>Escroquerie</td></tr><tr><td>Italie</td><td>16/01/2018</td><td>TGI Nice</td><td>CA de Palerme</td><td>Association de malfaiteurs</td></tr><tr><td>Danemark</td><td>15/06/2015</td><td>TGI Paris</td><td>Parquet de Copenhague</td><td>Association de malfaiteurs, blanchiment aggravé, escroquerie en BO</td></tr><tr><td>Espagne</td><td>2015</td><td>TGI Marseille</td><td>Tribunal de Sabadell</td><td>ILS</td></tr><tr><td>Royaume-Uni</td><td>13/01/2014</td><td>TGI Grasse</td><td>Tribunal de Warrington</td><td>Association de malfaiteurs, blanchiment aggravé, escroquerie en BO</td></tr></table>	SYNTHESE DES CONVENTIONS DE PARTAGE ETABLIES PAR LA FRANCE DEPUIS LA CREATION DE L'AGRASC (07/2010)					Etat	Date	Juridiction française	Juridiction étrangère	Qualification	Italie	21/12/2015	CA Aix en Provence	Tribunal correctionnel de Milan	Escroquerie	Italie	16/01/2018	TGI Nice	CA de Palerme	Association de malfaiteurs	Danemark	15/06/2015	TGI Paris	Parquet de Copenhague	Association de malfaiteurs, blanchiment aggravé, escroquerie en BO	Espagne	2015	TGI Marseille	Tribunal de Sabadell	ILS	Royaume-Uni	13/01/2014	TGI Grasse	Tribunal de Warrington	Association de malfaiteurs, blanchiment aggravé, escroquerie en BO
SYNTHESE DES CONVENTIONS DE PARTAGE ETABLIES PAR LA FRANCE DEPUIS LA CREATION DE L'AGRASC (07/2010)																																				
Etat	Date	Juridiction française	Juridiction étrangère	Qualification																																
Italie	21/12/2015	CA Aix en Provence	Tribunal correctionnel de Milan	Escroquerie																																
Italie	16/01/2018	TGI Nice	CA de Palerme	Association de malfaiteurs																																
Danemark	15/06/2015	TGI Paris	Parquet de Copenhague	Association de malfaiteurs, blanchiment aggravé, escroquerie en BO																																
Espagne	2015	TGI Marseille	Tribunal de Sabadell	ILS																																
Royaume-Uni	13/01/2014	TGI Grasse	Tribunal de Warrington	Association de malfaiteurs, blanchiment aggravé, escroquerie en BO																																

	Suisse	06/02/2018	TGI Lyon	Ministère public du canton de Vaud	Concurrence déloyale
	Etats-Unis	31/10/2017	TGI Paris	Tribunal fédéral première instance de New York	Infractions boursières, blanchiment
Georgia	The legislation of Georgia does not contain specific asset sharing procedures. However, the Law of Georgia on International Cooperation in Criminal Matters provides for the possibility of sharing the confiscated assets with foreign country based on the <i>ad hoc</i> agreement, concluded between the competent authorities of the both countries. No asset sharing agreements have been concluded by Georgia yet. With regard to Article 25 of the Convention of the Council of Europe, the content of this article is adapted in the Article 52 of the Law of Georgia on International Cooperation in the Criminal Law (21 July 2010). In particular, the procedure for execution of a judgment of a foreign state court on the territory of Georgia related to deprivation of property and the property deprived in accordance with the procedure prescribed by this article may, in case of demand, be transferred to a foreign state, if it has a special interest in this property.				
Germany	The Federal Republic of Germany is able to take advantage of the possibility provided by Article 25 (3) of the Convention to release the assets or to share their value. If the preconditions imposed by section 56 IRG have been met, return of assets confiscated within the framework of mutual legal assistance to the requesting party is possible. die ersuchende Vertragspartei ist unter den Voraussetzungen des § 56b IRG möglich. In that process, distributed asset items may be deducted in calculating the amount of compensation due to injured persons pursuant to section 56a IRG (Bundestag printed paper 16/12320, p. 24). The authority responsible for granting may make ad hoc agreements about the disposal, return or distribution of the assets (section 56b IRG; no. 74b (1), first sentence of the Guidelines on Relations with Foreign Countries in Criminal Matters (<i>Richtlinien für den Verkehr mit dem Ausland in strafrechtlichen Angelegenheiten – RiVAST</i>)). Reciprocity must be assured in such agreements pursuant to section 56b (1) IRG. For requests made by the Federal Republic of Germany for enforcement of an order of confiscation in another State, comparable agreements may be entered into pursuant to section 71a IRG in conjunction with section 56b IRG. Unfortunately we are not able to provide you with statistics or case examples which support or demonstrate our implementation of Article 25(2) and (3) CETS no. 198.				

	The German responsible authorities do not collect or store statistical data concerning the cases related to these provisions.
Greece	Greece has ratified the European Convention on Mutual Assistance in Criminal Matters and the Additional Protocol thereto, in addition to being able to apply the self-executing provisions of CETS No. 198. Greece is also a member of the Egmont Group and the CARIN Network, and has established (by L. 3842/2010) an Asset Recovery Office (ARO) as part of the Central Service of the Financial Crime Unit of the Ministry of Finance (SDOE). The Greek ARO is the designated National Office for the Recovery of Capital and Assets according to Article 1 of EU Council Decision 2007/845/JHA, as well as the contact point with the corresponding departments of other EU States.
Hungary	<u>Ministry of Justice:</u> Until now, no agreements or arrangements have been concluded between Hungary and other States on sharing the confiscated property with other Parties (nor on a regular or a case-by-case basis). <u>Prosecutor General's Office:</u> Please see the answer for the previous question. We do not have agreements or arrangements to deal with asset sharing, and in victim-crime cases we do repatriation for compensation on a case-by-case basis. We do have multiple internal guidelines however on how this procedure should be carried out, and under what circumstances it is possible. Unfortunately, no official translation is available for the appropriate legal provisions, so the Prosecutor General's Office hereby gives the unofficial version of the Hungarian laws corresponding to Article 25/3. According to Article 60/C Subparagraphs (1), (4) and (6) of the Act 38 of 1996 on the Legal Assistance in International Criminal Matters, in the event of a transmitted confiscation order, the court shall examine whether the conditions set forth in this act and in international treaties for implement (or to transfer) the confiscation order are met, and shall decide accordingly upon recognising and executing the foreign authorities confiscation order. In case the amount acquired from the execution shall not exceed EUR 10.000 (or equivalent), it shall belong to Hungary, as executing party. If the amount obtained from execution shall exceed the aforementioned threshold, the court may decide upon the request by splitting the confiscated property equally between the requesting and the executing parties, thus 50% of the confiscated money shall be the property of Hungary. The foreign state and Hungary may establish an agreement on a case-by-case basis for sharing the amount received from confiscation, and might alter from the model of 50-50% asset sharing set forth in this Act. On the part of Hungary, such agreement shall be signed by the competent minister. In the event of a letter of agreement, the minister may ask the foreign authority to apply the principle of reciprocity in similar cases, and may as well guarantee reciprocity on the part of Hungary.

	These articles are identical to the ones implementing Council FWD 2006/783/JHA on the mutual recognition of confiscation orders, mirroring the same provisions for a non-EU international co-operation. The main rules are [Article 60/C (4) of the Act XXXVIII of 1996 and Article 145/C (1) of the Act CLXXX of 2012]: When the amount collected from the execution of forfeiture of assets or confiscation is not greater than the HUF equivalent of EUR ten thousand, the amount shall be due to the Hungarian State. When the amount collected from the execution of forfeiture of assets or confiscation is greater than the HUF equivalent of EUR ten thousand, based on a request of the foreign state, the court may order that the amount be shared between the Hungarian State and the foreign state in 50-50%. However, there is a possibility to deviate from the main rules [Article 60/C (6) of the Act XXXVIII of 1996]: The Hungarian State and the foreign state may enter into an ad hoc agreement on the division of the amount collected from the forfeiture of assets or confiscation. In that case, the states entering into the agreement may depart from the provisions of Paragraph (4). On behalf of the Hungarian State, the ad hoc agreement shall be signed by the minister. When an ad hoc agreement is concluded, the minister shall request a reciprocity declaration from the foreign state or shall issue a reciprocity declaration on the basis of foreign state's request This above provision applies both EU Member States and non-EU State Parties as well since the background of the Act CLXXX of 2012 is the Act XXXVIII of 1996. The legislative measures that solve the asset sharing in the framework of MLA are in place in the Act XXXVIII of 1996 and the Act CLXXX of 2012. They have to be applied unless otherwise provided by an international treaty. Pursuant to Article 60/C (6) of the Act XXXVIII of 1996, the Hungarian State and the foreign state may enter into an ad hoc agreement on the division of the amount collected from the forfeiture of assets or confiscation. In that case, the states entering into the agreement may depart from the provisions of Paragraph (4). On behalf of the Hungarian State, the ad hoc agreement shall be signed by the minister. When an ad hoc agreement is concluded, the minister shall request a reciprocity declaration from the foreign state or shall issue a reciprocity declaration on the basis of foreign state's request. According to Article 210/G of the Act LIII of 1994, if the Hungarian State and a foreign State concluded an ad hoc agreement on the sharing of the amount of money received from a forfeiture of assets ordered in a foreign state and remained after the deduction of the amount recovered the costs of the enforcement procedure, the court financial administration office shall transfer the amount specified in the ad hoc agreement to the foreign state concerned. We believe that Hungary fulfils by these rules the provision mentioned in Article 25 (3) of Warsaw Convention.
Italy	A. As mentioned in the <i>Interpretative Notes</i>, at EU level rules for dividing confiscated property are set out in Council Framework Decision 2006/783/JHA of 6 October 2006 on the application of the principle of mutual recognition to

	confiscation orders, which has been implemented in Italy by Legislative decree n. 137 of August 7th, 2015. B. It comes out from the rules provided for in Articles 740 bis and 740 ter that confiscated asset sharing is considered on a case-by-case basis. C. Indeed, our national system does not provide for specific rules for agreement with a foreign State for distributing the sums and/or confiscated assets. At national level, neither specific rules on deduction of expenses are provided for. It is nonetheless possible that the latter be considered when the transfer of confiscated assets is reached with the foreign State. Another important element is the significance of the activities carried out by the Italian judicial authorities when executing confiscation. In any case, in the absence of specific provisions, the principle of reciprocity shall apply. As mentioned before, the complete safeguard of victims and legitimate owners is nonetheless without prejudice. D. Only in a recent treaty, which has been initialled but not signed yet, specific rules are set out for asset sharing, essentially based on extent of the cooperation afforded by the cooperating State. In several cases Italy has entered into specific asset sharing agreements, but only when acting as requesting party and never on the basis of Article 25(3) of the Convention. Some case examples not immediately related to Article 25(3) of the Convention, but equally significant considering the identity of the national legal basis, have already been provided in the answers to the Questionnaire. No more cases are available at the moment.
Isle of Man	The IOM does not need formal bilateral or other international agreements to asset share and return. It will consider entering into such agreements when this is necessary under the law of the other State. See above. Asset sharing agreements are considered and entered into on a case-by-case basis, taking into account all of the relevant circumstances and priority issues (if any) as set out in the Policy (see above). A number of relevant treaties, for example the United Nations Convention Against Corruption, extend to the IOM via its constitutional relationship with the United Kingdom. The IOM has not entered into any permanent bilateral agreements or arrangements regarding asset sharing, believing that dealing with each case according to its circumstances to be the best approach. Nevertheless, the IOM would consider entering into such an agreement or arrangement if necessary in order to accommodate the legal requirements of other states.
Jersey	Jersey has entered into an agreement with the US in relation to the sharing of assets (ID Asset Sharing Agreement with the United States of America.pdf) and a Memorandum of Understanding with the UK in relation to the sharing of assets (MOU with UK.pdf). These govern how all shares are to be made with the US and UK respectively.

	With other countries, arrangements are entered into on a case by case basis. Agreements/Memorandum of Understanding to share assets with Nigeria, Kenya and Mozambique can be found on the Mutual Legal Assistance webpages : https://www.gov.je/Government/NonexecLegal/LawOfficers/pages/internationalassistance.aspx#anchor-2
Latvia	The general provision for sharing the confiscated property with other parties is stipulated in Section 792 of the Criminal Procedure Law. The detailed arrangements are provided for in the Cabinet Regulation No 431 of 19 June 2012 (attached to the reply). In some cases a case-by-case basis can be applied, depending on property to be shared. If the request for sharing of confiscated property (money) is issued by EU Member State and the sum is greater than 10000 EUR, issuing Member State can receive 50% of confiscated property or greater sum. If the request for sharing of confiscated property (money) is issued by non-EU state and the sum is greater than 10000 EUR, issuing Member State can receive up to 50% of confiscated property or amount stated in the request. If the value of confiscated property is not greater than 10000 EUR, issuing state can receive the property, if agrees to reimburse the value of the property valuation. In some cases the sharing of the confiscated property can be refused. If the value of confiscated property is greater than 10000 EUR, issuing state can receive the property, if agrees to reimburse 50% or more of the value of the property valuation. On the other hand there can be a refusal for sharing of confiscated property, reimbursing the issuing state 50% of assets gained after enforced realisation of the property. If the value of confiscated property stated in the request differs from the property valuation made in Latvia, and: - o the value mentioned is less than in a property valuation made in Latvia, parties can agree that confiscated property is to be returned to the issuing state, receiving affirmation, that issuing state is ready to reimburse 50% or more of the value of the property valuation or 50% of assets gained after enforced realisation of the property; or the sharing of property can be refused, reimbursing partly the value of the confiscated property mentioned in the request, - o is greater than in a property valuation made in Latvia, parties can agree that the confiscated property is to be returned to the issuing state, receiving affirmation, that issuing state is ready to reimburse 50% or more of the value of the property valuation or 50% of assets gained after enforced realisation of the property; or the sharing of property can be refused, reimbursing partly the value of the property valuation made in Latvia. Case examples:

	On 15 April, 2016 a request from the United Kingdom (Serious Fraud Office) was received and implemented on 20 May, 2016. On 12 January, 2017 the Ministry of Justice of the Republic of Latvia received a request from the United States and the amount of money that was returned to the victim was in full amount. In regard to implementation of Article 25(3) Ministry of Justice would like to draw attention that MLA requests for confiscation from EU countries are governed by the Criminal Procedure Law (CPL) Chapter 75. CPL Section 791 ensures implementation of foreign requests of confiscation. Additionally the Cabinet of Ministers Regulations of 19 June 2012 No 431 sets procedures for implementation of the said provisions. Extracts from CPL as well as translation of the said Regulation was provided with the initial reply. Also two case examples were included in the reply. At this point Ministry of Justice does not have at its disposal additional statistics or case examples which could be shared with the Secretariat.
Lithuania	The general rule is that confiscation of property shall be the compulsory uncompensated taking into the ownership of a state of any form of property subject to confiscation and held by the offender or other persons (Art. 72 of the Criminal Code of the Republic of Lithuania). The sharing of confiscated property is explicitly described in cases when Lithuania executes the court decision on confiscation rendered by the court of another Member State of the European Union. Art 75 of the Law of the Republic of Lithuania on Mutual Recognition and Enforcement of Decisions of the EU Member States in Criminal Matters foresees sharing of confiscated property. Article 75. Transfer of funds having executed the judgment to confiscate property rendered another Member State of the European Union Having executed in the Republic of Lithuania the judgment on confiscation rendered by the court of another member state of the European Union and which was recognized in accordance with Article 3655 of the Criminal Procedure Code of the Republic of Lithuania, the funds received for the confiscation of property (except for enforcement and other related costs) are shared in the following way: 1) an amount not exceeding EUR 10,000, shall be transferred to the budget revenue collection account of the State Tax Inspectorate under the Ministry of Finance of the Republic of Lithuania; 2) in excess of EUR 10,000, the funds shall distributed as follows: within 10 working days of the receipt of funds received from the realization of confiscated property the State Tax Inspectorate transfers half of these funds to the account specified by the competent authority of the European Union Member State, whose court rendered a decision to confiscate the property, and another half to the budget income collection account of the State Tax Inspectorate. Thus in cases related with the execution of the court decisions on property confiscation rendered by the courts of non-EU countries, the decision on sharing is left in the hands

	of the court on case-by-case basis. Moreover, Lithuania is a party to Conventions that provide for the sharing of confiscated property - e.g. United Nations Convention against Corruption. And it should be noted that ratified international treaties have supremacy over national acts in Lithuania.
Malta	The legal provisions which provide for the recognition and enforcement of foreign confiscation orders also allow Malta to enter into asset sharing agreements on a case by case basis. Article 24D(7) of the Dangerous Drugs Ordinance, which through article 435D of the Criminal Code is rendered generally applicable, provides that <i>'the decision by the court ordering the enforcement of a foreign confiscation order shall have the effect of forfeiting in favour of the Government of Malta all things and property whatsoever situated in Malta the confiscation of which had been ordered in the foreign confiscation order <u>subject to any directions which the Government of Malta may give providing for the further disposal of the same things and property so forfeited</u>'</i>. Depending on the value of assets seized, Malta usually retains a small percentage thereof to cover the expenses incurred in the process. No reservation is made as to whether the returned assets go to the requesting party or to the victim. It is to be noted that as an EU Member State, Malta has also adopted subsidiary legislation to implement Council Framework Decision 2006/783/JHA as amended by Council Framework Decision 2009/299/JHA in the form of the Confiscation Order (Execution in the European Union) Regulations. These regulations provide for the recognition and enforcement of confiscation orders issued with respect of specific offences by the authorities of a number of Member States, all but one of which are parties to the Convention. Regulation 14 sets out specifically how any confiscated property is to be disposed of depending upon whether money or property has been confiscated. In respect of any sum of money equal or in excess of €10,000, or equivalent thereto, half of the money is to be returned to the issuing Member State. In respect of any other form of property, Malta retains discretion as to whether to return the property to the issuing Member State or otherwise sell the property and then dispose of the money as already indicated hereabove. However, where the confiscation order has been issued with respect to specific items which constitute cultural objects forming part of the national heritage of Malta, the items are neither to be sold nor returned. Moreover, it is to be noted that these regulations do not make reference to the victim but neither do they exclude the possibility of property being returned directly to victim if so stated in the confiscation order.
Monaco	Des accords ou dispositifs accordant une attention particulière au partage des biens confisqués avec d'autres Parties, sur une base systématique ou au cas par cas, sont-ils en place ? Réponse Le partage des biens confisqués avec l'autorité requérante se fait au cas par cas.

	Conformément aux dispositions de l'article 8 de l'Ordonnance n° 15.457 du 9 août 2002 évoquées ci-dessus, une fois l'exécution de la décision de confiscation étrangère autorisée par le Tribunal correctionnel de Monaco, les autorités monégasques transmettent à l'autorité requérante une offre de partage desdits actifs. Un simple échange de lettres entre Ministères de la Justice suffit à conclure un accord de partage. Cette offre de partage varie au cas par cas, en fonction de la valeur des montants confisqués, ainsi que des éventuels frais engagés par les autorités judiciaires monégasques dans le cadre de l'exécution de la demande d'entraide judiciaire. Ainsi depuis 2014, les autorités monégasques ont procédé à la confiscation à la demande des autorités judiciaires étrangères, d'avoirs détenus à Monaco pour un montant total de 6.286.651,67 euros. 5.860.182,41 d'euros ont été restitués aux autorités requérantes, soit plus de 93% des avoirs confisqués à Monaco.
Montenegro	There is no such practice.
Kingdom of Morocco	En ce qui concerne le partage des biens saisis, il est possible de se référer aux dispositions des articles 20 à 24 de la Convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le Royaume du Maroc et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, signée à Londres le 15 avril 2013. Cette convention régit les cas dans lesquels les actifs saisis peuvent être partagés entre la partie requérante de l'entraide judiciaire et la partie requise, ainsi que la demande de partage des actifs saisis, son délai et les modalités et conditions de ce partage. Cependant, bien que la priorité soit accordée aux accords internationaux en vertu de l'article 713 du Code de procédure pénale, cela n'empêche pas la conclusion d'accords volontaires concernant des cas spécifiques avec des pays n'ayant pas d'accords internationaux avec le Maroc, comme le dispose l'article 595-8 du Code de procédure pénale, qui s'applique également dans le domaine du blanchiment de capitaux et des infractions qui y sont associés conformément à l'article 31 de la loi 43.05 sur la lutte contre le blanchiment de capitaux. L'article 595-8 précité prévoit expressément que le transfert de la propriété des biens confisqués à l'État marocain est prévu par l'autorisation du Procureur Général du Roi, en tenant compte des droits des tiers, sauf accord contraire avec l'État requérant ou dans le cadre de l'application d'un accord international ou sur la base de la réciprocité, ce qui signifie que le Maroc a le droit de traiter avec tous les pays, y compris ceux n'ayant pas d'accords bilatéraux ou multilatéraux. Ainsi, il est possible de traiter une demande de partage des biens confisqués par consentement et accord avec ce pays, en l'absence de tout mécanisme international ou accord international les liant, conformément à l'article 595-8 susmentionné. Par conséquent, il est clair, d'après ce qui précède, que le Maroc dispose de bases légales lui permettant de traiter la question du partage des biens confisqués avec des pays étrangers, que ce soit par le biais d'accords, de traités internationaux, ou en leur

	absence par consensus et accord sur une formule spécifique à cet égard avec l'État demandeur.
Netherlands	See article 13c of the 'Wet overdracht tenuitvoerlegging strafvonnissen' (WOTS - Law on the transfer of the enforcement of judgements in a criminal case). Confiscated objects may, if requested, be handed over to a requesting member state in the context of a confiscation procedure.
North Macedonia	In each specific criminal legal case involving several States Parties in the procedure as part of a joint investigation team, the provisions of the contract for the formation of the team shall state the reasons and the consequences for the contracting parties arising from the provisions of the same. There is no norm in the positive legislation that regulates this matter. In accordance with the Vienna Convention, the rights and obligations of each of the contracting parties are determined when establishing the JIT. At the same time, given that this convention is part of our national legislation, it is the basis on which this matter is regulated without additional material and procedural laws related to this issue / Law on International Cooperation in Criminal Matters. V. 130/10 does not define this issue as the LCP. At the same time, the European Convention on Extradition and Mutual Recognition and Enforcement of Foreign Enforced Judgments.
Poland	No Art. 611fu. § 5. Of The Criminal Procedure Code. The Minister of Justice may conclude an agreement with the relevant authority of the issuing State (EU Member) on the manner of enforcement of the forfeiture, in particular by stipulating in it a different division of the amounts obtained from the execution of the ruling.
Portugal	Portugal celebrated an <i>ad-hoc</i> Agreement for the sharing of confiscated property with Switzerland and the negotiation of a formal agreement on this issue with the United States is ongoing. However, according to Article 3 (Primacy of international treaties, conventions and agreements) of Law 144/99, of 31 of August, international cooperation shall be carried out in accordance with the provisions of the international treaties, conventions and agreements that bind the Portuguese State and, where such provisions are non-existent or do not suffice the provisions <u>of this law</u>. Therefore, Portugal does not need a bilateral agreement for the sharing or returning of confiscated assets, as results from Article 160 (3) of mentioned law, which states that the Portuguese judicial authority shall take such steps as are necessary in order to enforce any decision of a foreign court imposing the confiscation of proceeds from an offence and return such proceeds to the requesting court. Therefore we consider that Article 25 (3) of the Convention is met.

Republic of Moldova	The agreements that Republic of Moldova have concluded with other states do not give special consideration to sharing confiscated property, but foresee the procedure for transferring to the requesting Party property, proceeds and instrumentalities of a illicit origin. These previsions are the following: Agreement between the Republic of Moldova and the Republic of Türkiye on legal assistance in civil, commercial and criminal matters, signed on May 22, 1996: Art. 38 - " Transfer of illicit property and money" – Any contracting party, on the request of the other party, will transfer to it illicit money and property, which have been obtained by the offender on its territory, during committing the offence and which have been discovered on its territory. Such a transfer will not violate legal rights of the requested Party or of a third party regarding these money and goods. Agreement between the Republic of Moldova and Ukraine on legal assistance in civil and criminal matters, signed on December 13, 1993: Art. 4 - " Types of legal assistance" – the contracting parties will afford mutual legal assistance in executing of some procedural activities, specially service of writs, searches, confiscation, sequestration of goods, transmission of goods and documents, initiating a criminal proceeding and transfer of criminal proceedings, extradition, interview of defendants, witnesses, experts, parties and other persons, forensic reports, judicial hearing. Art. 74 par. (1) - " Transmission of property" – goods obtained by the offender from a criminal offence or goods resulted from their change, also other goods that may be used as evidence in the criminal case to the requesting contracting Party, if so is necessary for the investigation of the case carried out on the territory of the requesting contracting Party. Agreement between the Republic of Moldova and the Republic of Azerbaijan on legal assistance in civil, family and criminal matters, signed on October 26, 2004: Art. 80 - " Transmission of property " – goods obtained by the offender from a criminal offence or goods resulted from their change, also other goods that may be used as evidence in the criminal case to the requesting contracting Party, if so is necessary for the investigation of the case carried out on the territory of the requesting contracting Party. In practice of international legal assistance we did not have requests for confiscation of property/instrumentalities in money laundering cases, but there are cases when Moldavian criminal investigation bodies have executed such request and did gave priority to the requesting Party, by transmission of the goods to so it can give compensation to the victims of the crime. But Republic of Moldova has not received such request in money laundering cases. It should mention that according to the art. 13 para. 2 of the law nr. 48 from 30.03.2017 on the Asset Recovery Office
----------------------------	--

	(2) The Agency for Criminal Assets Recovery shall communicate with foreign competent authorities regarding the value of the criminal assets repatriated to the Republic of Moldova or, where appropriate, to other states, taking into account the contribution and expenses incurred in connection with tracing the criminal assets, collecting evidence, making them temporarily unavailable, managing and capitalizing of the temporarily made unavailable or confiscated criminal assets, on reciprocal basis or in accordance with international agreements. <i>According to the provision of the art. 4 of the Criminal procedure Code) Criminal procedural law covers the entire Republic of Moldova and is compulsory for all criminal investigative bodies and the courts irrespective of the place where the crime was committed. (2) Other aspects of criminal procedural law may be set by international treaties to which the Republic of Moldova is a party.</i> In the same time the provision of the art. 5 of the Criminal Code “on the territory of the Republic of Moldova, criminal case proceedings involving foreign and stateless citizens shall be conducted in line with this Code”. In this context, a possible share of assets with foreign states of the confiscated goods can take place during the process of examination of cases with international elements and confiscation of the property. Thus during the process of examination of the criminal case the judicial authority may decide on the share of confiscation of goods in accordance with the international agreements provisions.
Romania	In general, up to now, there has been no sharing agreement concluded based on the CETS 198 or on other Council of Europe or UE instruments. There are several discussions taking place and since the procedures are not finalized we cannot provide concrete details. We can specify though that none of the negotiations currently taking place on sharing of assets are based on the CETS no. 198 (there were other instruments used UE instruments or Council of Europe instruments). The approach is to negotiate sharing agreements on case by case basis. According to art. 42, para. 2 of Law no. 318/2018 regarding the foundation and functioning of the National Agency for Administering Seized Assets: “The Agency is authorized to negotiate and facilitate the concluding of bilateral or multilateral agreements for sharing confiscated assets.” See also the response for Art. 25(2)
Russian Federation	<i>Letter received (next page):</i>

The issues of confiscation are governed by the Civil Code of the Russian Federation ("the Civil Code").

According to Article 235 § 2 (6) of the Civil Code, forcible withdrawal of property from its owner shall be prohibited, save for cases where a confiscation is conducted on the grounds provided for by law.

Article 243 of the Civil Code provides that, in cases provided for by law, property may be seized from the owner without compensation by a court judgment in the form of a sanction for committing a crime or another offence (confiscation).

In cases provided for by law, confiscation may be effected under the administrative procedure.

A confiscation decision taken under the administrative procedure may be appealed against in court.

One of the administrative penalties provided for by the Code of Administrative Offences of the Russian Federation ("the CAO") is confiscation of the instrument or object of the administrative offence (Article 3.2 § 4). The issues of confiscation of the instrument or object of the administrative offence are governed by Article 3.7 of the CAO.

Chapter 15.1 of the Criminal Code deals with property confiscation.

In accordance with Article 104.1 of the Criminal Code, confiscation of property shall mean the state's compulsory uncompensated seizure and appropriation, based on a judgment of conviction, of, in particular, money, valuables and other property obtained as a result of the commission of offences provided for, e.g., by Articles 174.1 (legalisation (laundering) of money or other property acquired by a person as a result of committing an offence); 205 (terrorist act); 205.1 (assistance to terrorist activities); 205.2 (public appeals to carry out terrorist activities, public justification of terrorism or propaganda of terrorism); 205.3 (training for the purpose of carrying out terrorist activities); 205.4 (organisation of a terrorist community and participation therein); 205.5 (organisation of activities of a terrorist organisation and participation in the activities of such an organisation); 206 (hostage taking); 355 (development, production, accumulation, acquisition or sale of weapons of mass destruction); 361 (act of international terrorism) of the Criminal Code; or illegally transferred across the customs border of the Customs Union within the EurAsEC or across the State Border of the Russian Federation with the Customs Union Member States within the EurAsEC the liability for which is established by Articles 200.1, 200.2, 226.1 and 229.1 of the Criminal Code and any income derived

	therefrom, with the exception of property and income derived therefrom to be returned to the rightful owner. Also, please be informed that, by its Ruling no. 26-P of 29 November 2016, the Constitutional Court of the Russian Federation found that the provisions of Article 235 § 2 (8) of the Civil Code and Article 17 of the Federal Law on Monitoring Consistency of Expenses of Public Officials and Other Persons with their Income, do not contradict the Constitution of the Russian Federation insofar as they allow for the state's appropriation within civil proceedings of land plots, other real estate, vehicles, securities, shares (participatory interest, equity units in the authorised (joint-stock) capitals of organisations) owned by a public (municipal) officer or his/her spouse and minor children in respect of which such person failed to provide information proving that they have been purchased for his/her lawful earnings as well as money received from the sale of such property. A second letter was received on 22 August 2018 with additional answers: The office of the Prosecutor General of the Russian Federation is not a party to any permanent or <i>ad-hoc</i> agreements or arrangements concerning special procedures of sharing of confiscated property. A number of international agreements of the Russian Federation contain provisions relating to search, freezing, arrest and return of criminal proceeds, which, <i>inter alia</i>, provide that the requested party, in accordance with its legislation, shall enforce the decision of a competent authority of the requesting state on seizure or confiscation of proceeds of crime or means of committing of crime. It is also provided that the rights of third-party <i>bona fide</i> purchasers must be ensured in accordance with the laws of the requested state. Presently, negotiations on the conclusion of bilateral agreements on partition and return of assets are underway with a number of states.
San Marino	The Republic of San Marino attaches great importance to the sharing of confiscated assets and it relies on regulatory instruments for its implementation. On the basis of the Council of Europe Convention on laundering, search, seizure and confiscation of the proceeds from crime, made in Strasbourg on 8 November 1990, and of the Council of Europe Convention on laundering, search, seizure and confiscation of the proceeds of crime and on the financing of terrorism, adopted in Warsaw on 16 May 2005, of which San Marino became a party, respectively, in 2001 and 2010, as well as on the basis of the recommendations of the Financial Action Task Force (FATF), to which San Marino conforms, the Republic of San Marino favours the sharing of the assets confiscated on its territory following an order of a judicial Authority of another State in the context of criminal proceedings.

	In particular, Article 15 of Law no.100 of 29 July 2013 provides that, unless otherwise established in international agreements or conventions, the assets, funds and securities confiscated on the basis of a legal assistance request made by another State shall be allocated to the requested State if their value is lower than EUR 10,000.00. If their value exceeds the above-mentioned amount, half of the value exceeding said amount shall be transferred to the requesting State. The provision on the above mentioned sharing may be derogated from, wholly or partly, subject to reciprocity, in accordance with agreements concluded following the execution of the legal assistance request, on the basis of the type of offence for which confiscation was ordered, as well as of the relevant legal interests and degree of involvement of each State in the investigation. The Court of the Republic of San Marino, which was asked to provide additional information, said that some requests for mutual assistance relative to confiscations of proceeds of crime involving the Judicial Authority of the Italian Republic are pending. In particular, measures of precautionary seizure have been adopted. However, no final judgment has yet been issued and consequently no confiscation has yet been ordered. If a judgment is given, the value of the property will be shared based on the provisions of the Convention. Currently, no requests for legal assistance relative to confiscation of proceeds of crime have been made to countries other than Italy
Serbia	Republic of Serbia doesn't have any bilateral agreements concluded on asset sharing with other countries. In the case of confiscation of the proceeds derived from a criminal offence, on the request of a foreign state, the issue of asset sharing is solved in each individual case, and in accordance with multilateral agreements and conventions ratified by the Republic of Serbia (UN Conventions and Council of Europe Conventions). Having in mind there weren't any cases of asset sharing with other countries in practice, we cannot provide any statistics in that regard.
Slovak Republic	For the time being the Ministry of Justice of the Slovak Republic has no knowledge of such agreement in place. COMMENT 1: THE SLOVAK REPUBLIC HAS NOT AUTHORITY FOR MAKING SUCH AGREEMENTS WITH OTHER STATES. THIS AUTHORITY IS IN COMPETENCE OF THE EU. Comment 2: The implementation of this recommendation is really challenging! Competence of the EÚ member states to proceeds as recommended should be analyzed before any recommendation of this kind could be proposed (shared/exclusive power).
Slovenia	Relevant provisions of the C198 are directly applicable (see Article 25(2)).

	Unfortunately we are not able to provide you with statistics or case example, which would demonstrate a special consideration regarding sharing confiscated property with other Parties. See also the response to Art. 25(2) by the Slovenian authorities.
Spain	Article 172 of Law 23/2014 on mutual recognition of judicial decisions in criminal matters in the European Union establishes the rules regarding the disposal of confiscated property between Spain and other EU Member State. If the amount obtained from enforcement of the confiscation order is lower than 10,000 euros or the equivalent to that amount, it shall be deposited in the judicial deposits and consignments account. In all other cases, the issuing State shall be transferred 50 per cent of the amount obtained from execution of the confiscation order. The remaining 50 per cent shall be deposited in the judicial deposits and consignments account. Additional provision 4th establishes that the same rules are applicable to non EU Member States in the absence of an agreement between Spain and the requesting State. Eg. Spain has signed two agreements with Switzerland so far (2011 and 2014). Currently, a new agreement is being elaborated. The three of them foresee the sharing of 50 per cent of the amount confiscated. There are not statistics available.
Sweden ¹⁴	No. Regarding articles 25 (2) and (3), the exact legislative provision transposing these articles was attached to our initial response (Section 36 of the Act (1972:260) on international executions). The provision reads as follows. Section 36 of the Act (1972:260) on international executions <i>Property or its value, which is forfeited based on this act accrue to the state. The government may at the request of the state which has requested execution of a decision to forfeit the property or value, decide that the property or its value in whole or partially shall be transferred to that state.</i> <i>A fine which have been determined based on this act may not be transformed.</i>
Türkiye	See Art. 25(2). As we have pointed out in our previous responses concerning this article, pursuant to Articles 23 and 24 of the Convention, executing other states' confiscation requests from Türkiye, requires the availability of an order, rendered by a judicial body of Türkiye, and allowing the confiscation request to be fulfilled.

¹⁴ See footnote 14 above.

	Along with this, pursuant to Art.1/3 of Law No.6706 on International Judicial Cooperation in Criminal Matters, provisions of conventions, which Türkiye is a party to, are considered a part of the domestic law of Türkiye. Said article reads as follows: <i>“(1) The purpose of the Law, shall be to regulate the procedures and principles of international judicial cooperation in criminal matters.</i> <i>(2) This Law shall cover the judicial cooperation to be conducted with foreign States in criminal matters.</i> <i>(3) The international agreements on judicial cooperation to which Türkiye is a party and the provisions of the other Laws shall be reserved.”</i> Therefore, pursuant to Art. 3 of Law No.6706, the competent authority, with regards to fulfilling request, made by foreign states according to Articles 23 and 24 of the Convention, concerning sharing of assets, is the Ministry of Justice and it is also entitled to determine the condition of the asset sharing. The above stated method, used by our country in asset sharing, is in conformity with the rule in Art. 24/1 of the Convention, providing that the method of applying confiscation, shall be subject to the legislation of the Requested Party. In respect to your request for statistics on the application of Art.25/3 and a sample case, Law No.6706 entered into force in 2016 and there is no sample case available on asset sharing as yet. Further, we would like to elaborate on our explanations made for para 3, Article 25 of the Convention. In terms of asset sharing, it is true that the legal ground providing such assistance is Article 3 of Law on International Judicial Cooperation In Criminal Matters (Law No 6706) from which it can be inferred that the Ministry of Justice, as central authority in MLA requests, is the competent authority to enter into agreements on asset sharing with foreign countries and as such able to share assets. In addition to that, since, as of now, no such agreement has been signed, there might be a need of secondary legislation in order to facilitate asset sharing and to highlight the details of terms&conditions of such assistance.
Ukraine	According to the international cooperation practice during criminal proceedings, states generally do not conclude framework agreements on the coordination of measures in order to seize, confiscate of incomes and their distribution. Coordination of measures on confiscation of property is carried out by holding bilateral consultations between the central authorities of states with the fixing of agreements in writing for each specific request. <i>Example:</i> In 2014, under the CETS 198 a request from the Ministry of Justice and Security of the Kingdom of the Netherlands for the recognition and enforcement in Ukraine the sentenc

	of the Dutch court on the imposition of additional punishment in the form of confiscation of proceeds from crime was received (totaling EUR 82,517). Upon the additional request of the Ministry of Justice of Ukraine, the Dutch side proposed to transfer 50% of the confiscated proceeds to the budget of the Kingdom of the Netherlands, and 50% - to the budget of Ukraine. By the Ukrainian court determination, based on Art. 568, 603 of the CPC of Ukraine and CETS 198, the judgment of the court of the Kingdom of the Netherlands was found to be enforceable on the territory of Ukraine in terms of confiscation of proceeds from crime through the transfer of 50% of the confiscated property or its monetary equivalent in to the budget of the Kingdom of the Netherlands and 50% of the confiscated property or its monetary equivalent - to the budget of Ukraine. The court enforcement action against assets recovery according to the above-mentioned decision of the Ukrainian court is ongoing.
United Kingdom	The UK cannot demand where a state puts their returned funds. However, if the UK seeks to negotiate a higher percentage return because of victims, we would expect that those funds would be returned to those victims accordingly. -Could you provide us with the exact legislative provision transposing Article 25(3) CETS no. 198 into domestic law? This would depend on the case, but the UK is able to return funds to Parties. -Could you provide us with statistics or case examples which support your answer provided, or demonstrate the implementation of Article 25(3) CETS no. 198 in any other manner? We do not keep statistics on this.